

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2012 B 18797 Numéro SIREN : 379 617 822 Nom ou dénomination : ALTITUDE
--

Ce dépôt a été enregistré le 05/08/2022 sous le numéro de dépôt 106790

certifié
conforme à
l'original

DocuSigned by:
Dorothée LEBARBIER
8160B33303C44EC...

ALTITUDE
Comptes consolidés
Exercice clos le 31.12.2021

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2021

En KC :	Notes :	31/12/2021		31/12/2020	
		Valeurs brutes	Amort. Prov.	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Capital souscrit non appelé					
Immobilisations incorporelles	12	764 653	59 543	705 110	79 522
Dont écarts d'acquisition	11	303 847	1 158	302 688	1 366
Immobilisations en concession	13	1 379 958	364 131	1 015 826	172 030
Immobilisations corporelles	14	330 161	36 991	293 170	293 759
Immobilisations financières	15	142 487	3 681	138 806	50 330
Titres mis en équivalence	16	137 594		137 594	
Total Actif Immobilisé		2 754 853	464 347	2 290 506	595 642
Stocks et encours	17.1	77 334	242	77 092	65 363
Clients et comptes rattachés	17.2	212 981	5 344	207 637	92 711
Autres créances et comptes de régularisation	17.3	351 349	2 819	348 530	152 703
Valeurs mobilières de placement	18	26 107	0	26 107	11 265
Disponibilités (*)	18	440 178		440 178	303 255
Total Actif		3 862 801	472 752	3 390 049	1 220 939
Capital	19			513	513
Primes liées au capital				8 734	8 734
Réserves				-33 022	60 974
Subventions				171 613	22 854
Résultat de l'exercice				270 513	34 415
Autres				0	0
Total Capitaux Propres part du groupe				418 351	127 489
Intérêts hors groupe				253 195	14 042
Provisions	20			56 811	7 172
Comptes courants des associés majoritaires				4 010	5 095
Comptes courants des associés minoritaires				55 492	9 217
Emprunts et dettes financières (*)	21			1 707 480	553 861
Fournisseurs et comptes rattachés	17.2			443 625	326 606
Autres dettes et comptes de régularisation	17.3			451 086	177 456
Total Passif				3 390 049	1 220 939
(*)					
		31/12/2021	31/12/2020		
Disponibilités corporate		347 132	255 526		
Disponibilités projet		93 045	47 728		
Total disponibilités		440 178	303 255		
Dette projet sans recours actionnaire		907 413	378 500		
Dette corporate		800 067	175 361		
Total emprunts et dettes financières		1 707 480	553 861		

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2021

<i>En KC :</i>	<i>Notes :</i>	31/12/2021	31/12/2020
Chiffre d'affaires	4	480 640	241 637
Production immobilisée intragroupe	5	220 008	222 610
Autres produits d'exploitation	5	96 387	44 499
Achats consommés		-593 732	-394 335
Charges de personnel	6.2	-90 707	-61 036
Autres charges d'exploitation		-21 843	-4 052
	<i>EBITDA (*)</i>	90 752	49 324
Impôts et taxes		-5 607	-4 647
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	7	-72 879	-25 776
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		12 267	18 902
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	7-11	-49	-49
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		12 218	18 853
Charges et produits financiers	8	-27 000	-6 201
Résultat courant des sociétés intégrées		-14 782	12 652
Charges et produits exceptionnels	9	334 316	43 383
Participation des salariés		-5 363	-3 291
Impôt sur les bénéfices	10	-17 549	-14 766
Résultat net de l'ensemble consolidé		296 621	37 978
Intérêts minoritaires		26 108	3 563
Résultat net (part du groupe)		270 513	34 415
(*)		31/12/2021	31/12/2020
EBITDA Projet		-541	-9 520
EBITDA Corporate		91 293	58 844
Total		90 752	49 324

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2021

<i>En KC :</i>	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net total consolidé	296 621	37 978
Ajustements		
Elim. des amortissements et provisions	43 223	26 347
Elim. de la variation d'impôt différé	-454	64
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	-369 933	-42 838
Total marge brute d'autofinancement	-30 543	21 551
Incidence de la variation du BFR lié à l'activité	59 488	165 684
Flux de trésorerie générés par l'activité	28 945	187 235
Incidence des variations de périmètre	-831 428	45 131
Acquisition d'immobilisations*	-458 126	-332 195
Variation BFR investissement	7 698	6 403
Acompte sur cession d'immobilisations		
Cession d'immobilisations	3 684	536
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-1 278 172	-280 125
Augmentations de capital d'AITHD souscrites par les minoritaires	495 023	
Augmentations (réductions) de comptes courants hors groupe	4 777	1 000
Emission d'emprunts	1 007 008	258 323
Remboursement d'emprunts	-105 485	-43 954
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		
Dividendes payés aux minoritaires		-2 559
Cession (acq.) nette actions propres		
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 401 323	212 810
Incidence de la variation des taux de change		
Incidence des changements de principes comptables		
Variation de trésorerie	152 096	119 920
Trésorerie d'ouverture cf note 18	308 245	188 326
Trésorerie de clôture cf note 18	460 341	308 245
<i>* dont subventions d'investissements</i>	<i>20 460</i>	<i>3 745</i>

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Libellés (K€)	Groupe	Hors Groupe	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2020	127 489	14 042	141 531
Distribution de dividendes			0
Augmentation de capital			
Résultat 2021	270 513	26 108	296 621
Variation de périmètre	13 195	204 707	217 902
Actions propres			0
Variation des subventions d'investissements	7 078	8 412	15 490
Correction partage groupe minoritaires sur subventions d'investissements	73	-73	0
Autres	3		3
Capitaux propres au 31/12/2021	418 351	253 195	671 546

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTES ANNEXES

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2021	2
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2021	3
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2021	4
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	5
1 Faits majeurs de l'exercice	9
2 Principes et méthodes comptables	14
2.1 Règles et méthodes comptables	14
2.2 Entités ad hoc	15
2.3 Bases d'évaluations utilisées pour l'établissement des comptes consolidés	15
2.4 Recours à des estimations	15
2.5 Regroupements d'entreprises	15
2.6 Conversion des créances, dettes, transactions et flux libellés en monnaies étrangères	16
2.7 Immobilisations incorporelles	16
2.8 Délégation de service public	17
2.9 Immobilisations corporelles	19
2.10 Contrats de location	19
2.11 Participations et autres immobilisations financières	19
2.12 Stocks et en-cours	20
2.13 Valeurs mobilières de placement	20
2.14 Créances	20
2.15 Impôt différé	20
2.16 Engagements envers les salariés	22
2.17 Provisions	22
2.18 Fournisseurs et autres créditeurs	22
2.19 Chiffre d'affaires	23
3 Périmètre de consolidation	23
3.1 Sociétés consolidées	23
3.2 Sociétés exclues du périmètre de consolidation	29
4 Chiffre d'affaires	30
5 Autres produits	30
6 Personnel	31
6.1 Effectifs	31
6.2 Charges de personnel	31
7 Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	32
8 Résultat financier	32
9 Résultat exceptionnel	32
10 Impôts sur les résultats	33
10.1 Charge d'impôt	33

10.2	Actifs et Passifs d'impôts différés	34
11	Ecart d'acquisition	34
12	Immobilisations incorporelles nettes.....	35
13	Immobilisations mises en concession	35
14	Immobilisations corporelles nettes	37
15	Immobilisations financières nettes	38
16	Titres mis en équivalence	39
17	Postes de bilan relatifs au besoin en fonds de roulement.....	39
17.1	Stocks et encours	39
17.2	Créances et dettes d'exploitation	39
17.3	Autres créances et autres dettes d'exploitation	39
18	Trésorerie et équivalents de trésorerie	40
19	Capitaux propres consolidés.....	40
20	Provisions	41
21	Emprunts bancaires et passifs financiers.....	41
22	Honoraires des commissaires aux comptes	42
23	Engagements hors bilan	43
24	Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice	50

1 Faits majeurs de l'exercice

SOUS GROUPE ALTITUDE INFRA :

Après une année 2020 particulièrement riche, Altitude Infra a continué sur sa lancée en 2021 en réalisant plusieurs opérations stratégiques d'envergure, tout en renforçant sa croissance organique.

Appels d'offre et contrats de DSP

Acquisition d'un réseau en Alsace

AITHD a conclu les 17 février, 10 mars et 18 mars 2021 un accord avec la communauté de communes du pays de Niederbronn, dans le Bas-Rhin, pour la construction, l'exploitation et la commercialisation de 10 000 prises environ dans le cadre d'un réseau privé (donc sans bien de retour pour la collectivité). Cet accord de développement est une excellente nouvelle sur le plan commercial, car il confirme la très bonne image et le sérieux d'AITHD, qui est actionnaire de Rosace, le délégataire en charge du RIP de l'ancienne région Alsace.

Intégration de Dioptric dans Alto

En 2020, AITHD avait racheté la société Doubs La Fibre, titulaire d'un contrat de régie qui a pris fin le 30 septembre 2021, à une filiale d'Altitude Infra. AITHD avait par la suite gagné le marché d'affermage des 120 000 prises du département, qui est entré en vigueur le 10 janvier 2021 pour une durée de 15 ans.

Dès le 27 mai 2021, Alto a signé avec son pool de prêteurs l'avenant n°3 à sa documentation de financement afin de financer le projet d'affermage du Doubs. A ce titre, les enveloppes de crédit senior et CRFP ont été augmenté de respectivement 40,1M€ et 5,6M€. L'intégration de Dioptric (nom commercial de la société) dans Alto a permis d'optimiser les conditions de financements d'Alto.

Avenants aux contrats existants

Deux avenants aux contrats de DSP ont été signés avec les collectivités et validés en Préfecture en ce début d'année 2021. THD 66 a pu signer un avenant avec le département des Pyrénées-Orientales, prévoyant une extension du périmètre de travaux et la prolongation de la DSP de 3 ans. Manche Fibre, société titulaire du contrat de DSP d'affermage sur le département, a signé avec le syndicat mixte Manche Numérique un avenant clé dans le développement de la DSP qui permet de sécuriser des financements pour la collectivité et qui allonge la durée du contrat de 6 ans.

Gain du marché du Jura

AITHD a signé le 16 février le contrat de DSP affermo-concessive FTTH avec le département du Jura. La société Prisme qui porte le contrat est détenue à 100% par AITHD et prévoit 87,000 prises en concession et 50,000 prises en affermage, sur une durée de 30 ans. Ce marché vient renforcer la présence d'AITHD dans la Région Bourgogne-Franche-Comté où ce sont désormais 4 départements (Côte d'Or, Doubs, Jura, Yonne) qui voient leur réseau déployé, exploité et commercialisé par Altitude Infra et ses filiales.

Croissance externe et développements

Acquisition de 26 réseaux de Covage

Au-delà du marché historique du FttH, l'année 2021 a été marquée par l'extension d'Altitude Infra sur le marché de la fibre pour les Entreprises. En effet, dans le cadre du contrôle des concentrations, la Commission Européenne a conditionné en novembre 2020 le rachat de Covage par XPFibre (anciennement SFR FttH) à la revente de 26 réseaux publics et privés de Covage. Le Groupe Altitude et XP Fibre sont alors entrés en négociations exclusives en avril 2021 et ont réalisé le « closing » de l'opération le 30 septembre 2021.

Altitude Infra a donc acquis 26 réseaux dont 8 réseaux mixtes (qui contiennent une part importante de prises FttH, et qui ont été rachetés par AITHD) et 18 réseaux de fibre entreprise. L'ambition d'Altitude Infra avec cette acquisition est d'étoffer le pôle historique FttH et de renforcer le pôle infrastructure Entreprises, projet initié par l'acquisition du fonds de commerce de Kosc en 2020).

L'acquisition des réseaux de Covage a notamment été financée par des opérations d'ouverture de capital (cf paragraphe ci-dessous), par une dette sénior levée auprès d'un pool de banques françaises et internationales, ainsi que par un emprunt obligataire.

Ainsi, grâce à cette opération, Altitude Infra devient le premier opérateur indépendant d'infrastructure de France, et le premier acteur de la zone RIP, avec un total de 5 millions de prises.

Conformément au règlement CRC 2020-01, le Groupe dispose d'un délai se terminant à la clôture du premier exercice ouvert postérieurement à celui de l'acquisition pour procéder à l'évaluation à la juste valeur des actifs identifiables acquis et passifs assumés.

Les montants communiqués au 31 décembre 2021 ci-dessous peuvent donc être sujets à modification au cours de l'exercice 2022.

Un écart d'acquisition de 191,5 millions d'euros a été comptabilisé à la date d'acquisition, après allocation du prix d'acquisition aux actifs identifiables acquis et aux passifs assumés (cf note 11).

(en millions d'euros)	A la date d'acquisition
Coût d'acquisition des titres (a)	459,3
Actif net comptable acquis	-5,1
Effet de l'évaluation à la juste valeur :	
- Relations clients	87,6
- Contrats de concessions	173,0
- Marque	12,3
Actif net réévalué (b)	267,8
Ecart d'acquisition (a)-(b)	191,5

Les justes valeurs ont été évaluées selon la méthode des surprofits (excess profit) pour les relations clients et selon la méthode des Discounted Cash Flow pour les contrats de concessions. L'écart d'acquisition correspond essentiellement à l'acquisition de clients futurs.

Acquisition des participations dans Rosace, Losange et Fibre 31 auprès du fonds Marguerite et d'AISAS

En décembre 2021, AITHD a procédé au rachat de titres de la société de projet Rosace détenus par une autre filiale du groupe et au rachat des titres détenus par le fonds d'investissements Marguerite dans les sociétés Rosace, Losange et Fibre 31.

Par ces opérations, AITHD devient l'actionnaire de référence dans Rosace, en portant sa part de détention de 8% à 45% ; il devient un actionnaire majeur de Losange, en portant sa part de détention de 10% à 32% ; enfin il conforte sa place d'actionnaire majoritaire dans Fibre 31 en portant sa détention à 75,05%.

Ainsi, Rosace et Losange sont consolidés par mise en équivalence dans les comptes 2021.

Conformément au règlement CRC 2020-01, le Groupe dispose d'un délai se terminant à la clôture du premier exercice ouvert postérieurement à celui de l'acquisition pour procéder à l'évaluation à la juste valeur des actifs identifiables acquis et passifs assumés de Rosace et Losange. Ces travaux ne sont pas encore finalisés au 31 décembre 2021 (cf note 11).

Ouverture du capital

AITHD a ouvert son capital à un second actionnaire minoritaire le 30 avril 2021 : Swiss Life Asset Managers (SLAM) a pris une part du capital et s'est engagé, comme UBS AM en 2020, à effectuer d'ici la fin de l'année 2022 des investissements complémentaires afin de poursuivre le développement d'AITHD, totalisant pour SLAM un potentiel total de 460m€.

Par ailleurs, AITHD a également signé une nouvelle tranche de dette mezzanine pour un montant total de 350m€, permettant d'accroître encore la capacité de développement d'AITHD.

Financements de projets

Sur le plan des financements, l'actualité a également été riche en 2021 avec 2 faits majeurs : l'intégration de Dioptric dans Alto et l'extension du financement d'Alto évoquées cf. supra, ainsi que la signature du financement du Jura en juin, pour un total de plus de 72m€.

Ce financement conclu dans d'excellentes conditions pour la société de projet va permettre d'assurer le déploiement du réseau jurassien. Le capital social de 6,2m€, conformément à la convention signée avec le département du Jura, a été apporté par AITHD à la date de signature des instruments de dette.

Déploiement et commercialisation des réseaux

Le déploiement s'est accéléré en 2021, malgré la crise sanitaire (cf. paragraphe ci-après), avec la livraison par Altitude Infra Construction de plus de 763 000 nouvelles prises commercialisables, en particulier sur les réseaux de Rosace, Losange, Fibre 31, Octogone, Aude et Pyrénées Orientales, portant ainsi le nombre total de prises commercialisables à 1 515 000 prises à fin 2021 pour le périmètre historique d'AITHD.

Le rachat des réseaux FttH de Covage permet de porter le parc total de prises commercialisables à 1 986 000 prises à fin 2021.

Par ailleurs, la commercialisation s'est accélérée en 2021 avec notamment la conversion massive des clients des 4 opérateurs nationaux (les OCEN : Orange, Free, SFR et Bouygues Telecom) à la fibre, grâce aux volumes significatifs de prises déployées sur l'ensemble des territoires et à la présence des 4 OCEN sur les réseaux AITHD depuis 2020.

Ainsi, AITHD compte plus de 504 000 nouveaux clients en 2021, dont 164 000 liés à la reprise des réseaux Covage. Ainsi, le parc client fait plus que doubler en croissance organique et triple en incluant Covage par rapport à fin 2020 : il atteint un total de 757 000 clients à fin 2021. Le taux de pénétration (rapport entre le nombre de clients et les prises ouvertes à la commercialisation) passe ainsi de 32% à fin 2020 à plus de 38% à fin 2021.

Impact de la crise sanitaire

La crise de la Covid-19 s'est poursuivie en 2021 dans tout le pays avec le maintien de certaines restrictions, dont un confinement du 9 avril au 9 mai. La stratégie de vaccination généralisée à l'ensemble du territoire dès la fin 2020 a permis de maintenir au maximum les activités de déploiement, d'exploitation et de commercialisation de la DSP.

L'année 2022 devrait voir la fin des restrictions et la reprise d'une activité complètement normale.

LINKT Holding et ses filiales :

La société Linkt poursuit son fort développement avec plus de 20 millions d'euros de prise de commande sur l'exercice 2021.

Linkt s'est vu attribué de nombreux contrats importants dont notamment deux marchés publics télécoms majeurs pour le Pôle Emploi et la CNAF.

Le début de l'exercice 2022 conforte la pertinence de l'offre de Linkt auprès des collectivités publiques avec l'attribution du marché de l'UGAP.

Le chiffre d'affaires progresse de 50% pour atteindre 45 millions d'euros et l'EBITDA de 200% pour atteindre 7,8 millions d'euros. Ceci est en grande partie la conséquence de l'amélioration continue du taux de marge brute.

Le siège administratif de la société s'est installé en septembre dans de nouveaux locaux entièrement rénovés à Mont-Saint-Aignan (76).

Le capital social de Linkt a été porté à 58 millions d'euros par son actionnaire.

Quentin Mazurier, DGD de Linkt depuis la création de l'entreprise, a choisi de s'orienter vers un nouveau projet professionnel après avoir contribué avec succès à la mise en œuvre d'un certain nombre de piliers de l'entreprise.

SOUS GROUPE VILLAS Ginkgos – Bien vivre chez soi :

L'exercice 2021 a été marqué par la gestion impactante de l'épidémie de Covid 19 qui a demandé attention et adaptation de la part des équipes opérationnelles et de direction.

Néanmoins, les taux d'occupation sont restés supérieur à 90% dans l'ensemble des résidences et le chiffre d'affaires se maintient à 5,4 millions d'euros pour un résultat net de 241k€.

Le développement du groupe se poursuit avec la signature de 2 nouveaux Baux en l'Etat Futur d'Achèvement et de très nombreux projets à l'étude.

Les équipes de la société Villas Ginkgos Bien Vivre chez Soi se sont installées à l'été au sein du nouveau siège détenu par Ginkgos Immobilier dans la commune de la Roche-sur-Yon.

ALTEAME (ex-ALTITUDE Lotissement) :

La société ALTEAME a doublé son chiffre d'affaires en 2021 pour atteindre 6.6 millions d'euros avec plus de 100 terrains vendus sur l'exercice.

Avec plus de 140 réservations et la signature de nombreuses promesses de vente pour de futures opérations, la société sécurise également son activité des années à venir.

SOUS GROUPE CAP HORN :

Au cours de l'exercice 2021, les filiales suivantes ont fait l'objet d'une liquidation amiable :

- SCCV Sente des Forrières
- SCCV Mesnil Esnard route de Paris
- SCCV Villa Sellonis

Au cours de l'exercice 2021, les filiales de CAP Horn Promotion ont procédé aux livraisons suivantes :

- SCCV Isneauville Vasco de Gama : un immeuble de bureau à destination de la Chambre de Commerce et d'industrie livré en un temps record ;
- SCCV Deville les Rouen Route de Dieppe : l'intégralité des 45 logements du programme ;
- SCCV Franqueville Saint Pierre la Chaussée : 40 logements sur 92 auprès du bailleur social IBS.

SCCV Rouen palais des Consuls :

En date du 13 janvier 2021, la SCCV Rouen Palais des Consuls a contractualisé la vente de 3 blocs à savoir :

- 42 logements à caractère social auprès du bailleur LOGEO SEINE ;
- 1 hôtel et 1 appart hôtel auprès de CMCIC LEASE ;
- Une résidence Service Sénior auprès de Rouen Consuls, filiale de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Normandie.

2 Principes et méthodes comptables

2.1 Règles et méthodes comptables

Les comptes consolidés de la société Altitude SAS, ci-après le « Groupe » sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en France, telles que définies par le règlement 2020-01 de l'ANC du 06/03/20.

Ils ont été établis à partir des comptes de la société Altitude SAS et de ses filiales arrêtés au 31 décembre 2021 pour une période de 12 mois, sauf pour les sociétés acquises ou constituées sur l'exercice 2021.

Les principes de consolidation utilisés par le groupe sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable.

Les filiales dont la société Altitude SAS détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote ont été consolidées en intégration globale.

Les intérêts minoritaires négatifs des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation ont été reclassés, conformément au règlement 2020-01 de l'ANC du 06/03/20, dans les capitaux propres part du groupe. Si, ultérieurement, l'entreprise consolidée réalise des bénéfices, les intérêts majoritaires sont alors crédités de tous ces profits jusqu'à ce que la partie des pertes imputables aux intérêts minoritaires que le groupe avait assumé ait été totalement éliminée.

A ce titre, les pertes nettes revenant aux minoritaires du sous-groupe LINKT, soit -1 727K€ pour 2021 ont été imputées sur le résultat revenant au groupe.

Au 31 décembre 2021, le cumul de l'excédent des résultats déficitaires revenant aux minoritaires du sous-groupe Linkt et imputés sur les résultats revenant au groupe s'élève à - 5 600K€.

Le groupe ne supporte à ce jour plus aucune perte imputable aux intérêts minoritaires sur le sous-groupe AIH.

Il a été décidé de comptabiliser les subventions d'investissements en capitaux propres. En effet, les sociétés exploitant les délégations de service public bénéficient de subventions, définitivement acquises à la date d'octroi des subventions.

Les subventions d'investissements rattachées aux immobilisations amortissables sont reprises en résultat d'exploitation au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles permettent de financer.

Les comptes courants des associés minoritaires de la Caisse des dépôts et Consignations dans la société Alto ainsi que d'UBS AM et SLAM dans la société AITHD sont bloqués dans le cadre des financements levés sur ces entités, et sont comptabilisés en comptes courants des associés minoritaires bloqués.

Le remboursement du principal pourra commencer, pour Alto, à partir du remboursement intégral du CRFP (soit à partir de mars 2023) et, pour AITHD, à partir du remboursement intégral de la dette mezzanine (soit au plus tard à compter de novembre 2027).

2.2 Entités ad hoc

Les entités au sein desquelles :

- (i) La société ALTITUDE SAS exerce directement ou indirectement un contrôle en substance
- (ii) La société ALTITUDE SAS bénéficie des avantages de l'entité

Sont réputées être contrôlées exclusivement par la société mère et, à ce titre, sont intégrées globalement.

2.3 Bases d'évaluations utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon la convention du coût historique.

2.4 Recours à des estimations

Pour établir ses comptes la direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction du Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figureront dans ses futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la direction du Groupe portent notamment sur l'évolution des engagements envers les salariés (2.16), les immobilisations incorporelles (2.7), les provisions (2.17) et les impôts différés (2.15).

2.5 Regroupements d'entreprises

La différence entre le coût d'acquisition des titres et la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. Les biens destinés à l'exploitation sont évalués à la valeur d'utilité. Les biens non destinés à l'exploitation sont estimés à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur nette probable de réalisation.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif du bilan et peuvent faire l'objet d'un amortissement linéaire pour une durée qui dépend des conditions propres à chaque acquisition. Le détail de ces écarts d'acquisition est présenté au paragraphe 11.

Par ailleurs, en application du règlement ANC 2015-06, il a été décidé de maintenir le plan d'amortissement antérieur pour tous les écarts d'acquisition.

2.6 Conversion des créances, dettes, transactions et flux libellés en monnaies étrangères

Les créances et dettes libellées en devises, dans un premier temps sont converties sur la base des cours de change effectifs au moment des transactions. Ils sont ensuite réévalués en fonction des taux en vigueur à la date de clôture. Les différences de change résultant de cette réévaluation sont constatées au compte de résultat. Les transactions en devises, quant à elles, restent converties aux taux en vigueur à la date de leur réalisation. Il en va de même des flux de trésorerie.

2.7 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et correspondent pour l'essentiel à :

- Des concessions, brevets et droits similaires qui font l'objet d'un amortissement en fonction de leur durée d'exploitation lorsqu'elle est connue ;
- Des relations clients reconnues dans le cadre de la démarche d'identification et de valorisation des actifs et passifs acquis lors de l'acquisition des réseaux de Covage, amorties sur une durée de 27 ans (durée calculée en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus par l'élément d'actif) ;
- Des logiciels amortis linéairement sur une durée de 12 mois ;
- Des fonds de commerce ;
- Des frais d'établissement : ces frais sont composés de frais d'enregistrement et ont été maintenus en immobilisations incorporelles.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de perte de valeur une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. L'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif).
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, sont intervenus au cours de l'exercice ou surviendront dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu.
- Les taux d'intérêt du marché ou autres taux de rendement du marché ont augmenté significativement durant l'exercice et il est probable que ces augmentations diminuent de façon significative les valeurs vénales et/ou d'usage de l'actif.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement.
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif.
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions.
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour les immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société. Elle résulte de comparaison entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur vénale correspond au montant qui pourrait être obtenu, à la date de la clôture, de la vente de l'actif, lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, nette de coûts de sortie.

La valeur d'usage correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie. La société considère que la valeur d'usage correspond aux flux nets de trésorerie attendus non actualisés. Ces derniers sont déterminés sur la base des données budgétaires validées par la direction opérationnelle concernée.

Dans la mesure où la valeur nette comptable est inférieure à la valeur actuelle, une provision pour dépréciation est comptabilisée. Les provisions correspondant aux pertes pérennes de valeur sont irréversibles.

2.8 Délégation de service public

Différentes filiales sous contrôle exclusif sont titulaires de contrats de délégation de service public (DSP) portant sur le déploiement, l'activation et l'exploitation de réseaux départementaux très haut débit.

Ces contrats de délégation de service public font l'objet :

- D'investissements initiaux permettant l'implantation et le déploiement d'une infrastructure très haut débit. Ces investissements font l'objet d'un amortissement tel que prévu au contrat de délégation de service public ou à défaut sur la durée d'exploitation du contrat de délégation de service public.
- D'investissements pendant l'exécution du contrat de DSP. Ces investissements résultent d'une obligation contractuelle prévue dans le contrat de délégation de service public. Ils ont pour objectif de garantir la qualité du service assuré par le fermier.
- Ces investissements constituent des biens de retour qui reviennent en fin de contrat de DSP à la collectivité gratuitement pour les biens amortis et moyennant versement d'une indemnité pour les biens non amortis (correspondant à la valeur nette comptable déduction faite de la part de subvention d'investissement non reprise au compte de résultat). Le montant de ces investissements pourra évoluer, notamment à la baisse, en fonction de l'évolution du plan d'affaire de chaque contrat et sous réserve du respect de l'équilibre économique de la délégation.
- Du versement par la collectivité d'une subvention d'investissement initiale destinée à financer une quote-part de l'infrastructure. Cette subvention est reprise en résultat au même rythme que l'amortissement des investissements financés par cette subvention.

Les durées contractuelles des DSP concessives, en régie ou en affermage sont les suivantes :

○ Net Grand Rodez :	16 ans
○ THD83 :	20 ans
○ Vannes Agglo :	25 ans
○ Résoptic :	25 ans
○ Manche Fibre :	20 ans
○ Menippe :	15 ans
○ THD06 :	15 ans
○ Emeraude THD :	15 ans
○ THD 66 :	15 ans
○ Fibre 31 :	25 ans
○ Octogone Fibre :	30 ans
○ Yconik :	30 ans
○ Fibre 39 :	30 ans
○ Losange :	35 ans
○ Rosace :	30 ans
○ Arras Networks :	18 ans
○ Caen.com :	20 ans
○ Clermont Communauté Networks :	20 ans
○ Covage Calvados :	30 ans
○ Covage Côte Fleurie :	30 ans
○ Covage Haute Savoie :	22 ans
○ Covage Nancy :	20 ans
○ Covage Somme :	17 ans
○ Coval Networks :	20 ans
○ Creusot Monceau Networks :	16 ans
○ Dunkerque Grand Littoral :	22 ans
○ Grand Chalon Networks :	16 ans
○ Seine Essonne Très Haut Débit :	28 ans
○ Sem@for77 :	25 ans
○ Solstice Grand Angoulême :	25 ans
○ Tutor Europ Essonne :	25 ans
○ Grand Lyon THD :	25 ans
○ Nantes Networks :	25 ans
○ Seine Estuaire :	9 ans
○ Grand Poitiers :	20 ans
○ Min THD :	7 ans
○ Sequantic :	20 ans
○ 3CNET :	20 ans
○ Hérault Télécom :	12 ans

2.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Constructions :	20 à 25 ans
- Agencements des constructions :	6 à 25 ans
- Installations techniques :	6 à 15 ans
- Matériel informatique :	3 ans
- Mobilier de bureau :	8 ans
- Matériel de transport :	4 ans

2.10 Contrats de location

2.10.1 Location-financement

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Les critères d'appréciation de ces contrats sont fondés notamment sur :

- Le rapport entre la durée de location des actifs et leur durée de vie.
- Le total des paiements futurs rapporté à la juste valeur de l'actif financé.
- L'existence d'un transfert de propriété à l'issue du contrat de location.
- L'existence d'une option d'achat favorable.
- La nature spécifique de l'actif loué.

Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilisation ou, lorsqu'elle est plus courte, sur la durée du contrat de location correspondant. Aucun contrat de ce type n'a été contracté.

2.10.2 Location simple

Les contrats de location ne possédant pas les caractéristiques d'un contrat de location-financement sont enregistrés comme des contrats de location opérationnelle, et seuls les loyers sont enregistrés en résultat.

2.11 Participations et autres immobilisations financières

Les participations non consolidées et les créances rattachées peuvent faire l'objet d'une dépréciation si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable.

2.12 Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués selon la méthode FIFO.

Une éventuelle provision pour dépréciation est constituée pour couvrir tout excédent de la valeur comptable par rapport à la valeur nette de réalisation ou en l'absence de perspective d'utilisation.

En ce qui concerne les opérations à long terme de promotion immobilière, c'est la méthode de l'achèvement qui est retenue.

Par ailleurs, les coûts de commercialisation directement imputables ainsi que les charges financières sont incorporés dans le prix de revient des actifs stockés.

2.13 Valeurs mobilières de placement

Les VMP sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.14 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Des provisions pour dépréciation sont constituées lorsque la valeur d'inventaire calculée en fonction des perspectives de remboursement est inférieure à la valeur comptable.

2.15 Impôt différé

Des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs, et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable.

Les différences sont temporaires lorsqu'elles doivent s'inverser dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé, généré par des pertes fiscales, est comptabilisé dès lors qu'il existe des éléments probants et convaincants qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible. Au 31 décembre 2021, les déficits fiscaux du groupe fiscal et des autres sociétés du groupe n'ont pas été activés.

Les impôts différés ont été retenus sur une base nette par entité fiscale.

Au 31 décembre 2021, les impôts différés sont calculés au taux de 25%.

Périmètre d'intégration fiscale AIH :

Au 1^{er} janvier 2009, un périmètre d'intégration fiscale au sein du groupe a été créé avec pour société mère, la société Altitude Infrastructure Holding.

Au 31 décembre 2020, ce périmètre d'intégration fiscale comprenait les sociétés Altitude Infrastructure Exploitation, Altitude Infrastructure, Altitude Infrastructure Construction, Net Grand Rodez, Eureka, Ordos, Halié.

Sur l'exercice 2021, les sociétés créées en 2020 Auxo, Dicé, Leto, Gelos et Ouréa ont rejoint le périmètre d'intégration fiscale d'AIH.

Périmètre d'intégration fiscale ALTO :

Au 1^{er} janvier 2018, un second périmètre d'intégration fiscale a été créé au sein du sous-groupe AIH avec pour société mère la société ALTO.

Au 31 décembre 2020, ce périmètre d'intégration fiscale intégrait les sociétés Manche Fibre, Provence Alpes Connect, THD 06, THD 83, Vannes Agglo Numérique et Résoptic.

Il n'y a pas eu de modification de ce périmètre sur l'année 2021.

Périmètre d'intégration fiscale AITHD :

Au 1^{er} janvier 2021, un troisième périmètre d'intégration fiscale a été créé au sein du sous-groupe AIH avec pour société mère la société AITHD.

Au 31 décembre 2021, ce périmètre d'intégration fiscale intégrait les sociétés Doubs La Fibre, Octogone Fibre, Fibre 39, Yconik, Erato, Sobo, Bara, Fuji, La Fibre 85, Fibre 21, Fibre 40, Salmacis et Niederbronn THD.

Périmètre d'intégration fiscale Tutor Investissement :

À la suite de l'entrée dans le périmètre de consolidation des entités Covage, un nouveau périmètre d'intégration fiscale a été intégré, ayant pour société mère la société Tutor Investissement. Au 31 décembre 2021, ce périmètre d'intégration fiscale intégrait la société Tutor Calvados.

Contrôles fiscaux :

Au 31 décembre 2021, il n'y a pas de vérification de comptabilité en cours sur les entités du groupe et tous les litiges ou discussions en cours avec l'administration fiscale ont été levés.

2.16 Engagements envers les salariés

Les salariés du Groupe peuvent percevoir des indemnités lors de leur départ à la retraite.

Les engagements correspondants sont pris en charge en fonction des droits acquis par les bénéficiaires sous forme :

- Soit de versements de cotisations à des organismes indépendants (compagnies d'assurances) chargés d'effectuer le paiement de ces pensions ou indemnités ;
- Soit de provisions.

Pour les régimes à prestations définies, les charges de retraite sont déterminées selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Le calcul actuariel de la provision pour engagements de retraite prend en compte :

- La probabilité de présence dans l'entreprise du participant jusqu'à l'âge du versement de la prestation (âge de départ en retraite retenu de 65 ans) :
 - Nous avons utilisé les tables de mortalités de l'Insee pour prendre en compte les hypothèses de décès
 - Nous avons utilisé des taux de turnover spécifiques à chaque société et à trois classes d'âge différentes pour prendre en compte les hypothèses de départ du Groupe
- L'actualisation de la prestation à la date de l'évaluation, basée sur le taux du marché correspondant aux taux de rendement des obligations d'entreprises de première catégorie, soit un taux de 0,98%.

2.17 Provisions

Des provisions sont constituées lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'il devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Compte tenu du fait qu'il existe un risque élevé, l'année suivant la livraison d'un programme immobilier, d'effectuer des travaux complémentaires, les coûts de revient des programmes tiennent compte, le cas échéant, d'une provision SAV (service après-vente).

2.18 Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évalués à leur valeur nominale.

2.19 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que tous les critères suivants sont remplis :

- La preuve de l'existence d'un accord entre les parties peut être apportée ;
- La livraison du bien a eu lieu ou la prestation a été effectuée ;
- Le prix est fixe ou déterminable.

Le chiffre d'affaires généré par les ventes de produits est reconnu lors du transfert au client des risques et des avantages liés à la propriété.

Les revenus provenant du déploiement d'infrastructures et ou de réseaux haut débit et très haut débit sont constatés au fur et à mesure de l'avancement des installations.

3 Périmètre de consolidation

3.1 Sociétés consolidées

Le tableau ci-après fournit, pour les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation des exercices présentés, les renseignements suivants :

- Le pays dans lequel elles sont constituées ;
- Le lieu de leur siège social ;
- Les pourcentages de contrôle et d'intérêt propres à chacune (différents lorsque la participation détenue par le Groupe est indirecte et fait intervenir des sociétés que celle-ci ne contrôle pas à 100%).

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
Sociétés intégrées							
ALTITUDE	France	379617822	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
A.EVENTS	France	829379759	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
ALCALA	France	513079426	Mont St Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
ALTITUDE GESTION IMMOBILIERE	France	84325683	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
ALTEAME	France	509671012	Paris (75)	90%	90%	90%	90%
IFE 1	France	878886522	Mont Saint Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
IFE 2	France	878886555	Mont Saint Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
IFE 3	France	878886563	Mont Saint Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE HOLDING	France	431958313	Paris la Défense (92)	82,46%	82,46%	82,46%	82,46%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE	France	403112667	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE CONSTRUCTION	France	509601282	Paris la Défense (92)	100%	82,46%	100%	82,46%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE EXPLOITATION	France	509662052	Paris la Défense (92)	100%	82,46%	100%	82,46%
AI THD	France	809822935	Paris la Défense (92)	55,23%	45,54%	94,29%	77,75%
ALTO	France	819087032	Val de Reuil (27)	68,52%	31,21%	68%	52.89%
ARRAS NETWORKS	France	479033789	Sèvres (92)	70%	34,47%		
ATTIS	France	431958313	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
AUXO	France	894565431	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
AZALEE	France	509649745	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
BARA	France	834247124	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
BURI	France	905251633	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
CAEN.COM	France	478688039	Sèvres (92)	75%	36,93%		
CECIAS	France	905199766	Val de Reuil (27)	100%	45,54%		
CLERMONT COMMUNAUTE NETWORKS	France	491352324	Sèvres (92)	70%	34,47%		
COVAGE CALVADOS	France	538581448	Colombelles (14)	100%	49,24%		
COVAGE COTE FLEURIE	France	527512081	Colombelles (14)	100%	49,24%		
COVAGE HAUTE SAVOIE	France	798626750	Annecy (74)	100%	49,24%		
COVAGE NANCY	France	498710193	Nancy (54)	100%	49,24%		
COVAGE SOMME	France	807897608	Sèvres (92)	100%	49,24%		
COVAL NETWORKS	France	491927554	Sèvres (92)	70%	34,47%		

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
CREUSOT MONCEAU NETWORKS	France	478354202	Sèvres (92)	70%	34,47%		
DICE	France	894566090	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
DOUBS LA FIBRE	France	797446283	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
DUNKERQUE GRAND LITTORAL NETWORKS	France	508791639	Sèvres (92)	75%	36,93%		
EMERAUDE THD	France	829012731	Carcassonne (11)	100%	31,21%	100%	52,89%
ERATO	France	824388383	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
EUREK@	France	805053451	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
FIBREA	France	789341427	Sèvres (92)	100%	82,46%		
FIBRE 21	France	831500038	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
FIBRE 31	France	824290969	Val de Reuil (27)	75,05%	34,18%	50,10%	38,95%
FIBRE 39 (PRISME)	France	822949459	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
FIBRE 40	France	845170604	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
FUJI	France	827720137	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
GARM	France	908478670	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
GELOS	France	894566785	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
GERI	France	905251112	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
GIE FIBR'ALSACE	France	819253568	St Etienne du Grès (13)	50%	41,23%	50%	41,23%
GIE FIBRE 31 DEPLOIEMENT	France	839835915	Val de Reuil (27)	70%	57,72%	70%	57,72%
GLAUCOS	France	90598792	Val de Reuil (27)	100%	45,54%		
GRAND CHALON NETWORKS	France	484775481	Sèvres (92)	70%	34,47%		
GRAND LYON THD	France	813716941	Lyon (69)	100%	82,46%		
GRAND POITIERS NETWORKS	France	750217515	Sèvres (92)	100%	82,46%		
HALIE (KOSC)	France	845175652	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
HEL	France	908480056	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
HERAULT PARTICIPATIONS	France	500480322	Sèvres (92)	81%	66,79%		
HERAULT TELECOM	France	501304299	Saint-Aunes (34)	100%	66,79%		
HESTIA	France	894567221	Val de Reuil (27)	100%	49,23%	100%	82,46%
LA FIBRE 85	France	831500467	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
LETO	France	894568252	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
LOSANGE	France	830959771	Champigny (51)	31,9%	14,53%		
LOSANGE DEPLOIEMENT	France	831205372	Saint Etienne du Grès (13)	50%	41,23%	50%	41,23%
LOSANGE EXPLOITATION	France	831268156	Val de Reuil (27)	50%	41,23%	50%	41,23%
MAGNI	France	908480494	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
MANCHE FIBRE	France	814791554	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	52,89%
MENIPPE (DIOPTIC)	France	845195619	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	77,75%
MIMIR	France	908480783	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
MIN THD	France	811792852	Sèvres (92)	100%	82,46%		
MODI	France	905250015	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
MUNIN	France	905203089	Val de Reuil (27)	100%	45,54%		
NANTES NETWORKS	France	538892621	Sèvres (92)	100%	82,46%		
NET 48	France	519272520	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
NET 55	France	503746299	Bar Le Duc (55)	100%	82,46%	100%	82,46%
NET GRAND RODEZ	France	500048343	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
NIEDERBRONN THD (ex OENOE)	France	845177625	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
OCTOGONE FIBRE	France	822189866	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
ORDOS SAS	France	834247058	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
OUREA	France	894568724	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
PACT	France	818009748	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	52,89%
PERSES	France	905249124	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
RESOPTIC	France	532745313	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	52,89%
ROSACE	France	818463630	Entzheim (67)	45%	20,50%		
ROSACE EXPLOITATION (ex ERBIUM)	France	819099169	Val de Reuil (27)	50%	41,23%	50%	41,23%
THD 06	France	820552065	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	52,89%
THD 66	France	829010255	Perpignan (66)	100%	31,21%	100%	52,89%
THD 83	France	519238166	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	52,89%
TUTOR	France	439748013	Sèvres (92)	100%	49,24%		

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
TUTOR EUROPE ESSONNE	France	538613829	Sèvres (92)	100%	49,24%		
TUTOR INVESTISSEMENT	France	798114229	Sèvres (92)	100%	49,24%		
SALMACIS	France	845179506	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
SEINE ESSONNE TRES HAUT DEBIT	France	751310749	Sèvres (92)	100%	49,24%		
SEINE ESTUAIRE NETWORKS	France	753422336	Sèvres (92)	100%	82,46%		
SEM@FOR 77	France	492990262	Sèvres (92)	80%	39,39%		
SEQUANTIC TELECOM	France	505271619	Sèvres (92)	100%	82,46%		
SIGURD	France	908481062	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
SOBO	France	824603013	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
SOLSTICE GRAND ANGOULEME	France	493589113	Sèvres (92)	75%	36,93%		
VALI	France	905197232	Val de Reuil (27)	100%	45,54%		
VANNES AGGLO NUMERIQUE	France	790362057	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	52,89%
VIDAR	France	905247987	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
YCONIK	France	822949459	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
YMIR	France	905247300	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
3CNET	France	449509082	Sèvres (92)	100%	82,46%		
CAP HORN PROMOTION	France	495163222	Isneauville (76)	75%	75%	75%	75%
ALTITUDE SENIOR	France	790258693	Paris (75)	100%	75%	100%	75%
CAP HORN PARTICIPATION	France	501071542	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
CAP HORN IMMOBILIER	France	814485170	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
BOIS GUILLAUME PARC DE HALLEY	France	810432757	Caen (14)	50%	37,5%	50%	37,5%
BOIS GUILLAUME RTE DE NEUFCHATEL	France	794136044	Isneauville (76)	83,60%	62,70%	83,60%	62,70%
BOIS GUILLAUME RUE VITTECOQ	France	828348458	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
BOIS GUILLAUME RUE GIROT	France	850206129	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
DEVILLE LES ROUEN AVENUE CARNOT	France	877975532	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
DEVILLE LES ROUEN RTE DE DIEPPE	France	837896273	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
FRANQUEVILLE ST PIERRE LA CHAUSSEE	France	824612825	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
FRANQUEVILLE ST PIERRE RTE DE PARIS	France	841691405	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
FRANQUEVILLE ST PIERRE RUE REPUBLIQUE	France	841691348	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
ISNEAUVILLE PLAINE DE LA RONCE	France	824405773	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ISNEAUVILLE RTE DE NEUFCHATEL	France	808515498	Mont St Aignan (76)	100%	75%	100%	75%
ISNEAUVILLE VASCO GAMA	France	841659840	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MESNIL ESNARD ROUTE DE PARIS	France	824073498	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
MESNIL ESNARD RUE PASTEUR	France	824260251	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MSA AUGUSTE BORGNET	France	791771314	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MSA CHEMIN DE CLERES	France	525165700	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MSA RTE HOUPEVILLE	France	837833714	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
RENELLE	France	529791311	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ROUEN PALAIS DES CONSULS	France	832139026	Isneauville (76)	75%	56,25%	75%	56,25%
ROUEN RUE DE LA MARE DU PARC	France	850206020	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ROUEN RUE GENERAL LECLERC	France	835203688	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
SELLONIS	France	533319539	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
SENTE DES FORRIERES	France	502756265	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
ST LEGER DU BOURG DENIS	France	831612833	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
LINKT	France	815109467	Puteaux (92)	100%	87,95%	100%	87,95%
LINKT HOLDING	France	824056725	Paris (75)	87,95%	87,95%	87,95%	87,95%
LINKT PRESTATIONS	France	831478375	Mont Saint Aignan (76)	0%	0%	100%	87,95%
Projet 3.1	France	832839229	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
Projet 3.2	France	832839286	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
Projet 3.3	France	844332569	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
VILLA GINKGOS - BVCS	France	529461923	La Roche sur Yon (85)	58.42%	58.42%	58.42%	58.42%
VILLA GINKGOS - BELLES RIVES	France	819969882	Les Sables d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - BONNE FONTAINE	France	809380520	Challans (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - GINKGOS IMMO	France	804166635	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - L'ALBIZIA	France	907939052	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%		
VILLA GINKGOS - LE CLOS ST JEAN	France	792720294	Saint Jean de Monts (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LE ROMARIN	France	907939102	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%		

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
VILLA GINKGOS - LES ALISIERS	France	791122583	Les Sables d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LES AMANDIERS	France	833354681	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LE BILOBA	France	844259846	La Roche sur Yon (85)	100%	58,42%	100%	58,42%
VILLA GINKGOS - LES DEMEURES YONNAISES	France	829982834	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LES DEMEURES ROUENNAISES	France	832113328	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LES FIGUIERS	France	879781128	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LES LAURIERS	France	879750925	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LES OLIVIERS	France	879781177	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LE PARC	France	844403840	La Roche sur Yon (85)	100%	58,42%	100%	58,42%

Les filiales du groupe sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle (ERBIUM, GIE FIBR'ALSACE, LOSANGE DEPLOIEMENT, LOSANGE EXPLOITATION et BOIS GUILLAUME PARC DE HALLEY), de la mise en équivalence (LOSANGE ET ROSACE) ou de l'intégration globale.

3.2 Sociétés exclues du périmètre de consolidation

Les sociétés non consolidées sont :

- soit des coquilles vides en attente d'utilisation,
- soit des sociétés contrôlées non matérielles et dont la nature de l'activité est différente des 3 secteurs d'activités principaux du groupe (télécom, immobilier à valeur ajoutée, résidences sénior),
- soit des sociétés ayant cessé toutes activités et qui sont à différents stades juridiques d'un processus de fermeture.

Le tableau ci-après fournit la liste des sociétés non consolidées au 31 décembre 2021 :

Dénomination et formes sociales	Pays	Siège social	% d'intérêt	Motif de non-inclusion
Far East & Co Limited	Royaume-Uni	Weybridge	100%	Société non matérielle et activité différente de celles du Groupe
FC Cube	Malte	Zebbug	100%	Société non matérielle et activité différente de celles du Groupe

4 Chiffre d'affaires

La décomposition du chiffre d'affaires par activités se présente ainsi qu'il suit :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2021	31/12/2020
Infrastructure	409 586	203 730
Services Télécoms	42 760	27 477
Aménagement / Lotissement	6 599	3 224
Promotion immobilière	15 442	980
Résidences gérées	5 369	5 348
Autres	884	877
Total	480 640	241 637

La totalité du chiffre d'affaires du Groupe est réalisé en France.

5 Autres produits

Les autres produits se décomposent ainsi :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2021	31/12/2020
Production immobilisée intragroupe	220 008	222 610
Production immobilisée	22 589	19 814
Production stockée	6 001	14 978
Subventions d'exploitation	337	29
Transferts de charges d'exploitation (*)	62 373	9 599
Autres produits	5 086	79
Total Autres produits d'exploitation	96 387	44 499

(*) dont 45,1M€ de reclassement d'exploitation vers exceptionnel chez Tutor concernant les pertes à terminaison sur le marché du Calvados et 11,4M€ de frais liés aux opérations capitalistiques et de financement sur AITHD transférés en charge à répartir (contre 6,8M€ en 2020).

La production immobilisée intragroupe correspond au réseau constituant une construction à soi-même à l'échelle du groupe.

Pour 2021, il s'agit principalement :

- Du réseau construit par le GIE Fibre 31 Déploiement et facturé à la DSP Fibre 31 pour 33 407 K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Octogone Fibre pour 41 235 K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Fibre 39 pour 20 892 K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Fibre 40 pour 10 486 K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Fibre 21 pour 6 156 K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Yconik pour 5 768 K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Fibre 31 pour 22 769 K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Manche Fibre pour 10 230 K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Octogone Fibre pour 7 386 K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP THD 66 pour 7 033 K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Emeraude THD pour 6 851 K€ ;
- Du réseau construit par Tutor et facturé à la DSP Tutor Calvados pour 14 704 K€.

Pour 2020, il s'agit principalement :

- Du réseau construit par le GIE Fibre 31 Déploiement et facturé à la DSP Fibre 31 pour 74 060K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Octogone Fibre pour 37 046 K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Fibre 40 pour 36 594 K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Yconik pour 30 947 K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Fibre 21 pour 13 647 K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP THD 66 pour 3 309 K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Fibre 31 pour 4 965 K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Manche Fibre pour 5 501 K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Emeraude THD pour 2 356 K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP THD 66 pour 1 961 K€ ;
- De la construction du backbone par Linkt pour 834 K€.

6 Personnel

6.1 Effectifs

L'effectif du Groupe au 31 décembre 2021 s'élève à 1436 salariés contre 985 au 31 décembre 2020.

Le Groupe a intégré 308 salariés au 30 septembre 2021 suite à l'acquisition des 26 réseaux publics et privés de Covage.

6.2 Charges de personnel

Les charges de personnel incluses dans le résultat d'exploitation recouvrent les éléments indiqués ci-après :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2021	31/12/2020
Salaires et traitements	56 829	43 734
Charges sociales	33 879	17 301
CICE	0	
Total	90 707	61 036

Au 31 décembre 2021, le taux moyen de charges sociales s'établit à 60% contre 40% au 31 décembre 2020.

Le taux moyen élevé de charges sociales en 2021 s'explique par une provision spécifique passée sur les AGA.

La rémunération des dirigeants mandataires sociaux s'élève à 390 K€.

7 Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

En milliers d'euros :	31/12/2021	31/12/2020
Immobilisations incorporelles (dont écarts d'acquisition)	-24 915	-13 344
Immobilisations mises en concession	-32 888	-8 327
Immobilisations corporelles	-9 382	-4 779
Subventions d'investissement reprises en résultat	4 932	1 671
Total des dotations aux amortissements [A]	-62 253	-24 779
Engagements envers les salariés	-222	-136
Provisions pour risques et charges	-9 098	5
Total des dotations aux provisions [B]	-9 320	-130
Total des dotations nettes hors actifs circulants [C = A+B]	-71 573	-24 910
Stocks	29	290
Clients et autres actifs circulants (*)	-1 384	-1 205
Total des dotations à l'actif [D]	-1 355	-916
Total [E = C+D]	-72 928	-25 825

(*) Dont 2 869K€ de dotations aux provisions sur charges à répartir relatives aux frais et charges supportées par AITHD sur les opérations de levée de fonds (974K€ en 2020). Ces charges sont réparties sur la durée de l'emprunt.

8 Résultat financier

Le résultat financier se présente ainsi :

En milliers d'euros :	31/12/2021	31/12/2020
Produits sur cession de VMP		
Intérêts compte à terme	25	10
Produits d'intérêts comptes courants filiales non consolidées	1 241	1 413
Intérêts sur emprunts	-21 106	-6 203
Charges d'intérêts comptes courants hors groupe	-682	-507
Autres dotations financières	-65	-0
Autres	-6 414	-913
Résultat financier	-27 000	-6 201

9 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se présente ainsi :

En milliers d'euros :	31/12/2021	31/12/2020
Produits sur exercices antérieurs	347	182
Produit de cessions d'actifs incorporels et corporels	2 147	518
Produit net de cessions des titres AITHD à UBS et SLAM	84 644	45 610
Résultat consolidé sur augmentations de capital AITHD souscrites par UBS et SLAM	301 177	
Reprise subventions d'investissements	40	41
Reprise exceptionnelle des immobilisations	115	
Charges sur exercices antérieurs	-357	-1 688
Valeur nette comptable des cessions d'actifs incorporels et corporels	-7 360	-3 290
Pertes à terminaison sur Tutor Calvados et Tutor Europ Essonne	-45 126	
Dépréciation exceptionnelle des immobilisations	-64	-47
Autres dotations aux provisions exceptionnelles	-1 938	0
Autres	-1 246	2 057
Résultat exceptionnel	334 316	43 383

10 Impôts sur les résultats

10.1 Charge d'impôt

10.1.1 Détail de la charge d'impôt

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2021	31/12/2020
Impôt courant	-18 003	-14 702
Impôt différé	454	-64
Charge ou (produit) réel d'impôt	-17 549	-14 766

10.1.2 Taux effectif d'impôt

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net avant amortissements des écarts d'acquisition :	296 670	38 027
Impôt sur le résultat :	17 549	14 766
Résultat net avant impôt et amortissements des écarts d'acquisition :	314 220	52 793
Taux effectif d'imposition :	6%	28%

10.1.3 Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt théorique

Le rapprochement entre la charge réelle d'impôt et la charge théorique résultant de l'application au « résultat des activités poursuivies » avant impôt du taux nominal d'imposition en France, soit 26.5 % en 2021 s'établit comme suit :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2021
Résultat net avant amortissements des écarts d'acquisition	296 670
Charge d'impôt	17 549
Résultat avant impôt	314 220
Taux d'imposition du Groupe	26,5%
Charge d'impôt théorique	83 268
Augmentation / réduction de la charge d'impôt résultant de :	
- différences permanentes	407
- Déductions / réintégrations diverses	768
- Dépréciations comptes courants / titres	-77
- Retraitement DSP	12
- Cessions internes de titres	-18 581
- Dividendes - quote part de frais et charges	134
- Ecritures de consolidation non fiscalisées	-65 349
- Dépréciations fonds commercial	12
- Consommations des déficits fiscaux non activés / déficits non activés	16 782
- Crédits d'impôt / Mécénat	-988
- Contribution sociale	530
- Imposition - variation de taux	93
- Imposition - taux réduit	529
- Divers	9
Charge réelle d'impôt	17 549

10.2 Actifs et Passifs d'impôts différés

La variation des Actifs et Passifs d'impôts différés s'analyse comme suit entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2021 :

En milliers d'euros :	31/12/2020	Mouvements de l'exercice			31/12/2021
		Entrée de périmètre	Autres	Charge / Produit au compte de résultat	
Actifs d'impôts différés	1 116	14		454	1 584
Passifs d'impôts différés					
Actif / (Passif) net	1 116	14	0	454	1 584

11 Ecart d'acquisition

L'évolution des écarts d'acquisition s'analyse comme suit entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2021 :

En milliers d'euros :	31/12/2020	Mouvements de l'exercice			31/12/2021
		Var° taux d'intérêt	Variation de périmètre	Dotation	
Ecart d'acquisition bruts	2 390	34 638	266 818		303 847
Amortissements	-1 024			-134	-1 158
Ecart d'acquisition nets	1 366	34 638	266 818	-134	302 688

Le 30 septembre 2021, le rachat par la société Hestia auprès de XP Fibre d'une partie des réseaux de Covage a engendré un écart d'acquisition de 191 476 K€. Cet écart d'acquisition n'est pas amortissable (cf note 1).

En décembre 2021, le rachat par la société AITHD auprès du fonds d'investissement Marguerite des titres des sociétés Rosace et Losange a engendré la comptabilisation d'écarts d'acquisition de respectivement 69 817 K€ et 5 526 K€.

Ces écarts d'acquisition sont préliminaires car le Groupe procédera sur l'exercice 2022 à l'évaluation à la juste valeur des actifs identifiables acquis et passifs assumés. Les écarts d'acquisition résiduels qui en résulteront seront non amortissables (cf note 1).

En décembre 2021, le rachat par la société AITHD auprès du fonds d'investissement Marguerite des titres de la société Fibre 31 a engendré la comptabilisation d'un écart d'acquisition de 30 642 K€, qui sera amorti à compter de 2022 sur la durée de vie de la DSP (cf note 1).

Le rachat par la société Alto à la Caisse des dépôts et consignation des parts de la société THD83 a engendré, sur 2017, un écart d'acquisition de 665k€, amorti sur la durée de la DSP à savoir 15 ans (solde au 31/12/2021 : 444 K€ net)

En 2019, la hausse du pourcentage d'intérêt d'Alto dans la société Résoptric a engendré la constatation d'un écart d'acquisition de 150k€, amorti sur la durée de vie résiduelle de la DSP soit 19 ans (solde au 31/12/2021 : 134 K€).

En 2019, la hausse du pourcentage d'intérêt d'AITHD dans la société Alto a engendré la constatation d'un écart d'acquisition de 237k€, amorti sur une durée de 14 ans à compter du 01/01/2020 (solde au 31/12/2021 : 203 K€).

12 Immobilisations incorporelles nettes

La variation des immobilisations incorporelles se décompose ainsi qu'il suit :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2020	Acqui- sitions	Cessions / mises au rebut	Dotations exercice	Autres	Mouvements de périmètre	31/12/2021
Ecart d'acquisition	2 390					301 457	303 847
Relations clients						94 834	94 834
Marques, concessions, brevets	1 968	1 154	0		-8 974	222 522	216 671
Logiciels	902	735	0		3		1 639
Fonds commercial	11 083	47					11 130
Frais établissement						1 418	1 418
Autres immobilisations incorporelles	74 876	33 603	-1 556		18		106 940
Immobilisations incorporelles en cours	12 340	16 272			-438		28 175
Total Immobilisations incorporelles	103 558	51 812	-1 556		-9 391	620 231	764 653
Amt/Dép.écarts d'acquisition	-1 024			-134			-1 158
Amt/Dép. relations clients				-878			-878
Amt/Dép. marques, conc, brevets	-1 036			-3 459	-8 518	-725	-13 738
Amt/Dép. logiciels	-629			-415			-1 044
Amt/Dép. fonds commercial *	-376			-47			-423
Amt/Dép. frais établissement						-1 418	-1 418
Amt/Dép autres immobilisations incorp.	-20 969		210	-20 124			-40 883
Total Amt/dép. immos incorporelles	-24 036		210	-25 058	-8 518	-2 142	-59 543
Total Valeur Nette	79 522	51 812	-1 346	-25 058	-17 909	618 088	705 110
				<i>DAP exploitation</i>	-25 011		
				<i>DAP exceptionnelle</i>	-47		

* Le fonds commercial de la société ALTEAME est déprécié sur 10 ans.

Les flux sur la colonne « autres » représentent principalement des reclassements de compte à compte effectués sur Tutor (affectation plus fine entre les comptes d'acquisition et les comptes de clôture).

Les flux sur la colonne « mouvements de périmètre » sont consécutifs de l'entrée de périmètre de Tutor et de ses filiales.

13 Immobilisations mises en concession

La variation des immobilisations mises en concession se décompose ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2020	Acqui- sitions	Cessions / mises au rebut	Dotations exercice	Reprises exercice	Autres	Mouvements de périmètre	31/12/2021
DSP Net Grand Rodez	7 222	15				51		7 288
DSP THD 83	14 793	377	-26					15 143
DSP Resoptic	12 468	967						13 435
DSP Vannes Agglo	18 987	1 439	-15					20 411
DSP Manche Fibre	26 280	15 198	-10			1 818		43 287
DSP Emeraude THD	7 083	13 906				681		21 669
DSP THD 66	10 098	9 706				541		20 345
DSP Octogone Fibre	22 133	5 062				81 480		108 675
DSP Yconik	4 179	687				12 606		17 472
DSP Fibre 31	71 980	18 411				133 339		223 729
Menippe		39 075						39 075
Solstice Grand Angoulême		90	0				16 258	16 348
Arras Networks		29					15 512	15 541
Caen.com		83					15 554	15 637
Grand Chalon Networks		9					11 317	11 326
Clermont Communauté Networks		186					18 724	18 910
Dunkerque Grand Littoral Networks		217					24 479	24 696
Seine Essonne Très Haut Débit		1 149				2 250	26 522	29 922
Sem@for		594					122 960	123 554
Covage Calvados		6 663				22 387	207 522	236 572
Covage Côte Fleurie		138				3 917	20 022	24 076
Tutor Europ Essonne		1 731				1 015	37 880	40 627
Tutor Haute Savoie		4 298				3 961	24 257	32 516
Tutor Nancy		12				-15 341	27 455	12 126
Tutor Somme		85	-4 350			-125 722	143 278	13 290
Grand Lyon THD		736					34 427	35 163
Nantes Networks		510					24 205	24 715
Fibréa								
MIN THD		31					966	997
Sequantia		828				464	53 112	54 404
Herauld Télécom		374					77 898	78 272
Autres	4 528	6 898	-2 197			191	31 316	40 737
Total Immobilisations mises en concession	199 750	129 506	-6 598			123 638	933 662	1 379 958
Amt/Dép. DSP Net Grand Rodez	-6 048			-588				-6 636
Amt/Dép. DSP THD 83	-5 704		26	-906				-6 584
Amt/Dép. DSP Resoptic	-3 581			-628				-4 209
Amt/Dép. DSP Vannes Agglo	-4 443		9	-925				-5 359
Amt/Dép. DSP Manche Fibre	-3 611		2	-2 557				-6 165
Amt/Dép. Emeraude THD	-374			-1 203				-1 578
Amt/Dép. THD 66	-687			-1 547				-2 234
Amt/Dép. Octogone Fibre	-311			-2 963				-3 274
Amt/Dép. Yconik	-109			-377				-486
Amt/Dép. Fibre 31	-2 451			-7 517				-9 967
Amt/Dép. Menippe				-726				-726
Amt/Dép. Solstice Grand Angoulême				-148	49		-11 457	-11 557
Amt/Dép. Arras Networks				-326			-12 609	-12 935
Amt/Dép. Caen.com				-306			-10 699	-11 005
Amt/Dép. Grand Chalon Networks				-119			-11 188	-11 307
Amt/Dép. Clermont Communauté Networks				-339			-12 233	-12 573
Amt/Dép. Dunkerque Grand Littoral Networks				-251			-12 737	-12 988
Amt/Dép. Seine Essonne Très Haut Débit				-350			-4 487	-4 838
Amt/Dép. Sem@for				-1 416	38		-69 752	-71 130
Amt/Dép. Covage Calvados				-3 037			-28 973	-32 010
Amt/Dép. Covage Côte Fleurie				-254	28		-9 520	-9 746
Amt/Dép. Tutor Europ Essonne				-530			-9 083	-9 613
Amt/Dép. Tutor Haute Savoie				-453			-2 267	-2 720
Amt/Dép. Tutor Nancy				-158		7 706	-9 079	-1 530
Amt/Dép. Tutor Somme			281	-244		28 430	-30 549	-2 082
Amt/Dép. Grand Lyon THD				-563			-5 407	-5 970
Amt/Dép. Nantes Networks				-374			-7 334	-7 708
Amt/Dép. Fibréa								
Amt/Dép. MIN THD				-63			-616	-679
Amt/Dép. Sequantia				-1 628			-23 602	-25 230
Amt/Dép. Hérauld Télécom				-1 437			-47 106	-48 543
Autres	-401		775	-955			-22 171	-22 751
Total Amt/dép. immobilisations mises en concession	-27 720		1 094	-32 886	115	36 137	-340 871	-364 131
Total Valeur Nette	172 030	129 506	-5 505	-32 886	115	159 775	592 792	1 015 826

DAP exploitation

-32 886

DAP exceptionnelle

115

Les flux sur la colonne « mouvements de périmètre » sont consécutifs de l'entrée de périmètre de Tutor et de ses filiales.

14 Immobilisations corporelles nettes

La variation des immobilisations corporelles se décompose ainsi qu'il suit :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2020	Acqui- sitions	Cessions / mises au rebut	Dotations exercice	Autres	Mouvements de périmètre	31/12/2021
Constructions	8 145	13 610	-160		55 815	1 345	78 755
Terrain	504		-40		48	104	617
Agencements sur terrain							
Installat° tech, matériel & outillage	26 808	9 205	-298		417	11 725	47 857
Matériel de transport	3 962	1 894	-702				5 154
Immobilisations corporelles en cours	257 928	164 972			-298 173	58 036	182 764
Autres immobilisations corporelles	16 121	1 536	-3 153		-20	530	15 014
- Dont en crédit bail	2 972		-2 963		1		9
Total Immobilisations corporelles	313 469	191 218	-4 353		-241 912	71 740	330 161
Amt/Dép. constructions	-1 684		145	-2 905	-7 704	-271	-12 420
Amt/Dép. agencement sur terrain	0						0
Amt/Dép. install tech, mat & outil.	-7 496		55	-2 819	0	-3 277	-13 536
Amt/Dép. Matériel de transport	-2 946		610	-2 328	0		-4 663
Amt/Dép. autres immobilisations	-7 585		3 033	-1 337	36	-519	-6 372
- Dont en crédit bail	-2 961		2 963				2
Total Amt/dép. immobilisations	-19 710		3 843	-9 389	-7 668	-4 067	-36 991
Total Valeur Nette	293 759	191 218	-510	-9 389	-249 580	67 672	293 170
			<i>DAP exploitation</i>	<i>-9 372</i>			
			<i>DAP exceptionnelle</i>	<i>-17</i>			

Les immobilisations corporelles en cours correspondent à l'acquisition de réseau et ont donc vocation à basculer dans la catégorie immobilisations en concession au moment de la mise en service.

Les flux sur la colonne « mouvements de périmètre » sont consécutifs de l'entrée de périmètre de Tutor et de ses filiales.

15 Immobilisations financières nettes

En milliers d'euros	31/12/2020	Mouvements de l'exercice					31/12/2021
		Augmen- tation	Liquidation	Cession	Reclasse- ment	Variation de périmètre	
Titres de participation non consolidés	29 504	-	10 850	-	-	919	17 735
Far East	17 000						17 000
TV76	160						160
NET27	2 800	-	2 800				-
Net 67	1 000	-	1 000				-
Net 64	800	-	800				-
Net Bourgogne	1 000	-	1 000				-
Altitude Wireless	2 250	-	2 250				-
Losange	10				-	10	-
Connectic 39	570						570
Sem Innovance	5						5
Rosace	909				-	909	-
Net Aveyron	3 000	-	3 000				-
Dépréciation des titres de participation	- 14 420	-111	10 850				- 3 681
Créances rattachées à des participations	1						1
Prêts et autres immobilisations financières	35 246	88 534	- 1 537		-	2 508	124 752
Immobilisations financières nettes	50 330	88 423	-1 537			1 589	138 806

La sortie des titres non consolidés des sociétés Losange et Rosace fait suite au rachat de 22% des parts de Losange et 37% des parts de Rosace au fonds d'investissement Marguerite : ces entités sont désormais intégrées selon la méthode de la mise en équivalence (cf note 16).

Les titres de participation non consolidés correspondent à :

- La détention de 19% de la société Connectic 39 pour une valeur brute de 570 K€. Ces titres sont dépréciés à 100% au 31/12/2021.
- La détention de 1% de la société SEM INNOVANCE pour une valeur brute de 5 K€. Ces titres ont été dépréciés à 100% au cours de l'exercice 2021.
- La détention de 100% de la société Far East pour une valeur brute de 17.000 K€ (cf note 3.2). Les comptes de la société Far East sont établis dans le référentiel UK Gaap. La valeur des titres au bilan reflète bien la valeur économique de cette participation (dépréciation de 3 M€ au 31/12/2021). Far East ne bénéficie d'aucune garantie de la part d'Altitude.
- La détention par la société ALCALA de 10,81% de TV 76 pour 160 K€. Ces titres ont été dépréciés de 106 K€ au cours de l'exercice 2021.

Les prêts et autres immobilisations financières correspondent majoritairement aux gages espèces versés par AITHD au profit des prêteurs de Fibre 31, Losange et Alto.

16 Titres mis en équivalence

Les titres mis en équivalence se décomposent ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros	Activité	31/12/2020	Mouvements de l'exercice				31/12/2021
			Augmen- tation	Cession	Reclasse- ment	Variation de périmètre	
Rosace	Construction/exploitation/commercialisation réseau THD région Grand Est					73 576	73 576
Losange	Construction/exploitation/commercialisation réseau THD région Grand Est					64 018	64 018
Titres mis en équivalence						137 594	137 594

Les variations de périmètre concernant Losange et Rosace sont présentées en note 1.

17 Postes de bilan relatifs au besoin en fonds de roulement

17.1 Stocks et encours

En milliers d'euros	31/12/2020	Variation	Entrée de périmètre	Reclassement	Dotations	Reprises	31/12/2021
Encours de production	43 879	5 933		0			49 812
Marchandises	21 078	-8 600	15 031	-6 680			20 829
Produits finis	406	1 216		5 070			6 693
Total stocks bruts	65 363	-1 451	15 031	-1 610			77 334
Provisions Encours de production							
Provisions Marchandises			-271		-242	271	-242
Provisions Produits finis							
Total provisions sur stocks	0	0	-271	0	-242	271	-242
Total valeur nette	65 363	-1 451	14 760	-1 610	-242	271	77 092

Les encours correspondent à des terrains, des opérations d'aménagement de lotissement en cours ainsi qu'aux ventes en l'état futur d'achèvement de l'activité de promotion.

Les stocks de marchandises comprennent pour l'essentiel du matériel et des fournitures à installer sur le réseau : câbles, boîtes, fourreaux, chambres et trappes, SRO, tiroirs.

17.2 Créances et dettes d'exploitation

Toutes les créances et dettes d'exploitation sont à échéance à moins d'un an.

17.3 Autres créances et autres dettes d'exploitation

Les autres créances se décomposent comme suit :

En milliers d'euros :	31/12/2021	31/12/2020
Etat, impôt sur les bénéfices	1 184	1 269
Créances fiscales hors IS	99 288	60 564
Autres créances	57 547	28 742
Impôts différés actifs	1 584	1 116
Compte courant Far East	5 778	4 528
Comptes courants filiales non consolidées	77 141	26 021
Charges à répartir	30 133	6 504
Charges constatées d'avance	75 874	23 958
Total	348 530	152 703

Toutes les autres créances d'exploitation sont à échéance à moins d'un an, à l'exception des charges à répartir pour lesquelles 26 102 K€ sont à échéance à plus d'un an.

Les autres dettes se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2021	31/12/2020
Dettes fiscales et sociales	104 428	81 505
Impôt différé passif		
Comptes courants filiales non consolidées	4 911	7 652
Autres dettes (*)	93 147	15 912
Produits constatés d'avance	248 600	72 387
Total	451 086	177 456

(*) Dont 73 060 K€ de dettes fournisseurs d'immobilisations

18 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie se décompose ainsi qu'il suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Valeurs mobilières de placement	26 107	11 265	14 842
Disponibilités	440 178	303 255	136 923
Trésorerie et équivalents de trésorerie active	466 285	314 520	151 765
Concours bancaires courants	-1 971	-2 302	331
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette	464 314	312 218	152 096

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2021	31/12/2020	Variation
VMP - Equivalent de trésorerie	22 134	7 292	14 842
VMP - Actions propres à attribuer	3 973	3 973	0
Total brut	26 107	11 265	14 842
Dépréciation VMP	0		0
Total net	26 107	11 265	14 842

Les disponibilités consolidées peuvent être distinguées en 2 catégories :

- Les disponibilités dont disposent les sociétés de projet faisant l'objet d'un financement structuré sans recours actionnaire, qui constituent ainsi une trésorerie spécifiquement dédiée au projet (disponibilités projet).
- Les disponibilités comptabilisées dans les autres sociétés (disponibilités corporate).

En k€	31/12/2021	31/12/2020
Disponibilités corporate	347 132	255 526
Disponibilités projet	93 045	47 728
Total disponibilités	440 178	303 255

En k€	31/12/2021	31/12/2020
VMP corporate	20 854	6 856
VMP projet	1 280	436
Total VMP - Equivalent de trésorerie	22 134	7 292

19 Capitaux propres consolidés

Au 31 décembre 2021, le capital social est fixé à 513 K€ divisés en 512 911 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

20 Provisions

Le tableau de variation entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021 se présente ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2020	Mouvements de l'exercice				31/12/2021
		Dotation	Reprises	Variations périmètre	Autres mouvements	
Provision pour risques et charges	5 460	15 216	-925	26 379	-134	45 996
Provision pour litiges	985	1 057	-723	211	-62	1 468
Provision pour perte sur contrat	0	8 035	-288	681		8 428
Ecart acquisition	256		-85			171
Avantages au personnel	471	263	-41	55	0	748
Total Provisions	7 172	24 571	-2 062	27 326	-196	56 811
<i>Dont exploitation</i>		11 056	-1 977			
<i>Dont exceptionnel</i>		1 679				
<i>Dont reprise écart acquisition</i>			-85			
<i>Dont provision charges AGA (contrepartie charges de personnel)</i>		11 836				

Les flux sur la colonne « mouvements de périmètre » sont consécutifs de l'entrée de périmètre de Tutor et de ses filiales.

L'écart d'acquisition correspond à la hausse du pourcentage de 99,99% de la société RESOLUTION en 2013. Cet écart d'acquisition passif est repris sur 10 ans.

21 Emprunts bancaires et passifs financiers

Au 31 décembre 2021, la décomposition des emprunts se présente ainsi :

En milliers d'euros :	31/12/2021	Échéance du nominal :			31/12/2020
		- de 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	
Emprunts bancaires	1 606 593	57 225	668 814	880 554	551 087
Autres emprunts	88 327	10	88 317		320
Concours bancaires courants	1 971	1 971			2 302
Intérêts courus sur emprunts	10 590	9 326	1 264		152
Total :	1 707 480	68 531	758 395	880 554	553 861

(en milliers d'euros)	31/12/2020	Souscription	Remboursement	Variations de périmètre	31/12/2021
Emprunts bancaires	551 087	909 237	-104 598	250 867	1 606 593
Autres emprunts	320	88 087	-887	806	88 327
Intérêts courus sur emprunts	152	9 684		754	10 590
Total :	551 559	1 007 008	-105 485	252 426	1 705 510

Par ailleurs, la dette bancaire consolidée se décompose en une dette bancaire structurée, contractée dans les sociétés de projet et sans recours actionnaire (ci-après la « dette bancaire projet ») d'une part, et d'une dette bancaire classique, contractée dans les holdings ou les filiales industrielles (ci-après la « dette bancaire corporate ») d'autre part.

Au 31 décembre 2021, la dette bancaire se présente ainsi :

En k€	31/12/2021	31/12/2020
Dette projet sans recours actionnaire	907 413	378 500
<i>Dont Alto</i>	172 503	89 944
<i>Dont Fibre 31</i>	228 046	179 387
<i>Dont Octogone Fibre</i>	112 908	69 381
<i>Dont Erato</i>	94 888	
<i>Dont Tutor Calvados</i>	116 305	
<i>Dont Yconik</i>	51 244	39 738
<i>Dont autres</i>	131 520	49
Dette corporate	800 067	175 361
Total emprunts bancaires et passifs financiers	1 707 480	553 861

Concernant la dette corporate :

- AITHD a levé durant l'exercice une tranche additionnelle à la dette mezzanine. Le montant tiré sur les différentes tranches de dette mezzanine au cours de l'exercice s'élève à 426 M€ ;
- Dice a émis un emprunt obligataire de 100 M€ sur lequel 88 M€ ont été tirés au cours de l'exercice ;
- Leto a levé une dette senior de 220 M€ sur laquelle 117 M€ ont été tirés au cours de l'exercice.

Les flux sur la colonne « mouvements de périmètre » sont consécutifs de l'entrée de périmètre de Tutor et de ses filiales.

22 Honoraires des commissaires aux comptes

Le tableau suivant présente le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat consolidé :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Honoraires liés à la certification des comptes	166	187	-21
Autres services fournis	2	0	2
Groupe DEC	168	187	-19
Honoraires liés à la certification des comptes	88	0	88
Autres services fournis	0	0	0
Deloitte & Associés	88	0	88
Honoraires liés à la certification des comptes	43	33	10
Autres	43	33	10
TOTAL	299	220	79

23 Engagements hors bilan

Engagements donnés

ALTITUDE

Privilège de prêteur de deniers sur une acquisition immobilière d'un montant de 4 050K€ au profit d'un établissement bancaire.

ALTEAME (ex ALTITUDE LOTISSEMENT)

ALTEAME a accordé des garanties financières d'achèvement des travaux à la BNP et au CIC sur 4 opérations pour un montant total de 373 K€ jusqu'à l'achèvement des travaux avec engagement de consentir une hypothèque de premier rang sur les biens non vendus à la première demande.

ALTEAME a accordé des garanties à première demande à la BNP et au Crédit Agricole sur 4 opérations pour un montant total de 114 K€.

LINKT Holding et ses filiales

Convention de nantissement du fonds de commerce et de créances de la société LINKT à hauteur de 50 M€ dans le cadre des obligations de paiement et de remboursement aux termes du contrat de crédit de 50 M€ en date du 19/09/2018 entre LINKT et les Banques.

Convention de nantissement du fonds de commerce et de créances de la société LINKT à hauteur de 12 M€ dans le cadre des obligations de paiement et de remboursement aux termes de l'avenant au contrat de crédit du 19/09/2018, en date du 16/16/2021 d'un montant de 12M€ entre LINKT et les Banques.

Garantie autonome à première demande délivrée par la société LINKT HOLDING dans le cadre d'un bail commercial à Mont-Saint-Aignan pour un montant maximum de 430 K€.

Villas Ginkgos

Privilège de prêteur de deniers pour le prêt de 222 K€ auprès de la BECM pour l'acquisition d'un immeuble d'exploitation sis 6, avenue de l'avenir à Saint Jean de Monts (85160) chez la société Ginkgos Immo.

Privilège de prêteur de deniers pour le prêt de 280 K€ auprès de la BECM pour l'acquisition d'un immeuble d'exploitation sis 53, avenue René Coty à Château d'Olonne (85180) chez la société Ginkgos Immo.

Hypothèque conventionnelle et privilège prêteur de deniers pour le prêt de 470 K€ auprès de la BECM pour l'acquisition de locaux sis 22 rue Castelnau à La Roche sur Yon (85000) chez la société Ginkgos Immo.

La société Villas Ginkos Le Biloba s'est engagé à prendre à bail commercial auprès de chaque investisseur les lots constituant la résidence séniors Villas Ginkos Le Biloba à Bourges.

La société Villas Ginkos Les Amandiers s'est engagé à prendre à bail commercial auprès de l'investisseur les lots et locaux professionnels communs constituant la résidence séniors Villas Ginkos Les Amandiers à Mont de Marsan.

La société Villas Ginkos Les Oliviers s'est engagé à prendre à bail commercial auprès de l'investisseur les lots et locaux professionnels communs constituant la résidence séniors Villas Ginkos Les Oliviers à Toulouse.

La société Villas Ginkos Les Demeures Yonnaises a contracté un bail en l'état futur d'achèvement relatif aux locaux de la résidence sise à la Roche sur Yon. Le bail prendra effet à la date de constatation de l'achèvement des biens loués.

La société Villas Ginkos Les Demeures Rouennaises s'est engagé à prendre à bail commercial auprès de l'investisseur les lots et locaux professionnels communs constituant la résidence séniors Villas Ginkos Les Demeures Rouennaises à Rouen.

La société Villas Ginkos Les Figuiers s'est engagé à prendre à bail auprès de l'investisseur les lots et locaux professionnels communs constituant la résidence séniors Villas Ginkos Les Figuiers à Louviers.

CHP et ses filiales

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV Rouen Rue du Général Leclerc à la BNP d'un montant de 7 911 K€.

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV MSA route d'Houppesville à la BNP d'un montant de 6 819 K€.

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV Isneauville Route de Neufchatel au Crédit Agricole d'un montant de 2 800 K€.

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV Rouen la mare du Parc à la BNP d'un montant de 455 K€.

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV SAINT LEGER DU BOURG DENIS à la BNP d'un montant de 5 239 K€.

La SCCV Isneauville Route de Neufchâtel a contracté un prêt d'un montant de 2 800 K€ en date du 23 juillet 2021. Ce prêt est assorti d'une hypothèque de rang 1.

Promesse d'affectation hypothécaire donnée par la SCCV MSA ROUTE D'HOUPEVILLE relative au prêt accordé par la BNP d'un montant de 1 050 K€.

Dans le cadre de l'obtention de la Garantie Financière d'achèvement et du financement de la SCCV Rouen Palais des Consuls, le LCL a obtenu une garantie hypothécaire conventionnelle

de rang 1 d'un montant de 12 243 K€ pour la Garantie Financière d'Achèvement et 4 000 K€ correspondant au crédit d'accompagnement obtenu.

AIH et ses filiales

Nantissements :

Nantissement de compte à terme en contre garantie d'une garantie à première demande émise par le Crédit Agricole au bénéfice du Groupement des prêteurs ALTO pour 1 000 K€.

Nantissement des titres et cautionnement maison mère donnée par Tutor SA pour le compte de Covage Côte Fleurie au profit des prêteurs.

Nantissement des titres et des créances associées par Tutor SA pour le compte de Tutor Europ'Essonne au profit des prêteurs.

Nantissement des titres et des créances associées par Tutor Invest pour le compte de Covage Calvados au profit des prêteurs.

Nantissement des titres des DSP FttO par Leto au profit de la Société Générale.

Nantissement des titres Leto par Dice au profit des prêteurs.

Cautions solidaires / Garanties :

Caution solidaire émise en faveur du Crédit Agricole dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit du Groupement de prêteurs ALTO pour 14 505 K€.

Caution solidaire émise en faveur de la Caisse d'Epargne dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit du Groupement de prêteurs Octogone Fibre pour 23 860 K€.

Caution solidaire émise en faveur de LCL dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit du Groupement de prêteurs Octogone Fibre pour 10 000 K€.

Caution solidaire émise en faveur du CIC dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit du Groupement de prêteurs Octogone Fibre pour 10 000 K€.

Cautions solidaires émises en faveur de plusieurs établissements financiers dans le cadre de l'émission de garanties à première demande au profit du Groupement de prêteurs Yconik pour 45 180 K€.

Cautions solidaires émises en faveur de plusieurs établissements financiers dans le cadre de l'émission de garanties à première demande au profit du Groupement de prêteurs Erato pour 99 246 K€.

Caution solidaire émise en faveur de La Banque Postale dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit du Groupement de prêteurs Fibre 39 pour 22 338 K€.

Caution solidaire émise en faveur de la BNPP dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit de Trinity Défense pour 2 000 K€.

Garantie reçue au titre du Fonds National de Garantie RHB (renforcement de haut de bilan) à hauteur de 80% et 60% sur deux prêts accordés par BPI à AIH, pour un montant total de 2 194 K€ (encours des prêts au 31/12/2021 de 1 405 K€).

Cautionnement maison mère à hauteur de 100% du financement restant dû donné par Tutor SA pour le compte de Covage Nancy au profit des prêteurs.

Cautionnement maison mère à hauteur de 100% du montant emprunté donné par Tutor SA pour le compte de Covage Somme au profit des prêteurs.

Engagements reçus

LINKT Holding et ses filiales

Garantie autonome à première demande délivrée par une banque dans le cadre d'un bail commercial à Puteaux le 11/08/2017 sur une durée de 10 ans pour un montant de 260 K€.

Garantie autonome à première demande délivrée par une banque dans le cadre d'un bail commercial à Lesquin le 01/02/2018 pour un montant de 84 K€.

Garantie autonome à première demande délivrée par une banque dans le cadre d'un bail commercial à Saint Herblain le 07/07/2020 pour un montant de 42 K€.

Garantie autonome à première demande délivrée par une banque dans le cadre d'un bail commercial à Ecully le 27/08/2020 pour un montant de 45 K€.

Une délégation d'assurance « Homme Clé » pour un montant total de 5 M€ a été souscrite dans le cadre du contrat de prêt de 50 M€.

Caution reçue par la société LINKT HOLDING à hauteur de 25 K€ pour un contrat cadre réalisé avec la société SFR.

Caution délivrée par une banque à hauteur de 15K€ dans le cadre d'un contrat réalisé avec la société Lufthansa Airplus.

Villas Ginkgos

La société Villas Ginkgos Les Demeures Yonnaises a reçu de la Société Générale une garantie à hauteur de 1 000 K€ afin de garantir le versement de toutes sommes dues en exécution du bail commercial entre la société Partenaires Génération 2 (le bailleur) et la société Villas Ginkgos Les Demeures Yonnaises (le locataire).

La société Villas Ginkgos Les Demeures Rouennaises a reçu du Crédit Agricole une garantie à hauteur de 1 000 K€ afin de garantir le versement de toutes sommes dues en exécution du

bail commercial entre la société SCI Rouen Consuls (le bailleur) et la société Villas Ginkgos Les Demeures Rouennaises (le locataire).

La société Villas Ginkgos Les Amandiers a reçu de la SOCFIM une garantie à hauteur de 1198 K€ afin de garantir le versement de toutes sommes dues en exécution de la convention de gestion entre la société SCCV MONT DE MARSAN DUPARC (le promoteur) et la société Villas Ginkgos Les Amandiers (l'exploitant).

La Société Villas Ginkgos Les Figuiers a reçu du Crédit Agricole une garantie à hauteur de 713K€ afin de garantir le versement de toutes sommes dues en exécution du bail commercial entre la SAS RSS Louviers (le bailleur) et la société Villas Ginkgos Les Figuiers (le locataire).

CHP et ses filiales

Cautionnement reçu de BTP BANQUE pour un montant de 66 K€ au profit de la SCCV ISNEAUVILLE VASCO DE GAMMA.

Cautionnement reçu de BTP BANQUE pour un montant de 91 K€ au profit de la SCCV DEVILLE LES ROUEN ROUTE DE DIEPPE.

Cautionnement reçu de la BNP pour un montant de 2 K€ au profit de la SCCV DEVILLE LES ROUEN ROUTE DE DIEPPE.

Cautionnement reçu du Crédit du Nord pour un montant de 23,8 K€ au profit de la SCCV DEVILLE LES ROUEN ROUTE DE DIEPPE.

Cautionnement reçu de Crédit Agricole Normandie Seine pour un montant de 5,4 K€ au profit de la SCCV DEVILLE LES ROUEN ROUTE DE DIEPPE.

Cautionnement reçu de BTP BANQUE pour un montant de 247 K€ au profit de la SCCV FRANQUEVILLE SAINT PIERRE LA CHAUSSEE.

Cautionnement reçu de EULER HERMES pour un montant de 43 K€ au profit de la SCCV FRANQUEVILLE SAINT PIERRE LA CHAUSSEE.

Cautionnement reçu de la BNP pour un montant de 4 K€ au profit de la SCCV FRANQUEVILLE SAINT PIERRE LA CHAUSSEE.

Cautionnement reçu de ATRADIUS pour un montant de 147 K€ au profit de la SCCV MESNIL ESNARD RUE PASTEUR.

Cautionnement reçu du Crédit du Nord pour un montant de 22 K€ au profit de la SCCV MESNIL ESNARD RUE PASTEUR.

Cautionnements reçus de BTP Banque pour un montant total de 652 K€ au profit de la SCCV ROUEN PALAIS DES CONSULS.

Cautionnement reçus de BNP BANQUE pour un montant de 24 K€ au profit de la SCCV ROUEN PALAIS DES CONSULS.

Cautionnement reçus du CIC pour un montant de 153 K€ au profit de la SCCV ROUEN PALAIS DES CONSULS.

Cautionnement reçus de BNP PARIBAS pour un montant de 51 K€ au profit de la SCCV Saint Léger du Bourg Denis.

Cautionnement reçus de la BTP BANQUE pour un montant de 1 476 K€ au profit de la SCCV Saint Léger du Bourg Denis.

AIH et ses filiales

Engagements financiers liés à la construction et l'exploitation du réseau :

Caution donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Net Grand Rodez au profit du concédant Communauté d'agglomération Grand Rodez pour un montant de 100 K€.

Caution donnée par un établissement financier pour le compte de Vannes Agglo Numérique au profit de la communauté d'agglomération de Vannes pour un montant de 400 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire THD 83 au profit de Toulon Provence Méditerranée pour un montant de 200 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de la société Doubs au profit du syndicat mixte Doubs très haut débit pour un montant de 500 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Manche Fibre au profit du concédant Syndicat Mixte Manche Numérique pour 5 000 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Resoptic au profit du concédant Communauté de Communes Rives de Moselle pour 400 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de AIC au profit du concessionnaire Losange pour 10 000 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIE au profit du concessionnaire Losange pour 1 500 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIE au profit de la Région Grand-Est pour 6 500 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIC au profit de la Région Alsace pour 4 075 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de Losange Déploiement au profit d'Euler Hermès pour 15 000 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIE au profit du concessionnaire Rosace pour 3 382 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de Fibre 31 Déploiement au profit du SMO Haute-Garonne Numérique pour 13 900 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire THD 06 au profit du concédant Sictiam pour 1 000 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Emeraude THD au profit du concédant Syaden pour 2 000 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de La Fibre 85 au profit du GIP Vendée Numérique pour 972 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Octogone Fibre au profit du SMO Tarn et Garonne Numérique pour 8 640 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire THD 66 au profit du Département des Pyrénées Orientales pour 3 000 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIE au profit du SMO Haute Garonne Numérique pour 5 000 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIC au profit du département de l'Yonne pour 5 764 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de La Fibre 85 au profit de Vendée Numérique pour 7 991 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIC au profit du département du Jura pour 3 555 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIE au profit du département du Jura pour 4 000 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIE au profit du département de l'Yonne pour 2 000 K€.

Contre Garantie de la garantie d'exploitation émise au bénéfice du délégant donnée par AIH pour le compte de Nantes Networks à un établissement financier pour 300 K€.

Contre Garantie de la GAPD d'exploitation donnée par AIH pour le compte de Seine Essonne Très Haut Débit au Crédit du Nord pour 170 K€.

Contre Garantie de la garantie d'exploitation émise au bénéfice du délégant donnée par AIH pour le compte de Coval Networks à un établissement financier pour 152 K€.

Contre Garantie de la garantie d'exploitation émise au bénéfice du délégant donnée par AIH pour le compte de Covage Côte Fleurie à un établissement financier pour 100 K€.

Contre Garantie de la garantie d'exploitation émise au bénéfice du délégant donnée par AIH pour le compte de Clermont Communauté Networks à un établissement financier pour 223 K€.

Contre Garantie de la garantie d'exploitation émise au bénéfice du délégant donnée par AIH pour le compte de Grand Poitiers Networks à un établissement financier pour 75 K€.

Contre Garantie de la garantie d'exploitation émise au bénéfice du délégant donnée par AIH pour le compte de Grand Lyon THD à un établissement financier.

24 Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

AIH et ses filiales :

Nouveaux marchés et déploiement commercial

AIC s'est vu confier un marché de travaux dans les Pyrénées Orientales pour un total de 30 000 prises à construire d'ici février 2026.

Contrôle fiscal

Le 11 février 2022, AIH a reçu un avis de vérification de comptabilité de la part des impôts.

Croissance externe

Le 05 mai 2022, Altitude Infra a procédé à l'acquisition de 100% du capital de Phibee Télécom. Phibee Télécom est, sur le territoire français, l'un des principaux grossistes de solution d'accès et d'interconnexion auprès des opérateurs internationaux.

ALTITUDE

Société par Actions Simplifiée au capital de 512 911 euros

Siège Social : 23 Rue de l'Arcade, 75008 PARIS

379 617 822 R.C.S PARIS

RAPPORT DE GESTION

**COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2021**

Chers associés,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire, afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et de soumettre à votre approbation, les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par les statuts.

COMPTES SOCIAUX

Les comptes de la Société ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur qui sont identiques à celles utilisées pour l'exercice précédent.

SITUATION ET EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE

La poursuite de la crise sanitaire liée au COVID a conduit l'entreprise à recourir de nouveau au télétravail afin de protéger la santé de ses collaborateurs.

La Société avait acquis en septembre 2020 un ensemble immobilier au 23 rue de l'Arcade à Paris afin d'y accueillir son siège social début 2021 après la réalisation de travaux de rénovation.

Au 31 décembre 2021, les travaux de rénovation sont toujours en cours, des difficultés d'approvisionnement et plusieurs dégâts des eaux étant survenus.

Le solde du compte courant de substitution a été reporté au solde du compte courant de la société LINKT HOLDING.

Une partie des équipes de la Société a été mobilisée dans le développement de sa filiale ALTITUDE INFRASTRUCTURE, lui permettant de concrétiser un projet de croissance externe important avec le rachat de 26 réseaux de la société COVAGE.

LES EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE A LAQUELLE LE RAPPORT EST ETABLI

Aucun événement significatif ne s'est produit depuis le 31 décembre 2021 jusqu'à ce jour au titre des comptes sociaux de la Société.

PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Nous allons maintenant vous présenter en détail les comptes annuels. Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Le chiffre d'affaires de l'exercice social clos le 31 décembre 2021 est de 4 750 408 euros. Il était de 3 755 286 euros au titre de l'exercice précédent.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 4 799 474 euros contre 3 790 343 euros au titre de l'exercice précédent. Le montant des traitements et salaires de l'exercice s'élève à 1 921 735 euros, il était de 1 291 772 euros au titre de l'exercice précédent, et le montant des cotisations sociales s'élève à 1 022 042 euros contre un montant de 544 792 euros au titre de l'exercice précédent. L'effectif moyen de salariés est de 23.

Le total des charges d'exploitation de l'exercice est de 4 670 619 euros contre 3 904 644 euros pour l'exercice précédent. Le résultat d'exploitation s'établit donc à un montant de 128 856 euros contre un montant de -114 301 euros au titre de l'exercice précédent.

Après prise en compte du résultat financier d'un montant de 71 678 euros le résultat courant avant impôts de l'exercice s'élève à un montant de 200 533 euros.

Au titre de l'exercice précédent, le résultat financier était de 240 994 euros pour un résultat courant avant impôts de 126 693 euros.

Le résultat exceptionnel de l'exercice s'élève à 2 985 euros, il était de -28 221 euros au titre de l'exercice précédent.

L'impôt sur les sociétés est de 58 949 euros contre 40 803 euros au titre de l'exercice précédent.

Le résultat net de l'exercice est constitué par un bénéfice de 144 569,57 euros, contre un bénéfice de 57 669,44 euros au titre de l'exercice précédent.

Le montant des capitaux propres s'élève à 71 263 676 euros au 31 décembre 2021.

AFFECTATION DU RESULTAT

Le résultat net de l'exercice est constitué par un bénéfice de 144 569,57 euros.

Le Président propose l'affectation suivante :

- Dotation à la réserve spéciale de 3 969 euros
- Affectation de 140 600,57 euros au compte report à nouveau, ce qui a pour effet de porter ce compte à 59 015 796,40 euros.

DIVIDENDES

La loi demande de rappeler le montant des sommes distribuées au titre des trois derniers exercices.

Les sommes distribuées au titre des 3 derniers exercices sont les suivantes :

Date de clôture	Distributions éligibles à l'abattement (*)	Taux de l'abattement	Revenus distribués non éligibles à l'abattement
31 décembre 2020	néant	40 %	néant
31 décembre 2019	néant	40 %	néant
31 décembre 2018	12 143 453,38	40 %	néant

(*) Dividende éligible pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à l'abattement de 40% prévu à l'article 158. 3 du CGI.

DEPENSES ET CHARGES NON DEDUCTIBLES DU RESULTAT FISCAL

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des Impôts, nous vous demandons d'approuver les dépenses et charges non déductibles du résultat fiscal visées à l'article 39-4 dudit Code qui s'élèvent à un montant de 53 221 euros.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

1. ACTIVITE DES FILIALES ET SOCIETES CONTROLEES

A ce rapport est joint un tableau récapitulatif des filiales et participations détenues au 31/12/2021.

2. PRISES DE PARTICIPATIONS, PRISES DE CONTRÔLE, CESSIONS DE PARTICIPATIONS AU COURS DE L'EXERCICE

Un plan d'attribution gratuite d'actions a été mis en place sur l'exercice 2021 avec une période d'acquisition d'un an qui prendra fin sur l'exercice 2022, suivie d'une période de conservation qui s'achèvera en 2024.

L'acquisition de ces actions sera soumise à la présence des salariés concernés à la fin de la période d'acquisition. Les actions acquises par les salariés seront des actions à émettre.

La charge comptabilisée sur l'exercice 2021 au titre de ce plan s'élève à 193.872 euros résultant d'un passif du même montant.

ACTIVITES DE LA SOCIETE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Nous vous informons que la Société n'a pas engagé de politique en matière de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

CONVENTIONS REGLEMENTEES

Conformément à la Loi, le Président vous présentera le rapport spécial établi par les Commissaires aux comptes sur les conventions entrant dans le champ d'application de l'article L. 227-10 du Code de commerce.

INFORMATIONS RELATIVES AUX DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS

En application de l'article D.441-6 du Code de commerce, vous trouverez, en annexe du présent rapport de gestion, les tableaux de synthèse des informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et des clients de la Société définis par les articles L 441-14 et D 441-6 du Code de commerce.

PRETS INTERENTREPRISES

En application de l'article L 511-6 du Code monétaire et financier, nous vous informons que la Société n'a consenti, au cours de l'exercice, aucun prêt à des microentreprises, PME, ETI avec lesquelles elle entretient des liens économiques.

PERSPECTIVES D'AVENIR

L'objectif prioritaire de la Société est, au cours de l'exercice 2022, de poursuivre le développement de ses activités, en fonction des opportunités qui se présenteront.

COMPTES CONSOLIDES

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
Sociétés intégrées							
ALTITUDE	France	379617822	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
A.EVENTS	France	829379759	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
ALCALA	France	513079426	Mont St Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
ALTITUDE GESTION IMMOBILIERE	France	84325683	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
ALTEAME	France	509671012	Paris (75)	90%	90%	90%	90%
IFE 1	France	878886522	Mont Saint Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
IFE 2	France	878886555	Mont Saint Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
IFE 3	France	878886563	Mont Saint Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE HOLDING	France	431958313	Paris la Défense (92)	82,46%	82,46%	82,46%	82,46%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE	France	403112667	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE CONSTRUCTION	France	509601282	Paris la Défense (92)	100%	82,46%	100%	82,46%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE EXPLOITATION	France	509662052	Paris la Défense (92)	100%	82,46%	100%	82,46%
AI THD	France	809822935	Paris la Défense (92)	55,23%	45,54%	94,29%	77,75%
ALTO	France	819087032	Val de Reuil (27)	68,52%	31,21%	68%	52.89%
ARRAS NETWORKS	France	479033789	Sèvres (92)	70%	34,47%		
ATTIS	France	431958313	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
AUXO	France	894565431	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
AZALEE	France	509649745	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
BARA	France	834247124	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%

BURI	France	905251633	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
CAEN.COM	France	478688039	Sèvres (92)	75%	36,93%		
CECIAS	France	905199766	Val de Reuil (27)	100%	45,54%		
CLERMONT COMMUNAUTE NETWORKS	France	491352324	Sèvres (92)	70%	34,47%		
COVAGE CALVADOS	France	538581448	Colombelles (14)	100%	49,24%		
COVAGE COTE FLEURIE	France	527512081	Colombelles (14)	100%	49,24%		
COVAGE HAUTE SAVOIE	France	798626750	Annecy (74)	100%	49,24%		
COVAGE NANCY	France	498710193	Nancy (54)	100%	49,24%		
COVAGE SOMME	France	807897608	Sèvres (92)	100%	49,24%		
COVAL NETWORKS	France	491927554	Sèvres (92)	70%	34,47%		
CREUSOT MONCEAU NETWORKS	France	478354202	Sèvres (92)	70%	34,47%		
DICE	France	894566090	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
DOUBS LA FIBRE	France	797446283	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
DUNKERQUE GRAND LITTORAL NETWORKS	France	508791639	Sèvres (92)	75%	36,93%		
EMERAUDE THD	France	829012731	Carcassonne (11)	100%	31,21%	100%	52,89%
ERATO	France	824388383	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
EUREK@	France	805053451	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
FIBREA	France	789341427	Sèvres (92)	100%	82,46%		
FIBRE 21	France	831500038	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
FIBRE 31	France	824290969	Val de Reuil (27)	75,05%	34,18%	50,10%	38,95%
FIBRE 39 (PRISME)	France	822949459	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
FIBRE 40	France	845170604	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
FUJI	France	827720137	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
GARM	France	908478670	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
GELOS	France	894566785	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
GERI	France	905251112	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
GIE FIBR'ALSACE	France	819253568	St Etienne du Grès (13)	50%	41,23%	50%	41,23%
GIE FIBRE 31 DEPLOIEMENT	France	839835915	Val de Reuil (27)	70%	57,72%	70%	57,72%
GLAUCOS	France	90598792	Val de Reuil (27)	100%	45,54%		
GRAND CHALON NETWORKS	France	484775481	Sèvres (92)	70%	34,47%		
GRAND LYON THD	France	813716941	Lyon (69)	100%	82,46%		
GRAND POITIERS NETWORKS	France	750217515	Sèvres (92)	100%	82,46%		
HALIE (KOSC)	France	845175652	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
HEL	France	908480056	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
HERAULT PARTICIPATIONS	France	500480322	Sèvres (92)	81%	66,79%		

HERAULT TELECOM	France	501304299	Saint-Aunes (34)	100%	66,79%		
HESTIA	France	894567221	Val de Reuil (27)	100%	49,23%	100%	82,46%
LA FIBRE 85	France	831500467	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
LETO	France	894568252	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
LOSANGE	France	830959771	Champigny (51)	31,9%	14,53%		
LOSANGE DEPLOIEMENT	France	831205372	Saint Etienne du Grès (13)	50%	41,23%	50%	41,23%
LOSANGE EXPLOITATION	France	831268156	Val de Reuil (27)	50%	41,23%	50%	41,23%
MAGNI	France	908480494	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
MANCHE FIBRE	France	814791554	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	52,89%
MENIPPE (DIOPTIC)	France	845195619	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	77,75%
MIMIR	France	908480783	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
MIN THD	France	811792852	Sèvres (92)	100%	82,46%		
MODI	France	905250015	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
MUNIN	France	905203089	Val de Reuil (27)	100%	45,54%		
NANTES NETWORKS	France	538892621	Sèvres (92)	100%	82,46%		
NET 48	France	519272520	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
NET 55	France	503746299	Bar Le Duc (55)	100%	82,46%	100%	82,46%
NET GRAND RODEZ	France	500048343	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
NIEDERBRONN THD (ex OENOE)	France	845177625	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
OCTOGONE FIBRE	France	822189866	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
ORDOS SAS	France	834247058	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
OUREA	France	894568724	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
PACT	France	818009748	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	52,89%
PERSES	France	905249124	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
RESOPTIC	France	532745313	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	52,89%
ROSACE	France	818463630	Entzheim (67)	45%	20,50%		
ROSACE EXPLOITATION (ex ERBIUM)	France	819099169	Val de Reuil (27)	50%	41,23%	50%	41,23%
THD 06	France	820552065	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	52,89%
THD 66	France	829010255	Perpignan (66)	100%	31,21%	100%	52,89%
THD 83	France	519238166	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	52,89%
TUTOR	France	439748013	Sèvres (92)	100%	49,24%		
TUTOR EUROPE ESSONNE	France	538613829	Sèvres (92)	100%	49,24%		
TUTOR INVESTISSEMENT	France	798114229	Sèvres (92)	100%	49,24%		
SALMACIS	France	845179506	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
SEINE ESSONNE TRES HAUT DEBIT	France	751310749	Sèvres (92)	100%	49,24%		

SEINE ESTUAIRE NETWORKS	France	753422336	Sèvres (92)	100%	82,46%		
SEM@FOR 77	France	492990262	Sèvres (92)	80%	39,39%		
SEQUANTIC TELECOM	France	505271619	Sèvres (92)	100%	82,46%		
SIGURD	France	908481062	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
SOBO	France	824603013	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
SOLSTICE GRAND ANGOULEME	France	493589113	Sèvres (92)	75%	36,93%		
VALI	France	905197232	Val de Reuil (27)	100%	45,54%		
VANNES AGGLO NUMERIQUE	France	790362057	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	52,89%
VIDAR	France	905247987	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
YCONIK	France	822949459	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
YMIR	France	905247300	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
3CNET	France	449509082	Sèvres (92)	100%	82,46%		
CAP HORN PROMOTION	France	495163222	Isneauville (76)	75%	75%	75%	75%
ALTITUDE SENIOR	France	790258693	Paris (75)	100%	75%	100%	75%
CAP HORN PARTICIPATION	France	501071542	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
CAP HORN IMMOBILIER	France	814485170	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
BOIS GUILLAUME PARC DE HALLEY	France	810432757	Caen (14)	50%	37,5%	50%	37,5%
BOIS GUILLAUME RTE DE NEUFCHATEL	France	794136044	Isneauville (76)	83,60%	62,70%	83,60%	62,70%
BOIS GUILLAUME RUE VITTECOQ	France	828348458	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
BOIS GUILLAUME RUE GIROT	France	850206129	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
DEVILLE LES ROUEN AVENUE CARNOT	France	877975532	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
DEVILLE LES ROUEN RTE DE DIEPPE	France	837896273	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
FRANQUEVILLE ST PIERRE LA CHAUSSEE	France	824612825	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
FRANQUEVILLE ST PIERRE RTE DE PARIS	France	841691405	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
FRANQUEVILLE ST PIERRE RUE REPUBLIQUE	France	841691348	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ISNEAUVILLE PLAINE DE LA RONCE	France	824405773	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ISNEAUVILLE RTE DE NEUFCHATEL	France	808515498	Mont St Aignan (76)	100%	75%	100%	75%
ISNEAUVILLE VASCO GAMA	France	841659840	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MESNIL ESNARD ROUTE DE PARIS	France	824073498	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
MESNIL ESNARD RUE PASTEUR	France	824260251	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MSA AUGUSTE BORGNET	France	791771314	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MSA CHEMIN DE CLERES	France	525165700	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MSA RTE HOUPEVILLE	France	837833714	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
RENELLE	France	529791311	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ROUEN PALAIS DES CONSULS	France	832139026	Isneauville (76)	75%	56,25%	75%	56,25%
ROUEN RUE DE LA MARE DU PARC	France	850206020	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%

ROUEN RUE GENERAL LECLERC	France	835203688	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
SELLONIS	France	533319539	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
SENTE DES FORRIERES	France	502756265	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
ST LEGER DU BOURG DENIS	France	831612833	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
LINKT	France	815109467	Puteaux (92)	100%	87,95%	100%	87,95%
LINKT HOLDING	France	824056725	Paris (75)	87,95%	87,95%	87,95%	87,95%
LINKT PRESTATIONS	France	831478375	Mont Saint Aignan (76)	0%	0%	100%	87,95%
Projet 3.1	France	832839229	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
Projet 3.2	France	832839286	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
Projet 3.3	France	844332569	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
VILLA GINKGOS - BVCS	France	529461923	La Roche sur Yon (85)	58.42%	58.42%	58.42%	58.42%
VILLA GINKGOS - BELLES RIVES	France	819969882	Les Sables d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - BONNE FONTAINE	France	809380520	Challans (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - GINKGOS IMMO	France	804166635	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - L'ALBIZIA	France	907939052	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%		
VILLA GINKGOS - LE CLOS ST JEAN	France	792720294	Saint Jean de Monts (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LE ROMARIN	France	907939102	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%		
VILLA GINKGOS - LES ALISIERS	France	791122583	Les Sables d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LES AMANDIERS	France	833354681	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LE BILOBA	France	844259846	La Roche sur Yon (85)	100%	58,42%	100%	58,42%
VILLA GINKGOS - LES DEMEURES YONNAISES	France	829982834	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LES DEMEURES ROUENNAISES	France	832113328	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LES FIGUIERS	France	879781128	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LES LAURIERS	France	879750925	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LES OLIVIER	France	879781177	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LE PARC	France	844403840	La Roche sur Yon (85)	100%	58,42%	100%	58,42%

PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES

Le chiffre d'affaires de l'exercice social clos le 31/12/2021 est de 480 639 946 euros. Il était de 241 637 198 euros au titre de l'exercice précédent.

Le total des produits d'exploitation de l'exercice est de 802 575 147 euros contre 509 781 442 euros pour l'exercice précédent.

Le total des charges d'exploitation de l'exercice est de 790 301 478 euros contre 490 880 850 euros pour l'exercice précédent. Le résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition s'établit donc à un montant de 12 266 636 euros contre un montant de 18 902 266 euros au titre de l'exercice précédent.

Compte-tenu d'une dotation aux amortissements des écarts d'acquisition de 48 968 euros, le résultat d'exploitation après prise en compte des dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition s'établit au 31/12/2021 à 12 217 668 euros.

Après prise en compte du résultat financier d'un montant de -27 000 013 euros, du résultat exceptionnel de 334 316 191 euros, de la charge de participation et de la charge d'impôt, le résultat net de l'ensemble consolidé de l'exercice s'élève à un montant de 296 621 148 euros.

Au titre de l'exercice précédent, le résultat financier était de -6 200 805 euros et le résultat exceptionnel de 43 382 653 euros pour un résultat net de l'ensemble consolidé de 37 978 071 euros.

Le résultat net part du Groupe est constitué par un bénéfice de 270 513 284 euros contre un bénéfice de 34 414 623 euros au titre de l'exercice précédent.

SITUATION DE L'ENSEMBLE CONSTITUE PAR LES SOCIETES COMPRISES DANS LA CONSOLIDATION

SOUS GROUPE ALTITUDE INFRA :

Après une année 2020 particulièrement riche, Altitude Infra a continué sur sa lancée en 2021 en réalisant plusieurs opérations stratégiques d'envergure, tout en renforçant sa croissance organique.

Appels d'offre et contrats de DSP

Acquisition d'un réseau en Alsace

AITHD a conclu les 17 février, 10 mars et 18 mars 2021 un accord avec la communauté de communes du pays de Niederbronn, dans le Bas-Rhin, pour la construction, l'exploitation et la commercialisation de 10 000 prises environ dans le cadre d'un réseau privé (donc sans bien de retour pour la collectivité). Cet accord de développement est une excellente nouvelle sur le plan commercial, car il confirme la très bonne image et le sérieux d'AITHD, qui est actionnaire de Rosace, le délégataire en charge du RIP de l'ancienne région Alsace.

Intégration de Dioptric dans Alto

En 2020, AITHD avait racheté la société Doubs La Fibre, titulaire d'un contrat de régie qui a pris fin le 30 septembre 2021, à une filiale d'Altitude Infra. AITHD avait par la suite gagné le marché d'affermage des 120 000 prises du département, qui est entré en vigueur le 10 janvier 2021 pour une durée de 15 ans.

Dès le 27 mai 2021, Alto a signé avec son pool de prêteurs l'avenant n°3 à sa documentation de financement afin de financer le projet d'affermage du Doubs. A ce titre, les enveloppes de crédit senior et CRFP ont été augmenté de respectivement 40,1M€ et 5,6M€. L'intégration de Dioptric (nom commercial de la société) dans Alto a permis d'optimiser les conditions de financements d'Alto.

Avenants aux contrats existants

Deux avenants aux contrats de DSP ont été signés avec les collectivités et validés en Préfecture en ce début d'année 2021. THD 66 a pu signer un avenant avec le département des Pyrénées-Orientales, prévoyant une extension du périmètre de travaux et la prolongation de la DSP de 3 ans. Manche Fibre, société titulaire du contrat de DSP d'affermage sur le département, a signé avec le syndicat mixte Manche Numérique un avenant clé dans le développement de la DSP qui permet de sécuriser des financements pour la collectivité et qui allonge la durée du contrat de 6 ans.

Gain du marché du Jura

AITHD a signé le 16 février le contrat de DSP affermo-concessive FTTH avec le département du Jura. La société Prisme (non commercial de la société) qui porte le contrat est détenue à 100% par AITHD et prévoit 87,000 prises en concession et 50,000 prises en affermage, sur une durée de 30 ans. Ce marché vient renforcer la présence d'AITHD dans la Région Bourgogne-Franche-Comté où ce sont désormais 4 départements (Côte d'Or, Doubs, Jura, Yonne) qui voient leur réseau déployé, exploité et commercialisé par Altitude Infra et ses filiales.

Croissance externe et développements

Acquisition de 26 réseaux de Covage

Au-delà du marché historique du FttH, l'année 2021 a été marquée par l'extension d'Altitude Infra sur le marché de la fibre pour les Entreprises. En effet, dans le cadre du contrôle des concentrations, la Commission Européenne a conditionné en novembre 2020 le rachat de Covage par XPFibre (anciennement SFR FttH) à la revente de 26 réseaux publics et privés de Covage. Le Groupe Altitude et XP Fibre sont alors entrés en négociations exclusives en avril 2021 et ont réalisé le « closing » de l'opération le 30 septembre 2021.

Altitude Infra a donc acquis 26 réseaux dont 8 réseaux mixtes (qui contiennent une part importante de prises FttH, et qui ont été rachetés par AITHD) et 18 réseaux de fibre entreprise. L'ambition d'Altitude Infra avec cette acquisition est

d' étoffer le pôle historique FttH et de renforcer le pôle infrastructure Entreprises, projet initié par l'acquisition du fonds de commerce de Kosc en 2020).

L'acquisition des réseaux de Covage a notamment été financée par des opérations d'ouverture de capital (cf paragraphe ci-dessous), par une dette sénior levée auprès d'un pool de banques françaises et internationales, ainsi que par un emprunt obligataire.

Ainsi, grâce à cette opération, Altitude Infra devient le premier opérateur indépendant d'infrastructure de France, et le premier acteur de la zone RIP, avec un total de 5 millions de prises.

Acquisition de participations dans Rosace, Losange et Fibre 31 auprès du fonds Marguerite et d'AISAS

En décembre 2021, AITHD a procédé au rachat de titres de la société de projet Rosace détenus par une autre filiale du groupe et au rachat des titres détenus par le fonds d'investissements Marguerite dans les sociétés Rosace, Losange et Fibre 31.

Par ces opérations, AITHD devient l'actionnaire de référence dans Rosace, en portant sa part de détention de 8% à 45% ; il devient un actionnaire majeur de Losange, en portant sa part de détention de 10% à 32% ; enfin il conforte sa place d'actionnaire majoritaire dans Fibre 31 en portant sa détention à 75,05%.

Ainsi, Rosace et Losange sont consolidés par mise en équivalence dans les comptes 2021.

Ouverture du capital

AITHD a ouvert son capital à un second actionnaire minoritaire le 30 avril 2021 : Swiss Life Asset Managers (SLAM) a pris une part du capital et s'est engagé, comme UBS AM en 2020, à effectuer d'ici la fin de l'année 2022 des investissements complémentaires afin de poursuivre le développement d'AITHD, totalisant pour SLAM un potentiel total de 460m€.

Par ailleurs, AITHD a également signé une nouvelle tranche de dette mezzanine pour un montant total de 350m€, permettant d'accroître encore la capacité de développement d'AITHD.

Financements de projets

Sur le plan des financements, l'actualité a également été riche en 2021 avec 2 faits majeurs : l'intégration de Dioptic dans Alto et l'extension du financement d'Alto évoquées cf. supra, ainsi que la signature du financement du Jura en juin, pour un total de plus de 72m€.

Ce financement conclu dans d'excellentes conditions pour la société de projet va permettre d'assurer le déploiement du réseau jurassien. Le capital social de 6,2m€, conformément à la convention signée avec le département du Jura, a été apporté par AITHD à la date de signature des instruments de dette.

Déploiement et commercialisation des réseaux

Le déploiement s'est accéléré en 2021, malgré la crise sanitaire (cf. paragraphe ci-après), avec la livraison par Altitude Infra Construction de plus de 763 000 nouvelles prises commercialisables, en particulier sur les réseaux de Rosace, Losange, Fibre 31, Octogone, Aude et Pyrénées Orientales, portant ainsi le nombre total de prises commercialisables à 1 515 000 prises à fin 2021 pour le périmètre historique d'AITHD.

Le rachat des réseaux FttH de Covage permet de porter le parc total de prises commercialisables à 1 986 000 prises à fin 2021.

Par ailleurs, la commercialisation s'est accélérée en 2021 avec notamment la conversion massive des clients des 4 opérateurs nationaux (les OCEN : Orange, Free, SFR et Bouygues Telecom) à la fibre, grâce aux volumes significatifs de prises déployées sur l'ensemble des territoires et à la présence des 4 OCEN sur les réseaux AITHD depuis 2020.

Ainsi, AITHD compte plus de 504 000 nouveaux clients en 2021, dont 164 000 liés à la reprise des réseaux Covage. Ainsi, le parc client fait plus que doubler en croissance organique et triple en incluant Covage par rapport à fin 2020 : il atteint un total de 757 000 clients à fin 2021. Le taux de pénétration (rapport entre le nombre de clients et les prises ouvertes à la commercialisation) passe ainsi de 32% à fin 2020 à plus de 38% à fin 2021.

Impact de la crise sanitaire

La crise de la Covid-19 s'est poursuivie en 2021 dans tout le pays avec le maintien de certaines restrictions, dont un confinement du 9 avril au 9 mai. La stratégie de vaccination généralisée à l'ensemble du territoire dès la fin 2020 a permis de maintenir au maximum les activités de déploiement, d'exploitation et de commercialisation de la DSP.

L'année 2022 devrait voir la fin des restrictions et la reprise d'une activité complètement normale.

LINKT Holding et ses filiales :

La société Linkt poursuit son fort développement avec plus de 20 millions d'euros de prise de commande sur l'exercice 2021.

Linkt s'est vu attribué de nombreux contrats importants dont notamment deux marchés publics télécoms majeurs pour le Pôle Emploi et la CNAF.

Le début de l'exercice 2022 conforte la pertinence de l'offre de Linkt auprès des collectivités publiques avec l'attribution du marché de l'UGAP.

Le chiffre d'affaires progresse de 50% pour atteindre 45 millions d'euros et l'EBITDA de 200% pour atteindre 7,8 millions d'euros. Ceci est en grande partie la conséquence de l'amélioration continue du taux de marge brute.

Le siège administratif de la société s'est installé en septembre dans de nouveaux locaux entièrement rénovés à Mont-Saint-Aignan (76).

Le capital social de Linkt a été porté à 58 millions d'euros par son actionnaire.

Quentin Mazurier, DGD de Linkt depuis la création de l'entreprise, a choisi de s'orienter vers un nouveau projet professionnel après avoir contribué avec succès à la mise en œuvre d'un certain nombre de piliers de l'entreprise.

SOUS GROUPE VILLAS Ginkgos – Bien vivre chez soi :

L'exercice 2021 a été marqué par la gestion impactante de l'épidémie de Covid 19 qui a demandé attention et adaptation de la part des équipes opérationnelles et de direction.

Néanmoins, les taux d'occupation sont restés supérieur à 90% dans l'ensemble des résidences et le chiffre d'affaires se maintient à 5,4 millions d'euros pour un résultat net de 241k€.

Le développement du groupe se poursuit avec la signature de 2 nouveaux Baux en l'Etat Futur d'Achèvement et de très nombreux projets à l'étude.

Les équipes de la société Villas Ginkgos Bien Vivre chez Soi se sont installées à l'été au sein du nouveau siège détenu par Ginkgos Immobilier dans la commune de la Roche-sur-Yon.

ALTEAME (ex-ALTITUDE Lotissement) :

La société ALTEAME a doublé son chiffre d'affaires en 2021 pour atteindre 6.6 millions d'euros avec plus de 100 terrains vendus sur l'exercice.

Avec plus de 140 réservations et la signature de nombreuses promesses de vente pour de futures opérations, la société sécurise également son activité des années à venir.

SOUS GROUPE CAP HORN :

Au cours de l'exercice 2021, les filiales suivantes ont fait l'objet d'une liquidation amiable :

- SCCV Sente des Forrières
- SCCV Mesnil Esnard route de Paris
- SCCV Villa Sellonis

Au cours de l'exercice 2021, les filiales de CAP Horn Promotion ont procédé aux livraisons suivantes :

- SCCV Isneauville Vasco de Gama : un immeuble de bureau à destination de la Chambre de Commerce et d'industrie livré en un temps record ;
- SCCV Deville les Rouen Route de Dieppe : l'intégralité des 45 logements du programme ;
- SCCV Franqueville Saint Pierre la Chaussée : 40 logements sur 92 auprès du bailleur social IBS.

SCCV Rouen palais des Consuls :

En date du 13 janvier 2021, la SCCV Rouen Palais des Consuls a contractualisé la vente de 3 blocs à savoir :

- 42 logements à caractère social auprès du bailleur LOGEO SEINE ;
- 1 hôtel et 1 appart hôtel auprès de CMCIC LEASE ;
- Une résidence Service Senior auprès de Rouen Consuls, filiale de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Normandie.

RESULTATS DE L'ACTIVITE DU GROUPE - PROGRES REALISES OU DIFFICULTES RENCONTREES

Néant

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE D'ARRETE DES COMPTES CONSOLIDES ET LA DATE A LAQUELLE ILS SONT ETABLIS

AIH et ses filiales :

Nouveaux marchés et déploiement commercial

AIC s'est vu confier un marché de travaux dans les Pyrénées Orientales pour un total de 30 000 prises à construire d'ici février 2026.

Contrôle fiscal

Le 11 février 2022, AIH a reçu un avis de vérification de comptabilité de la part des impôts.

Croissance externe

Le 05 mai 2022, Altitude Infra a procédé à l'acquisition de 100% du capital de Phibee Télécom. Phibee Télécom est, sur le territoire français, l'un des principaux grossistes de solution d'accès et d'interconnexion auprès des opérateurs internationaux.

ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DU GROUPE

Certaines filiales ont engagé une politique en matière de recherche et développement sur l'exercice 2021.

EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DE L'ENSEMBLE CONSTITUE PAR LES SOCIETES COMPRISES DANS LA CONSOLIDATION ET PERSPECTIVES D'AVENIR

L'objectif prioritaire du Groupe est, au cours de l'exercice 2022, de poursuivre le développement de ses activités, en fonction des opportunités qui se présenteront.

Nous espérons que les résolutions qui vous sont proposées, recevront votre agrément, et que vous voudrez bien donner quitus de sa gestion au Président, de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

Le Président

DIAGNOSTIC EXPERTISE CONSEIL

7 rue Andreï Sakharov
76130 MONT SAINT AIGNAN
S.A.S au capital de 369 225 €
378 735 823 RCS Rouen
Société de Commissariat aux comptes inscrite
à la Compagnie Régionale de Rouen

CABINET ROBIN COFIDUREC

34 rue de Turbigo
75003 PARIS
S.A.S au capital de 40 000 €
732 038 468 RCS Paris
Société de Commissariat aux comptes inscrite
à la Compagnie Régionale de Paris

SAS ALTITUDE

SAS au Capital de 512 911 Euros

23 rue de l'Arcade

75008 PARIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31/12/2021

SAS ALTITUDE

SAS au Capital de 512 911 Euros

23 rue de l'Arcade

75008 PARIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31/12/2021

Sommaire

- Rapport sur les comptes consolidés

DIAGNOSTIC EXPERTISE CONSEIL

7 rue Andreï Sakharov
76130 MONT SAINT AIGNAN
S.A.S au capital de 369 225 €
378 735 823 RCS Rouen
Société de Commissariat aux comptes inscrite
à la Compagnie Régionale de Rouen

CABINET ROBIN COFIDUREC

34 rue de Turbigo
75003 PARIS
S.A.S au capital de 40 000 €
732 038 468 RCS Paris
Société de Commissariat aux comptes inscrite
à la Compagnie Régionale de Paris

ALTITUDE

23 rue de l'Arcade
75008 PARIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la SAS ALTITUDE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Impact des variations de périmètre de consolidation : le paragraphe 3 « Périmètre de consolidation » de l'annexe expose l'évolution du périmètre de consolidation sur l'exercice 2021. Dans le cadre de notre justification d'appréciation, nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode de détermination du périmètre de consolidation et ses modalités d'application ainsi que des informations fournies dans les notes annexes.

Faits majeurs et écarts d'acquisition : les paragraphes 1 « Faits majeurs de l'exercice » et 11 « Ecart d'acquisition » de l'annexe exposent l'origine, les valeurs, ainsi que le traitement comptable retenu dans le cadre des opérations de croissance externe et de développements du groupe Altitude sur l'exercice 2021. Dans le cadre de notre justification d'appréciation, nous avons examiné les méthodes comptables utilisées, les données et hypothèses retenues, la documentation fournie ainsi que les évaluations qui en résultent. Par ailleurs, nous nous sommes assurés que l'annexe aux états financiers donne une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du le Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la SAS à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la SAS ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Mont-Saint-Aignan et à Paris, le 14 juin 2022

Les Commissaires aux comptes

Robin-Cofidurec, représenté par
Olivier ROBIN, associé

DEC, représenté par
Hervé DOISY, associé

O Robin



ALTITUDE
Comptes consolidés
Exercice clos le 31.12.2021

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2021

En KC :	Notes :	31/12/2021		31/12/2020	
		Valeurs brutes	Amort. Prov.	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Capital souscrit non appelé					
Immobilisations incorporelles	12	764 653	59 543	705 110	79 522
Dont écarts d'acquisition	11	303 847	1 158	302 688	1 366
Immobilisations en concession	13	1 379 958	364 131	1 015 826	172 030
Immobilisations corporelles	14	330 161	36 991	293 170	293 759
Immobilisations financières	15	142 487	3 681	138 806	50 330
Titres mis en équivalence	16	137 594		137 594	
Total Actif Immobilisé		2 754 853	464 347	2 290 506	595 642
Stocks et encours	17.1	77 334	242	77 092	65 363
Clients et comptes rattachés	17.2	212 981	5 344	207 637	92 711
Autres créances et comptes de régularisation	17.3	351 349	2 819	348 530	152 703
Valeurs mobilières de placement	18	26 107	0	26 107	11 265
Disponibilités (*)	18	440 178		440 178	303 255
Total Actif		3 862 801	472 752	3 390 049	1 220 939
Capital	19			513	513
Primes liées au capital				8 734	8 734
Réserves				-33 022	60 974
Subventions				171 613	22 854
Résultat de l'exercice				270 513	34 415
Autres				0	0
Total Capitaux Propres part du groupe				418 351	127 489
Intérêts hors groupe				253 195	14 042
Provisions	20			56 811	7 172
Comptes courants des associés majoritaires				4 010	5 095
Comptes courants des associés minoritaires				55 492	9 217
Emprunts et dettes financières (*)	21			1 707 480	553 861
Fournisseurs et comptes rattachés	17.2			443 625	326 606
Autres dettes et comptes de régularisation	17.3			451 086	177 456
Total Passif				3 390 049	1 220 939
(*)					
		31/12/2021	31/12/2020		
Disponibilités corporate		347 132	255 526		
Disponibilités projet		93 045	47 728		
Total disponibilités		440 178	303 255		
Dette projet sans recours actionnaire		907 413	378 500		
Dette corporate		800 067	175 361		
Total emprunts et dettes financières		1 707 480	553 861		

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2021

<i>En KC :</i>	<i>Notes :</i>	31/12/2021	31/12/2020
Chiffre d'affaires	4	480 640	241 637
Production immobilisée intragroupe	5	220 008	222 610
Autres produits d'exploitation	5	96 387	44 499
Achats consommés		-593 732	-394 335
Charges de personnel	6.2	-90 707	-61 036
Autres charges d'exploitation		-21 843	-4 052
	<i>EBITDA (*)</i>	90 752	49 324
Impôts et taxes		-5 607	-4 647
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	7	-72 879	-25 776
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		12 267	18 902
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	7-11	-49	-49
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		12 218	18 853
Charges et produits financiers	8	-27 000	-6 201
Résultat courant des sociétés intégrées		-14 782	12 652
Charges et produits exceptionnels	9	334 316	43 383
Participation des salariés		-5 363	-3 291
Impôt sur les bénéfices	10	-17 549	-14 766
Résultat net de l'ensemble consolidé		296 621	37 978
Intérêts minoritaires		26 108	3 563
Résultat net (part du groupe)		270 513	34 415
(*)		31/12/2021	31/12/2020
EBITDA Projet		-541	-9 520
EBITDA Corporate		91 293	58 844
Total		90 752	49 324

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2021

<i>En KC :</i>	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net total consolidé	296 621	37 978
Ajustements		
Elim. des amortissements et provisions	43 223	26 347
Elim. de la variation d'impôt différé	-454	64
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	-369 933	-42 838
Total marge brute d'autofinancement	-30 543	21 551
Incidence de la variation du BFR lié à l'activité	59 488	165 684
Flux de trésorerie générés par l'activité	28 945	187 235
Incidence des variations de périmètre	-831 428	45 131
Acquisition d'immobilisations*	-458 126	-332 195
Variation BFR investissement	7 698	6 403
Acompte sur cession d'immobilisations		
Cession d'immobilisations	3 684	536
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-1 278 172	-280 125
Augmentations de capital d'AITHD souscrites par les minoritaires	495 023	
Augmentations (réductions) de comptes courants hors groupe	4 777	1 000
Emission d'emprunts	1 007 008	258 323
Remboursement d'emprunts	-105 485	-43 954
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		
Dividendes payés aux minoritaires		-2 559
Cession (acq.) nette actions propres		
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 401 323	212 810
Incidence de la variation des taux de change		
Incidence des changements de principes comptables		
Variation de trésorerie	152 096	119 920
Trésorerie d'ouverture cf note 18	308 245	188 326
Trésorerie de clôture cf note 18	460 341	308 245
<i>* dont subventions d'investissements</i>	<i>20 460</i>	<i>3 745</i>

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Libellés (K€)	Groupe	Hors Groupe	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2020	127 489	14 042	141 531
Distribution de dividendes			0
Augmentation de capital			
Résultat 2021	270 513	26 108	296 621
Variation de périmètre	13 195	204 707	217 902
Actions propres			0
Variation des subventions d'investissements	7 078	8 412	15 490
Correction partage groupe minoritaires sur subventions d'investissements	73	-73	0
Autres	3		3
Capitaux propres au 31/12/2021	418 351	253 195	671 546

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTES ANNEXES

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2021	2
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2021	3
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2021	4
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	5
1 Faits majeurs de l'exercice	9
2 Principes et méthodes comptables	14
2.1 Règles et méthodes comptables	14
2.2 Entités ad hoc	15
2.3 Bases d'évaluations utilisées pour l'établissement des comptes consolidés	15
2.4 Recours à des estimations	15
2.5 Regroupements d'entreprises	15
2.6 Conversion des créances, dettes, transactions et flux libellés en monnaies étrangères	16
2.7 Immobilisations incorporelles	16
2.8 Délégation de service public	17
2.9 Immobilisations corporelles	19
2.10 Contrats de location	19
2.11 Participations et autres immobilisations financières	19
2.12 Stocks et en-cours	20
2.13 Valeurs mobilières de placement	20
2.14 Créances	20
2.15 Impôt différé	20
2.16 Engagements envers les salariés	22
2.17 Provisions	22
2.18 Fournisseurs et autres créditeurs	22
2.19 Chiffre d'affaires	23
3 Périmètre de consolidation	23
3.1 Sociétés consolidées	23
3.2 Sociétés exclues du périmètre de consolidation	29
4 Chiffre d'affaires	30
5 Autres produits	30
6 Personnel	31
6.1 Effectifs	31
6.2 Charges de personnel	31
7 Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	32
8 Résultat financier	32
9 Résultat exceptionnel	32
10 Impôts sur les résultats	33
10.1 Charge d'impôt	33

10.2	Actifs et Passifs d'impôts différés	34
11	Ecart d'acquisition	34
12	Immobilisations incorporelles nettes.....	35
13	Immobilisations mises en concession	35
14	Immobilisations corporelles nettes	37
15	Immobilisations financières nettes	38
16	Titres mis en équivalence	39
17	Postes de bilan relatifs au besoin en fonds de roulement.....	39
17.1	Stocks et encours	39
17.2	Créances et dettes d'exploitation	39
17.3	Autres créances et autres dettes d'exploitation	39
18	Trésorerie et équivalents de trésorerie	40
19	Capitaux propres consolidés.....	40
20	Provisions	41
21	Emprunts bancaires et passifs financiers.....	41
22	Honoraires des commissaires aux comptes	42
23	Engagements hors bilan	43
24	Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice	50

1 Faits majeurs de l'exercice

SOUS GROUPE ALTITUDE INFRA :

Après une année 2020 particulièrement riche, Altitude Infra a continué sur sa lancée en 2021 en réalisant plusieurs opérations stratégiques d'envergure, tout en renforçant sa croissance organique.

Appels d'offre et contrats de DSP

Acquisition d'un réseau en Alsace

AITHD a conclu les 17 février, 10 mars et 18 mars 2021 un accord avec la communauté de communes du pays de Niederbronn, dans le Bas-Rhin, pour la construction, l'exploitation et la commercialisation de 10 000 prises environ dans le cadre d'un réseau privé (donc sans bien de retour pour la collectivité). Cet accord de développement est une excellente nouvelle sur le plan commercial, car il confirme la très bonne image et le sérieux d'AITHD, qui est actionnaire de Rosace, le délégataire en charge du RIP de l'ancienne région Alsace.

Intégration de Dioptric dans Alto

En 2020, AITHD avait racheté la société Doubs La Fibre, titulaire d'un contrat de régie qui a pris fin le 30 septembre 2021, à une filiale d'Altitude Infra. AITHD avait par la suite gagné le marché d'affermage des 120 000 prises du département, qui est entré en vigueur le 10 janvier 2021 pour une durée de 15 ans.

Dès le 27 mai 2021, Alto a signé avec son pool de prêteurs l'avenant n°3 à sa documentation de financement afin de financer le projet d'affermage du Doubs. A ce titre, les enveloppes de crédit senior et CRFP ont été augmenté de respectivement 40,1M€ et 5,6M€. L'intégration de Dioptric (nom commercial de la société) dans Alto a permis d'optimiser les conditions de financements d'Alto.

Avenants aux contrats existants

Deux avenants aux contrats de DSP ont été signés avec les collectivités et validés en Préfecture en ce début d'année 2021. THD 66 a pu signer un avenant avec le département des Pyrénées-Orientales, prévoyant une extension du périmètre de travaux et la prolongation de la DSP de 3 ans. Manche Fibre, société titulaire du contrat de DSP d'affermage sur le département, a signé avec le syndicat mixte Manche Numérique un avenant clé dans le développement de la DSP qui permet de sécuriser des financements pour la collectivité et qui allonge la durée du contrat de 6 ans.

Gain du marché du Jura

AITHD a signé le 16 février le contrat de DSP affermo-concessive FTTH avec le département du Jura. La société Prisme qui porte le contrat est détenue à 100% par AITHD et prévoit 87,000 prises en concession et 50,000 prises en affermage, sur une durée de 30 ans. Ce marché vient renforcer la présence d'AITHD dans la Région Bourgogne-Franche-Comté où ce sont désormais 4 départements (Côte d'Or, Doubs, Jura, Yonne) qui voient leur réseau déployé, exploité et commercialisé par Altitude Infra et ses filiales.

Croissance externe et développements

Acquisition de 26 réseaux de Covage

Au-delà du marché historique du FttH, l'année 2021 a été marquée par l'extension d'Altitude Infra sur le marché de la fibre pour les Entreprises. En effet, dans le cadre du contrôle des concentrations, la Commission Européenne a conditionné en novembre 2020 le rachat de Covage par XPFibre (anciennement SFR FttH) à la revente de 26 réseaux publics et privés de Covage. Le Groupe Altitude et XP Fibre sont alors entrés en négociations exclusives en avril 2021 et ont réalisé le « closing » de l'opération le 30 septembre 2021.

Altitude Infra a donc acquis 26 réseaux dont 8 réseaux mixtes (qui contiennent une part importante de prises FttH, et qui ont été rachetés par AITHD) et 18 réseaux de fibre entreprise. L'ambition d'Altitude Infra avec cette acquisition est d'étoffer le pôle historique FttH et de renforcer le pôle infrastructure Entreprises, projet initié par l'acquisition du fonds de commerce de Kosc en 2020).

L'acquisition des réseaux de Covage a notamment été financée par des opérations d'ouverture de capital (cf paragraphe ci-dessous), par une dette sénior levée auprès d'un pool de banques françaises et internationales, ainsi que par un emprunt obligataire.

Ainsi, grâce à cette opération, Altitude Infra devient le premier opérateur indépendant d'infrastructure de France, et le premier acteur de la zone RIP, avec un total de 5 millions de prises.

Conformément au règlement CRC 2020-01, le Groupe dispose d'un délai se terminant à la clôture du premier exercice ouvert postérieurement à celui de l'acquisition pour procéder à l'évaluation à la juste valeur des actifs identifiables acquis et passifs assumés.

Les montants communiqués au 31 décembre 2021 ci-dessous peuvent donc être sujets à modification au cours de l'exercice 2022.

Un écart d'acquisition de 191,5 millions d'euros a été comptabilisé à la date d'acquisition, après allocation du prix d'acquisition aux actifs identifiables acquis et aux passifs assumés (cf note 11).

(en millions d'euros)	A la date d'acquisition
Coût d'acquisition des titres (a)	459,3
Actif net comptable acquis	-5,1
Effet de l'évaluation à la juste valeur :	
- Relations clients	87,6
- Contrats de concessions	173,0
- Marque	12,3
Actif net réévalué (b)	267,8
Ecart d'acquisition (a)-(b)	191,5

Les justes valeurs ont été évaluées selon la méthode des surprofits (excess profit) pour les relations clients et selon la méthode des Discounted Cash Flow pour les contrats de concessions. L'écart d'acquisition correspond essentiellement à l'acquisition de clients futurs.

Acquisition des participations dans Rosace, Losange et Fibre 31 auprès du fonds Marguerite et d' AISAS

En décembre 2021, AITHD a procédé au rachat de titres de la société de projet Rosace détenus par une autre filiale du groupe et au rachat des titres détenus par le fonds d'investissements Marguerite dans les sociétés Rosace, Losange et Fibre 31.

Par ces opérations, AITHD devient l'actionnaire de référence dans Rosace, en portant sa part de détention de 8% à 45% ; il devient un actionnaire majeur de Losange, en portant sa part de détention de 10% à 32% ; enfin il conforte sa place d'actionnaire majoritaire dans Fibre 31 en portant sa détention à 75,05%.

Ainsi, Rosace et Losange sont consolidés par mise en équivalence dans les comptes 2021.

Conformément au règlement CRC 2020-01, le Groupe dispose d'un délai se terminant à la clôture du premier exercice ouvert postérieurement à celui de l'acquisition pour procéder à l'évaluation à la juste valeur des actifs identifiables acquis et passifs assumés de Rosace et Losange. Ces travaux ne sont pas encore finalisés au 31 décembre 2021 (cf note 11).

Ouverture du capital

AITHD a ouvert son capital à un second actionnaire minoritaire le 30 avril 2021 : Swiss Life Asset Managers (SLAM) a pris une part du capital et s'est engagé, comme UBS AM en 2020, à effectuer d'ici la fin de l'année 2022 des investissements complémentaires afin de poursuivre le développement d'AITHD, totalisant pour SLAM un potentiel total de 460m€.

Par ailleurs, AITHD a également signé une nouvelle tranche de dette mezzanine pour un montant total de 350m€, permettant d'accroître encore la capacité de développement d'AITHD.

Financements de projets

Sur le plan des financements, l'actualité a également été riche en 2021 avec 2 faits majeurs : l'intégration de Dioptric dans Alto et l'extension du financement d'Alto évoquées cf. supra, ainsi que la signature du financement du Jura en juin, pour un total de plus de 72m€.

Ce financement conclu dans d'excellentes conditions pour la société de projet va permettre d'assurer le déploiement du réseau jurassien. Le capital social de 6,2m€, conformément à la convention signée avec le département du Jura, a été apporté par AITHD à la date de signature des instruments de dette.

Déploiement et commercialisation des réseaux

Le déploiement s'est accéléré en 2021, malgré la crise sanitaire (cf. paragraphe ci-après), avec la livraison par Altitude Infra Construction de plus de 763 000 nouvelles prises commercialisables, en particulier sur les réseaux de Rosace, Losange, Fibre 31, Octogone, Aude et Pyrénées Orientales, portant ainsi le nombre total de prises commercialisables à 1 515 000 prises à fin 2021 pour le périmètre historique d'AITHD.

Le rachat des réseaux FttH de Covage permet de porter le parc total de prises commercialisables à 1 986 000 prises à fin 2021.

Par ailleurs, la commercialisation s'est accélérée en 2021 avec notamment la conversion massive des clients des 4 opérateurs nationaux (les OCEN : Orange, Free, SFR et Bouygues Telecom) à la fibre, grâce aux volumes significatifs de prises déployées sur l'ensemble des territoires et à la présence des 4 OCEN sur les réseaux AITHD depuis 2020.

Ainsi, AITHD compte plus de 504 000 nouveaux clients en 2021, dont 164 000 liés à la reprise des réseaux Covage. Ainsi, le parc client fait plus que doubler en croissance organique et triple en incluant Covage par rapport à fin 2020 : il atteint un total de 757 000 clients à fin 2021. Le taux de pénétration (rapport entre le nombre de clients et les prises ouvertes à la commercialisation) passe ainsi de 32% à fin 2020 à plus de 38% à fin 2021.

Impact de la crise sanitaire

La crise de la Covid-19 s'est poursuivie en 2021 dans tout le pays avec le maintien de certaines restrictions, dont un confinement du 9 avril au 9 mai. La stratégie de vaccination généralisée à l'ensemble du territoire dès la fin 2020 a permis de maintenir au maximum les activités de déploiement, d'exploitation et de commercialisation de la DSP.

L'année 2022 devrait voir la fin des restrictions et la reprise d'une activité complètement normale.

LINKT Holding et ses filiales :

La société Linkt poursuit son fort développement avec plus de 20 millions d'euros de prise de commande sur l'exercice 2021.

Linkt s'est vu attribué de nombreux contrats importants dont notamment deux marchés publics télécoms majeurs pour le Pôle Emploi et la CNAF.

Le début de l'exercice 2022 conforte la pertinence de l'offre de Linkt auprès des collectivités publiques avec l'attribution du marché de l'UGAP.

Le chiffre d'affaires progresse de 50% pour atteindre 45 millions d'euros et l'EBITDA de 200% pour atteindre 7,8 millions d'euros. Ceci est en grande partie la conséquence de l'amélioration continue du taux de marge brute.

Le siège administratif de la société s'est installé en septembre dans de nouveaux locaux entièrement rénovés à Mont-Saint-Aignan (76).

Le capital social de Linkt a été porté à 58 millions d'euros par son actionnaire.

Quentin Mazurier, DGD de Linkt depuis la création de l'entreprise, a choisi de s'orienter vers un nouveau projet professionnel après avoir contribué avec succès à la mise en œuvre d'un certain nombre de piliers de l'entreprise.

SOUS GROUPE VILLAS Ginkgos – Bien vivre chez soi :

L'exercice 2021 a été marqué par la gestion impactante de l'épidémie de Covid 19 qui a demandé attention et adaptation de la part des équipes opérationnelles et de direction.

Néanmoins, les taux d'occupation sont restés supérieur à 90% dans l'ensemble des résidences et le chiffre d'affaires se maintient à 5,4 millions d'euros pour un résultat net de 241k€.

Le développement du groupe se poursuit avec la signature de 2 nouveaux Baux en l'Etat Futur d'Achèvement et de très nombreux projets à l'étude.

Les équipes de la société Villas Ginkgos Bien Vivre chez Soi se sont installées à l'été au sein du nouveau siège détenu par Ginkgos Immobilier dans la commune de la Roche-sur-Yon.

ALTEAME (ex-ALTITUDE Lotissement) :

La société ALTEAME a doublé son chiffre d'affaires en 2021 pour atteindre 6.6 millions d'euros avec plus de 100 terrains vendus sur l'exercice.

Avec plus de 140 réservations et la signature de nombreuses promesses de vente pour de futures opérations, la société sécurise également son activité des années à venir.

SOUS GROUPE CAP HORN :

Au cours de l'exercice 2021, les filiales suivantes ont fait l'objet d'une liquidation amiable :

- SCCV Sente des Forrières
- SCCV Mesnil Esnard route de Paris
- SCCV Villa Sellonis

Au cours de l'exercice 2021, les filiales de CAP Horn Promotion ont procédé aux livraisons suivantes :

- SCCV Isneauville Vasco de Gama : un immeuble de bureau à destination de la Chambre de Commerce et d'industrie livré en un temps record ;
- SCCV Deville les Rouen Route de Dieppe : l'intégralité des 45 logements du programme ;
- SCCV Franqueville Saint Pierre la Chaussée : 40 logements sur 92 auprès du bailleur social IBS.

SCCV Rouen palais des Consuls :

En date du 13 janvier 2021, la SCCV Rouen Palais des Consuls a contractualisé la vente de 3 blocs à savoir :

- 42 logements à caractère social auprès du bailleur LOGEO SEINE ;
- 1 hôtel et 1 appart hôtel auprès de CMCIC LEASE ;
- Une résidence Service Sénior auprès de Rouen Consuls, filiale de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Normandie.

2 Principes et méthodes comptables

2.1 Règles et méthodes comptables

Les comptes consolidés de la société Altitude SAS, ci-après le « Groupe » sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en France, telles que définies par le règlement 2020-01 de l'ANC du 06/03/20.

Ils ont été établis à partir des comptes de la société Altitude SAS et de ses filiales arrêtés au 31 décembre 2021 pour une période de 12 mois, sauf pour les sociétés acquises ou constituées sur l'exercice 2021.

Les principes de consolidation utilisés par le groupe sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable.

Les filiales dont la société Altitude SAS détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote ont été consolidées en intégration globale.

Les intérêts minoritaires négatifs des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation ont été reclassés, conformément au règlement 2020-01 de l'ANC du 06/03/20, dans les capitaux propres part du groupe. Si, ultérieurement, l'entreprise consolidée réalise des bénéfices, les intérêts majoritaires sont alors crédités de tous ces profits jusqu'à ce que la partie des pertes imputables aux intérêts minoritaires que le groupe avait assumé ait été totalement éliminée.

A ce titre, les pertes nettes revenant aux minoritaires du sous-groupe LINKT, soit -1 727K€ pour 2021 ont été imputées sur le résultat revenant au groupe.

Au 31 décembre 2021, le cumul de l'excédent des résultats déficitaires revenant aux minoritaires du sous-groupe Linkt et imputés sur les résultats revenant au groupe s'élève à - 5 600K€.

Le groupe ne supporte à ce jour plus aucune perte imputable aux intérêts minoritaires sur le sous-groupe AIH.

Il a été décidé de comptabiliser les subventions d'investissements en capitaux propres. En effet, les sociétés exploitant les délégations de service public bénéficient de subventions, définitivement acquises à la date d'octroi des subventions.

Les subventions d'investissements rattachées aux immobilisations amortissables sont reprises en résultat d'exploitation au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles permettent de financer.

Les comptes courants des associés minoritaires de la Caisse des dépôts et Consignations dans la société Alto ainsi que d'UBS AM et SLAM dans la société AITHD sont bloqués dans le cadre des financements levés sur ces entités, et sont comptabilisés en comptes courants des associés minoritaires bloqués.

Le remboursement du principal pourra commencer, pour Alto, à partir du remboursement intégral du CRFP (soit à partir de mars 2023) et, pour AITHD, à partir du remboursement intégral de la dette mezzanine (soit au plus tard à compter de novembre 2027).

2.2 Entités ad hoc

Les entités au sein desquelles :

- (i) La société ALTITUDE SAS exerce directement ou indirectement un contrôle en substance
- (ii) La société ALTITUDE SAS bénéficie des avantages de l'entité

Sont réputées être contrôlées exclusivement par la société mère et, à ce titre, sont intégrées globalement.

2.3 Bases d'évaluations utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon la convention du coût historique.

2.4 Recours à des estimations

Pour établir ses comptes la direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction du Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figureront dans ses futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la direction du Groupe portent notamment sur l'évolution des engagements envers les salariés (2.16), les immobilisations incorporelles (2.7), les provisions (2.17) et les impôts différés (2.15).

2.5 Regroupements d'entreprises

La différence entre le coût d'acquisition des titres et la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. Les biens destinés à l'exploitation sont évalués à la valeur d'utilité. Les biens non destinés à l'exploitation sont estimés à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur nette probable de réalisation.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif du bilan et peuvent faire l'objet d'un amortissement linéaire pour une durée qui dépend des conditions propres à chaque acquisition. Le détail de ces écarts d'acquisition est présenté au paragraphe 11.

Par ailleurs, en application du règlement ANC 2015-06, il a été décidé de maintenir le plan d'amortissement antérieur pour tous les écarts d'acquisition.

2.6 Conversion des créances, dettes, transactions et flux libellés en monnaies étrangères

Les créances et dettes libellées en devises, dans un premier temps sont converties sur la base des cours de change effectifs au moment des transactions. Ils sont ensuite réévalués en fonction des taux en vigueur à la date de clôture. Les différences de change résultant de cette réévaluation sont constatées au compte de résultat. Les transactions en devises, quant à elles, restent converties aux taux en vigueur à la date de leur réalisation. Il en va de même des flux de trésorerie.

2.7 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et correspondent pour l'essentiel à :

- Des concessions, brevets et droits similaires qui font l'objet d'un amortissement en fonction de leur durée d'exploitation lorsqu'elle est connue ;
- Des relations clients reconnues dans le cadre de la démarche d'identification et de valorisation des actifs et passifs acquis lors de l'acquisition des réseaux de Covage, amorties sur une durée de 27 ans (durée calculée en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus par l'élément d'actif) ;
- Des logiciels amortis linéairement sur une durée de 12 mois ;
- Des fonds de commerce ;
- Des frais d'établissement : ces frais sont composés de frais d'enregistrement et ont été maintenus en immobilisations incorporelles.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de perte de valeur une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. L'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif).
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, sont intervenus au cours de l'exercice ou surviendront dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu.
- Les taux d'intérêt du marché ou autres taux de rendement du marché ont augmenté significativement durant l'exercice et il est probable que ces augmentations diminuent de façon significative les valeurs vénale et/ou d'usage de l'actif.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement.
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif.
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions.
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour les immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société. Elle résulte de comparaison entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur vénale correspond au montant qui pourrait être obtenu, à la date de la clôture, de la vente de l'actif, lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, nette de coûts de sortie.

La valeur d'usage correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie. La société considère que la valeur d'usage correspond aux flux nets de trésorerie attendus non actualisés. Ces derniers sont déterminés sur la base des données budgétaires validées par la direction opérationnelle concernée.

Dans la mesure où la valeur nette comptable est inférieure à la valeur actuelle, une provision pour dépréciation est comptabilisée. Les provisions correspondant aux pertes pérennes de valeur sont irréversibles.

2.8 Délégation de service public

Différentes filiales sous contrôle exclusif sont titulaires de contrats de délégation de service public (DSP) portant sur le déploiement, l'activation et l'exploitation de réseaux départementaux très haut débit.

Ces contrats de délégation de service public font l'objet :

- D'investissements initiaux permettant l'implantation et le déploiement d'une infrastructure très haut débit. Ces investissements font l'objet d'un amortissement tel que prévu au contrat de délégation de service public ou à défaut sur la durée d'exploitation du contrat de délégation de service public.
- D'investissements pendant l'exécution du contrat de DSP. Ces investissements résultent d'une obligation contractuelle prévue dans le contrat de délégation de service public. Ils ont pour objectif de garantir la qualité du service assuré par le fermier.
- Ces investissements constituent des biens de retour qui reviennent en fin de contrat de DSP à la collectivité gratuitement pour les biens amortis et moyennant versement d'une indemnité pour les biens non amortis (correspondant à la valeur nette comptable déduction faite de la part de subvention d'investissement non reprise au compte de résultat). Le montant de ces investissements pourra évoluer, notamment à la baisse, en fonction de l'évolution du plan d'affaire de chaque contrat et sous réserve du respect de l'équilibre économique de la délégation.
- Du versement par la collectivité d'une subvention d'investissement initiale destinée à financer une quote-part de l'infrastructure. Cette subvention est reprise en résultat au même rythme que l'amortissement des investissements financés par cette subvention.

Les durées contractuelles des DSP concessives, en régie ou en affermage sont les suivantes :

○ Net Grand Rodez :	16 ans
○ THD83 :	20 ans
○ Vannes Agglo :	25 ans
○ Résoptic :	25 ans
○ Manche Fibre :	20 ans
○ Menippe :	15 ans
○ THD06 :	15 ans
○ Emeraude THD :	15 ans
○ THD 66 :	15 ans
○ Fibre 31 :	25 ans
○ Octogone Fibre :	30 ans
○ Yconik :	30 ans
○ Fibre 39 :	30 ans
○ Losange :	35 ans
○ Rosace :	30 ans
○ Arras Networks :	18 ans
○ Caen.com :	20 ans
○ Clermont Communauté Networks :	20 ans
○ Covage Calvados :	30 ans
○ Covage Côte Fleurie :	30 ans
○ Covage Haute Savoie :	22 ans
○ Covage Nancy :	20 ans
○ Covage Somme :	17 ans
○ Coval Networks :	20 ans
○ Creusot Monceau Networks :	16 ans
○ Dunkerque Grand Littoral :	22 ans
○ Grand Chalon Networks :	16 ans
○ Seine Essonne Très Haut Débit :	28 ans
○ Sem@for77 :	25 ans
○ Solstice Grand Angoulême :	25 ans
○ Tutor Europ Essonne :	25 ans
○ Grand Lyon THD :	25 ans
○ Nantes Networks :	25 ans
○ Seine Estuaire :	9 ans
○ Grand Poitiers :	20 ans
○ Min THD :	7 ans
○ Sequantic :	20 ans
○ 3CNET :	20 ans
○ Hérault Télécom :	12 ans

2.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Constructions :	20 à 25 ans
- Agencements des constructions :	6 à 25 ans
- Installations techniques :	6 à 15 ans
- Matériel informatique :	3 ans
- Mobilier de bureau :	8 ans
- Matériel de transport :	4 ans

2.10 Contrats de location

2.10.1 Location-financement

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Les critères d'appréciation de ces contrats sont fondés notamment sur :

- Le rapport entre la durée de location des actifs et leur durée de vie.
- Le total des paiements futurs rapporté à la juste valeur de l'actif financé.
- L'existence d'un transfert de propriété à l'issue du contrat de location.
- L'existence d'une option d'achat favorable.
- La nature spécifique de l'actif loué.

Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilisation ou, lorsqu'elle est plus courte, sur la durée du contrat de location correspondant. Aucun contrat de ce type n'a été contracté.

2.10.2 Location simple

Les contrats de location ne possédant pas les caractéristiques d'un contrat de location-financement sont enregistrés comme des contrats de location opérationnelle, et seuls les loyers sont enregistrés en résultat.

2.11 Participations et autres immobilisations financières

Les participations non consolidées et les créances rattachées peuvent faire l'objet d'une dépréciation si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable.

2.12 Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués selon la méthode FIFO.

Une éventuelle provision pour dépréciation est constituée pour couvrir tout excédent de la valeur comptable par rapport à la valeur nette de réalisation ou en l'absence de perspective d'utilisation.

En ce qui concerne les opérations à long terme de promotion immobilière, c'est la méthode de l'achèvement qui est retenue.

Par ailleurs, les coûts de commercialisation directement imputables ainsi que les charges financières sont incorporés dans le prix de revient des actifs stockés.

2.13 Valeurs mobilières de placement

Les VMP sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.14 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Des provisions pour dépréciation sont constituées lorsque la valeur d'inventaire calculée en fonction des perspectives de remboursement est inférieure à la valeur comptable.

2.15 Impôt différé

Des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs, et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable.

Les différences sont temporaires lorsqu'elles doivent s'inverser dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé, généré par des pertes fiscales, est comptabilisé dès lors qu'il existe des éléments probants et convaincants qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible. Au 31 décembre 2021, les déficits fiscaux du groupe fiscal et des autres sociétés du groupe n'ont pas été activés.

Les impôts différés ont été retenus sur une base nette par entité fiscale.

Au 31 décembre 2021, les impôts différés sont calculés au taux de 25%.

Périmètre d'intégration fiscale AIH :

Au 1^{er} janvier 2009, un périmètre d'intégration fiscale au sein du groupe a été créé avec pour société mère, la société Altitude Infrastructure Holding.

Au 31 décembre 2020, ce périmètre d'intégration fiscale comprenait les sociétés Altitude Infrastructure Exploitation, Altitude Infrastructure, Altitude Infrastructure Construction, Net Grand Rodez, Eureka, Ordos, Halié.

Sur l'exercice 2021, les sociétés créées en 2020 Auxo, Dicé, Leto, Gelos et Ouréa ont rejoint le périmètre d'intégration fiscale d'AIH.

Périmètre d'intégration fiscale ALTO :

Au 1^{er} janvier 2018, un second périmètre d'intégration fiscale a été créé au sein du sous-groupe AIH avec pour société mère la société ALTO.

Au 31 décembre 2020, ce périmètre d'intégration fiscale intégrait les sociétés Manche Fibre, Provence Alpes Connect, THD 06, THD 83, Vannes Agglo Numérique et Résoptic.

Il n'y a pas eu de modification de ce périmètre sur l'année 2021.

Périmètre d'intégration fiscale AITHD :

Au 1^{er} janvier 2021, un troisième périmètre d'intégration fiscale a été créé au sein du sous-groupe AIH avec pour société mère la société AITHD.

Au 31 décembre 2021, ce périmètre d'intégration fiscale intégrait les sociétés Doubs La Fibre, Octogone Fibre, Fibre 39, Yconik, Erato, Sobo, Bara, Fuji, La Fibre 85, Fibre 21, Fibre 40, Salmacis et Niederbronn THD.

Périmètre d'intégration fiscale Tutor Investissement :

À la suite de l'entrée dans le périmètre de consolidation des entités Covage, un nouveau périmètre d'intégration fiscale a été intégré, ayant pour société mère la société Tutor Investissement. Au 31 décembre 2021, ce périmètre d'intégration fiscale intégrait la société Tutor Calvados.

Contrôles fiscaux :

Au 31 décembre 2021, il n'y a pas de vérification de comptabilité en cours sur les entités du groupe et tous les litiges ou discussions en cours avec l'administration fiscale ont été levés.

2.16 Engagements envers les salariés

Les salariés du Groupe peuvent percevoir des indemnités lors de leur départ à la retraite.

Les engagements correspondants sont pris en charge en fonction des droits acquis par les bénéficiaires sous forme :

- Soit de versements de cotisations à des organismes indépendants (compagnies d'assurances) chargés d'effectuer le paiement de ces pensions ou indemnités ;
- Soit de provisions.

Pour les régimes à prestations définies, les charges de retraite sont déterminées selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Le calcul actuariel de la provision pour engagements de retraite prend en compte :

- La probabilité de présence dans l'entreprise du participant jusqu'à l'âge du versement de la prestation (âge de départ en retraite retenu de 65 ans) :
 - Nous avons utilisé les tables de mortalités de l'Insee pour prendre en compte les hypothèses de décès
 - Nous avons utilisé des taux de turnover spécifiques à chaque société et à trois classes d'âge différentes pour prendre en compte les hypothèses de départ du Groupe
- L'actualisation de la prestation à la date de l'évaluation, basée sur le taux du marché correspondant aux taux de rendement des obligations d'entreprises de première catégorie, soit un taux de 0,98%.

2.17 Provisions

Des provisions sont constituées lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'il devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Compte tenu du fait qu'il existe un risque élevé, l'année suivant la livraison d'un programme immobilier, d'effectuer des travaux complémentaires, les coûts de revient des programmes tiennent compte, le cas échéant, d'une provision SAV (service après-vente).

2.18 Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évalués à leur valeur nominale.

2.19 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que tous les critères suivants sont remplis :

- La preuve de l'existence d'un accord entre les parties peut être apportée ;
- La livraison du bien a eu lieu ou la prestation a été effectuée ;
- Le prix est fixe ou déterminable.

Le chiffre d'affaires généré par les ventes de produits est reconnu lors du transfert au client des risques et des avantages liés à la propriété.

Les revenus provenant du déploiement d'infrastructures et ou de réseaux haut débit et très haut débit sont constatés au fur et à mesure de l'avancement des installations.

3 Périmètre de consolidation

3.1 Sociétés consolidées

Le tableau ci-après fournit, pour les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation des exercices présentés, les renseignements suivants :

- Le pays dans lequel elles sont constituées ;
- Le lieu de leur siège social ;
- Les pourcentages de contrôle et d'intérêt propres à chacune (différents lorsque la participation détenue par le Groupe est indirecte et fait intervenir des sociétés que celle-ci ne contrôle pas à 100%).

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
Sociétés intégrées							
ALTITUDE	France	379617822	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
A.EVENTS	France	829379759	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
ALCALA	France	513079426	Mont St Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
ALTITUDE GESTION IMMOBILIERE	France	84325683	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
ALTEAME	France	509671012	Paris (75)	90%	90%	90%	90%
IFE 1	France	878886522	Mont Saint Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
IFE 2	France	878886555	Mont Saint Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
IFE 3	France	878886563	Mont Saint Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE HOLDING	France	431958313	Paris la Défense (92)	82,46%	82,46%	82,46%	82,46%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE	France	403112667	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE CONSTRUCTION	France	509601282	Paris la Défense (92)	100%	82,46%	100%	82,46%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE EXPLOITATION	France	509662052	Paris la Défense (92)	100%	82,46%	100%	82,46%
AI THD	France	809822935	Paris la Défense (92)	55,23%	45,54%	94,29%	77,75%
ALTO	France	819087032	Val de Reuil (27)	68,52%	31,21%	68%	52.89%
ARRAS NETWORKS	France	479033789	Sèvres (92)	70%	34,47%		
ATTIS	France	431958313	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
AUXO	France	894565431	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
AZALEE	France	509649745	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
BARA	France	834247124	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
BURI	France	905251633	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
CAEN.COM	France	478688039	Sèvres (92)	75%	36,93%		
CECIAS	France	905199766	Val de Reuil (27)	100%	45,54%		
CLERMONT COMMUNAUTE NETWORKS	France	491352324	Sèvres (92)	70%	34,47%		
COVAGE CALVADOS	France	538581448	Colombelles (14)	100%	49,24%		
COVAGE COTE FLEURIE	France	527512081	Colombelles (14)	100%	49,24%		
COVAGE HAUTE SAVOIE	France	798626750	Annecy (74)	100%	49,24%		
COVAGE NANCY	France	498710193	Nancy (54)	100%	49,24%		
COVAGE SOMME	France	807897608	Sèvres (92)	100%	49,24%		
COVAL NETWORKS	France	491927554	Sèvres (92)	70%	34,47%		

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
CREUSOT MONCEAU NETWORKS	France	478354202	Sèvres (92)	70%	34,47%		
DICE	France	894566090	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
DOUBS LA FIBRE	France	797446283	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
DUNKERQUE GRAND LITTORAL NETWORKS	France	508791639	Sèvres (92)	75%	36,93%		
EMERAUDE THD	France	829012731	Carcassonne (11)	100%	31,21%	100%	52,89%
ERATO	France	824388383	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
EUREK@	France	805053451	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
FIBREA	France	789341427	Sèvres (92)	100%	82,46%		
FIBRE 21	France	831500038	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
FIBRE 31	France	824290969	Val de Reuil (27)	75,05%	34,18%	50,10%	38,95%
FIBRE 39 (PRISME)	France	822949459	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
FIBRE 40	France	845170604	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
FUJI	France	827720137	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
GARM	France	908478670	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
GELOS	France	894566785	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
GERI	France	905251112	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
GIE FIBR'ALSACE	France	819253568	St Etienne du Grès (13)	50%	41,23%	50%	41,23%
GIE FIBRE 31 DEPLOIEMENT	France	839835915	Val de Reuil (27)	70%	57,72%	70%	57,72%
GLAUCOS	France	90598792	Val de Reuil (27)	100%	45,54%		
GRAND CHALON NETWORKS	France	484775481	Sèvres (92)	70%	34,47%		
GRAND LYON THD	France	813716941	Lyon (69)	100%	82,46%		
GRAND POITIERS NETWORKS	France	750217515	Sèvres (92)	100%	82,46%		
HALIE (KOSC)	France	845175652	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
HEL	France	908480056	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
HERAULT PARTICIPATIONS	France	500480322	Sèvres (92)	81%	66,79%		
HERAULT TELECOM	France	501304299	Saint-Aunes (34)	100%	66,79%		
HESTIA	France	894567221	Val de Reuil (27)	100%	49,23%	100%	82,46%
LA FIBRE 85	France	831500467	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
LETO	France	894568252	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
LOSANGE	France	830959771	Champigny (51)	31,9%	14,53%		
LOSANGE DEPLOIEMENT	France	831205372	Saint Etienne du Grès (13)	50%	41,23%	50%	41,23%
LOSANGE EXPLOITATION	France	831268156	Val de Reuil (27)	50%	41,23%	50%	41,23%
MAGNI	France	908480494	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
MANCHE FIBRE	France	814791554	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	52,89%
MENIPPE (DIOPTIC)	France	845195619	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	77,75%
MIMIR	France	908480783	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
MIN THD	France	811792852	Sèvres (92)	100%	82,46%		
MODI	France	905250015	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
MUNIN	France	905203089	Val de Reuil (27)	100%	45,54%		
NANTES NETWORKS	France	538892621	Sèvres (92)	100%	82,46%		
NET 48	France	519272520	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
NET 55	France	503746299	Bar Le Duc (55)	100%	82,46%	100%	82,46%
NET GRAND RODEZ	France	500048343	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
NIEDERBRONN THD (ex OENOE)	France	845177625	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
OCTOGONE FIBRE	France	822189866	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
ORDOS SAS	France	834247058	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
OUREA	France	894568724	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
PACT	France	818009748	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	52,89%
PERSES	France	905249124	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
RESOPTIC	France	532745313	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	52,89%
ROSACE	France	818463630	Entzheim (67)	45%	20,50%		
ROSACE EXPLOITATION (ex ERBIUM)	France	819099169	Val de Reuil (27)	50%	41,23%	50%	41,23%
THD 06	France	820552065	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	52,89%
THD 66	France	829010255	Perpignan (66)	100%	31,21%	100%	52,89%
THD 83	France	519238166	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	52,89%
TUTOR	France	439748013	Sèvres (92)	100%	49,24%		

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
TUTOR EUROPE ESSONNE	France	538613829	Sèvres (92)	100%	49,24%		
TUTOR INVESTISSEMENT	France	798114229	Sèvres (92)	100%	49,24%		
SALMACIS	France	845179506	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
SEINE ESSONNE TRES HAUT DEBIT	France	751310749	Sèvres (92)	100%	49,24%		
SEINE ESTUAIRE NETWORKS	France	753422336	Sèvres (92)	100%	82,46%		
SEM@FOR 77	France	492990262	Sèvres (92)	80%	39,39%		
SEQUANTIC TELECOM	France	505271619	Sèvres (92)	100%	82,46%		
SIGURD	France	908481062	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
SOBO	France	824603013	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
SOLSTICE GRAND ANGOULEME	France	493589113	Sèvres (92)	75%	36,93%		
VALI	France	905197232	Val de Reuil (27)	100%	45,54%		
VANNES AGGLO NUMERIQUE	France	790362057	Val de Reuil (27)	100%	31,21%	100%	52,89%
VIDAR	France	905247987	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
YCONIK	France	822949459	Val de Reuil (27)	100%	45,54%	100%	77,75%
YMIR	France	905247300	Val de Reuil (27)	100%	82,46%		
3CNET	France	449509082	Sèvres (92)	100%	82,46%		
CAP HORN PROMOTION	France	495163222	Isneauville (76)	75%	75%	75%	75%
ALTITUDE SENIOR	France	790258693	Paris (75)	100%	75%	100%	75%
CAP HORN PARTICIPATION	France	501071542	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
CAP HORN IMMOBILIER	France	814485170	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
BOIS GUILLAUME PARC DE HALLEY	France	810432757	Caen (14)	50%	37,5%	50%	37,5%
BOIS GUILLAUME RTE DE NEUFCHATEL	France	794136044	Isneauville (76)	83,60%	62,70%	83,60%	62,70%
BOIS GUILLAUME RUE VITTECOQ	France	828348458	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
BOIS GUILLAUME RUE GIROT	France	850206129	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
DEVILLE LES ROUEN AVENUE CARNOT	France	877975532	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
DEVILLE LES ROUEN RTE DE DIEPPE	France	837896273	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
FRANQUEVILLE ST PIERRE LA CHAUSSEE	France	824612825	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
FRANQUEVILLE ST PIERRE RTE DE PARIS	France	841691405	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
FRANQUEVILLE ST PIERRE RUE REPUBLIQUE	France	841691348	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
ISNEAUVILLE PLAINE DE LA RONCE	France	824405773	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ISNEAUVILLE RTE DE NEUFCHATEL	France	808515498	Mont St Aignan (76)	100%	75%	100%	75%
ISNEAUVILLE VASCO GAMA	France	841659840	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MESNIL ESNARD ROUTE DE PARIS	France	824073498	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
MESNIL ESNARD RUE PASTEUR	France	824260251	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MSA AUGUSTE BORGNET	France	791771314	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MSA CHEMIN DE CLERES	France	525165700	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MSA RTE HOUPEVILLE	France	837833714	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
RENELLE	France	529791311	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ROUEN PALAIS DES CONSULS	France	832139026	Isneauville (76)	75%	56,25%	75%	56,25%
ROUEN RUE DE LA MARE DU PARC	France	850206020	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ROUEN RUE GENERAL LECLERC	France	835203688	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
SELLONIS	France	533319539	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
SENTE DES FORRIERES	France	502756265	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
ST LEGER DU BOURG DENIS	France	831612833	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
LINKT	France	815109467	Puteaux (92)	100%	87,95%	100%	87,95%
LINKT HOLDING	France	824056725	Paris (75)	87,95%	87,95%	87,95%	87,95%
LINKT PRESTATIONS	France	831478375	Mont Saint Aignan (76)	0%	0%	100%	87,95%
Projet 3.1	France	832839229	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
Projet 3.2	France	832839286	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
Projet 3.3	France	844332569	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
VILLA GINKGOS - BVCS	France	529461923	La Roche sur Yon (85)	58.42%	58.42%	58.42%	58.42%
VILLA GINKGOS - BELLES RIVES	France	819969882	Les Sables d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - BONNE FONTAINE	France	809380520	Challans (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - GINKGOS IMMO	France	804166635	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - L'ALBIZIA	France	907939052	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%		
VILLA GINKGOS - LE CLOS ST JEAN	France	792720294	Saint Jean de Monts (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LE ROMARIN	France	907939102	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%		

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
VILLA GINKGOS - LES ALISIERS	France	791122583	Les Sables d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LES AMANDIERS	France	833354681	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LE BILOBA	France	844259846	La Roche sur Yon (85)	100%	58,42%	100%	58,42%
VILLA GINKGOS - LES DEMEURES YONNAISES	France	829982834	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LES DEMEURES ROUENNAISES	France	832113328	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LES FIGUIERS	France	879781128	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LES LAURIERS	France	879750925	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LES OLIVIERS	France	879781177	La Roche sur Yon (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS - LE PARC	France	844403840	La Roche sur Yon (85)	100%	58,42%	100%	58,42%

Les filiales du groupe sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle (ERBIUM, GIE FIBR'ALSACE, LOSANGE DEPLOIEMENT, LOSANGE EXPLOITATION et BOIS GUILLAUME PARC DE HALLEY), de la mise en équivalence (LOSANGE ET ROSACE) ou de l'intégration globale.

3.2 Sociétés exclues du périmètre de consolidation

Les sociétés non consolidées sont :

- soit des coquilles vides en attente d'utilisation,
- soit des sociétés contrôlées non matérielles et dont la nature de l'activité est différente des 3 secteurs d'activités principaux du groupe (télécom, immobilier à valeur ajoutée, résidences sénior),
- soit des sociétés ayant cessé toutes activités et qui sont à différents stades juridiques d'un processus de fermeture.

Le tableau ci-après fournit la liste des sociétés non consolidées au 31 décembre 2021 :

Dénomination et formes sociales	Pays	Siège social	% d'intérêt	Motif de non-inclusion
Far East & Co Limited	Royaume-Uni	Weybridge	100%	Société non matérielle et activité différente de celles du Groupe
FC Cube	Malte	Zebbug	100%	Société non matérielle et activité différente de celles du Groupe

4 Chiffre d'affaires

La décomposition du chiffre d'affaires par activités se présente ainsi qu'il suit :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2021	31/12/2020
Infrastructure	409 586	203 730
Services Télécoms	42 760	27 477
Aménagement / Lotissement	6 599	3 224
Promotion immobilière	15 442	980
Résidences gérées	5 369	5 348
Autres	884	877
Total	480 640	241 637

La totalité du chiffre d'affaires du Groupe est réalisé en France.

5 Autres produits

Les autres produits se décomposent ainsi :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2021	31/12/2020
Production immobilisée intragroupe	220 008	222 610
Production immobilisée	22 589	19 814
Production stockée	6 001	14 978
Subventions d'exploitation	337	29
Transferts de charges d'exploitation (*)	62 373	9 599
Autres produits	5 086	79
Total Autres produits d'exploitation	96 387	44 499

(*) dont 45,1M€ de reclassement d'exploitation vers exceptionnel chez Tutor concernant les pertes à terminaison sur le marché du Calvados et 11,4M€ de frais liés aux opérations capitalistiques et de financement sur AITHD transférés en charge à répartir (contre 6,8M€ en 2020).

La production immobilisée intragroupe correspond au réseau constituant une construction à soi-même à l'échelle du groupe.

Pour 2021, il s'agit principalement :

- Du réseau construit par le GIE Fibre 31 Déploiement et facturé à la DSP Fibre 31 pour 33 407 K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Octogone Fibre pour 41 235 K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Fibre 39 pour 20 892 K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Fibre 40 pour 10 486 K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Fibre 21 pour 6 156 K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Yconik pour 5 768 K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Fibre 31 pour 22 769 K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Manche Fibre pour 10 230 K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Octogone Fibre pour 7 386 K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP THD 66 pour 7 033 K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Emeraude THD pour 6 851 K€ ;
- Du réseau construit par Tutor et facturé à la DSP Tutor Calvados pour 14 704 K€.

Pour 2020, il s'agit principalement :

- Du réseau construit par le GIE Fibre 31 Déploiement et facturé à la DSP Fibre 31 pour 74 060K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Octogone Fibre pour 37 046 K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Fibre 40 pour 36 594 K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Yconik pour 30 947 K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Fibre 21 pour 13 647 K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP THD 66 pour 3 309 K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Fibre 31 pour 4 965 K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Manche Fibre pour 5 501 K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Emeraude THD pour 2 356 K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP THD 66 pour 1 961 K€ ;
- De la construction du backbone par Linkt pour 834 K€.

6 Personnel

6.1 Effectifs

L'effectif du Groupe au 31 décembre 2021 s'élève à 1436 salariés contre 985 au 31 décembre 2020.

Le Groupe a intégré 308 salariés au 30 septembre 2021 suite à l'acquisition des 26 réseaux publics et privés de Covage.

6.2 Charges de personnel

Les charges de personnel incluses dans le résultat d'exploitation recouvrent les éléments indiqués ci-après :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2021	31/12/2020
Salaires et traitements	56 829	43 734
Charges sociales	33 879	17 301
CICE	0	
Total	90 707	61 036

Au 31 décembre 2021, le taux moyen de charges sociales s'établit à 60% contre 40% au 31 décembre 2020.

Le taux moyen élevé de charges sociales en 2021 s'explique par une provision spécifique passée sur les AGA.

La rémunération des dirigeants mandataires sociaux s'élève à 390 K€.

7 Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2021	31/12/2020
Immobilisations incorporelles (dont écarts d'acquisition)	-24 915	-13 344
Immobilisations mises en concession	-32 888	-8 327
Immobilisations corporelles	-9 382	-4 779
Subventions d'investissement reprises en résultat	4 932	1 671
Total des dotations aux amortissements [A]	-62 253	-24 779
Engagements envers les salariés	-222	-136
Provisions pour risques et charges	-9 098	5
Total des dotations aux provisions [B]	-9 320	-130
Total des dotations nettes hors actifs circulants [C = A+B]	-71 573	-24 910
Stocks	29	290
Clients et autres actifs circulants (*)	-1 384	-1 205
Total des dotations à l'actif [D]	-1 355	-916
Total [E = C+D]	-72 928	-25 825

(*) Dont 2 869K€ de dotations aux provisions sur charges à répartir relatives aux frais et charges supportées par AITHD sur les opérations de levée de fonds (974K€ en 2020). Ces charges sont réparties sur la durée de l'emprunt.

8 Résultat financier

Le résultat financier se présente ainsi :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2021	31/12/2020
Produits sur cession de VMP		
Intérêts compte à terme	25	10
Produits d'intérêts comptes courants filiales non consolidées	1 241	1 413
Intérêts sur emprunts	-21 106	-6 203
Charges d'intérêts comptes courants hors groupe	-682	-507
Autres dotations financières	-65	-0
Autres	-6 414	-913
Résultat financier	-27 000	-6 201

9 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se présente ainsi :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2021	31/12/2020
Produits sur exercices antérieurs	347	182
Produit de cessions d'actifs incorporels et corporels	2 147	518
Produit net de cessions des titres AITHD à UBS et SLAM	84 644	45 610
Résultat consolidé sur augmentations de capital AITHD souscrites par UBS et SLAM	301 177	
Reprise subventions d'investissements	40	41
Reprise exceptionnelle des immobilisations	115	
Charges sur exercices antérieurs	-357	-1 688
Valeur nette comptable des cessions d'actifs incorporels et corporels	-7 360	-3 290
Pertes à terminaison sur Tutor Calvados et Tutor Europ Essonne	-45 126	
Dépréciation exceptionnelle des immobilisations	-64	-47
Autres dotations aux provisions exceptionnelles	-1 938	0
Autres	-1 246	2 057
Résultat exceptionnel	334 316	43 383

10 Impôts sur les résultats

10.1 Charge d'impôt

10.1.1 Détail de la charge d'impôt

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2021	31/12/2020
Impôt courant	-18 003	-14 702
Impôt différé	454	-64
Charge ou (produit) réel d'impôt	-17 549	-14 766

10.1.2 Taux effectif d'impôt

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net avant amortissements des écarts d'acquisition :	296 670	38 027
Impôt sur le résultat :	17 549	14 766
Résultat net avant impôt et amortissements des écarts d'acquisition :	314 220	52 793
Taux effectif d'imposition :	6%	28%

10.1.3 Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt théorique

Le rapprochement entre la charge réelle d'impôt et la charge théorique résultant de l'application au « résultat des activités poursuivies » avant impôt du taux nominal d'imposition en France, soit 26.5 % en 2021 s'établit comme suit :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2021
Résultat net avant amortissements des écarts d'acquisition	296 670
Charge d'impôt	17 549
Résultat avant impôt	314 220
Taux d'imposition du Groupe	26,5%
Charge d'impôt théorique	83 268
Augmentation / réduction de la charge d'impôt résultant de :	
- différences permanentes	407
- Déductions / réintégrations diverses	768
- Dépréciations comptes courants / titres	-77
- Retraitement DSP	12
- Cessions internes de titres	-18 581
- Dividendes - quote part de frais et charges	134
- Ecritures de consolidation non fiscalisées	-65 349
- Dépréciations fonds commercial	12
- Consommations des déficits fiscaux non activés / déficits non activés	16 782
- Crédits d'impôt / Mécénat	-988
- Contribution sociale	530
- Imposition - variation de taux	93
- Imposition - taux réduit	529
- Divers	9
Charge réelle d'impôt	17 549

10.2 Actifs et Passifs d'impôts différés

La variation des Actifs et Passifs d'impôts différés s'analyse comme suit entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2021 :

En milliers d'euros :	31/12/2020	Mouvements de l'exercice			31/12/2021
		Entrée de périmètre	Autres	Charge / Produit au compte de résultat	
Actifs d'impôts différés	1 116	14		454	1 584
Passifs d'impôts différés					
Actif / (Passif) net	1 116	14	0	454	1 584

11 Ecart d'acquisition

L'évolution des écarts d'acquisition s'analyse comme suit entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2021 :

En milliers d'euros :	31/12/2020	Mouvements de l'exercice			31/12/2021
		Var° taux d'intérêt	Variation de périmètre	Dotation	
Ecart d'acquisition bruts	2 390	34 638	266 818		303 847
Amortissements	-1 024			-134	-1 158
Ecart d'acquisition nets	1 366	34 638	266 818	-134	302 688

Le 30 septembre 2021, le rachat par la société Hestia auprès de XP Fibre d'une partie des réseaux de Covage a engendré un écart d'acquisition de 191 476 K€. Cet écart d'acquisition n'est pas amortissable (cf note 1).

En décembre 2021, le rachat par la société AITHD auprès du fonds d'investissement Marguerite des titres des sociétés Rosace et Losange a engendré la comptabilisation d'écarts d'acquisition de respectivement 69 817 K€ et 5 526 K€.

Ces écarts d'acquisition sont préliminaires car le Groupe procédera sur l'exercice 2022 à l'évaluation à la juste valeur des actifs identifiables acquis et passifs assumés. Les écarts d'acquisition résiduels qui en résulteront seront non amortissables (cf note 1).

En décembre 2021, le rachat par la société AITHD auprès du fonds d'investissement Marguerite des titres de la société Fibre 31 a engendré la comptabilisation d'un écart d'acquisition de 30 642 K€, qui sera amorti à compter de 2022 sur la durée de vie de la DSP (cf note 1).

Le rachat par la société Alto à la Caisse des dépôts et consignation des parts de la société THD83 a engendré, sur 2017, un écart d'acquisition de 665k€, amorti sur la durée de la DSP à savoir 15 ans (solde au 31/12/2021 : 444 K€ net)

En 2019, la hausse du pourcentage d'intérêt d'Alto dans la société Résoptric a engendré la constatation d'un écart d'acquisition de 150k€, amorti sur la durée de vie résiduelle de la DSP soit 19 ans (solde au 31/12/2021 : 134 K€).

En 2019, la hausse du pourcentage d'intérêt d'AITHD dans la société Alto a engendré la constatation d'un écart d'acquisition de 237k€, amorti sur une durée de 14 ans à compter du 01/01/2020 (solde au 31/12/2021 : 203 K€).

12 Immobilisations incorporelles nettes

La variation des immobilisations incorporelles se décompose ainsi qu'il suit :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2020	Acqui- sitions	Cessions / mises au rebut	Dotations exercice	Autres	Mouvements de périmètre	31/12/2021
Ecart d'acquisition	2 390					301 457	303 847
Relations clients						94 834	94 834
Marques, concessions, brevets	1 968	1 154	0		-8 974	222 522	216 671
Logiciels	902	735	0		3		1 639
Fonds commercial	11 083	47					11 130
Frais établissement						1 418	1 418
Autres immobilisations incorporelles	74 876	33 603	-1 556		18		106 940
Immobilisations incorporelles en cours	12 340	16 272			-438		28 175
Total Immobilisations incorporelles	103 558	51 812	-1 556		-9 391	620 231	764 653
Amt/Dép. écarts d'acquisition	-1 024			-134			-1 158
Amt/Dép. relations clients				-878			-878
Amt/Dép. marques, conc, brevets	-1 036			-3 459	-8 518	-725	-13 738
Amt/Dép. logiciels	-629			-415			-1 044
Amt/Dép. fonds commercial *	-376			-47			-423
Amt/Dép. frais établissement						-1 418	-1 418
Amt/Dép autres immobilisations incorp.	-20 969		210	-20 124			-40 883
Total Amt/dép. immos incorporelles	-24 036		210	-25 058	-8 518	-2 142	-59 543
Total Valeur Nette	79 522	51 812	-1 346	-25 058	-17 909	618 088	705 110
				<i>DAP exploitation</i>	-25 011		
				<i>DAP exceptionnelle</i>	-47		

* Le fonds commercial de la société ALTEAME est déprécié sur 10 ans.

Les flux sur la colonne « autres » représentent principalement des reclassements de compte à compte effectués sur Tutor (affectation plus fine entre les comptes d'acquisition et les comptes de clôture).

Les flux sur la colonne « mouvements de périmètre » sont consécutifs de l'entrée de périmètre de Tutor et de ses filiales.

13 Immobilisations mises en concession

La variation des immobilisations mises en concession se décompose ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2020	Acqui- sitions	Cessions / mises au rebut	Dotations exercice	Reprises exercice	Autres	Mouvements de périmètre	31/12/2021
DSP Net Grand Rodez	7 222	15				51		7 288
DSP THD 83	14 793	377	-26					15 143
DSP Resoptic	12 468	967						13 435
DSP Vannes Agglo	18 987	1 439	-15					20 411
DSP Manche Fibre	26 280	15 198	-10			1 818		43 287
DSP Emeraude THD	7 083	13 906				681		21 669
DSP THD 66	10 098	9 706				541		20 345
DSP Octogone Fibre	22 133	5 062				81 480		108 675
DSP Yconik	4 179	687				12 606		17 472
DSP Fibre 31	71 980	18 411				133 339		223 729
Menippe		39 075						39 075
Solstice Grand Angoulême		90	0				16 258	16 348
Arras Networks		29					15 512	15 541
Caen.com		83					15 554	15 637
Grand Chalon Networks		9					11 317	11 326
Clermont Communauté Networks		186					18 724	18 910
Dunkerque Grand Littoral Networks		217					24 479	24 696
Seine Essonne Très Haut Débit		1 149				2 250	26 522	29 922
Sem@for		594					122 960	123 554
Covage Calvados		6 663				22 387	207 522	236 572
Covage Côte Fleurie		138				3 917	20 022	24 076
Tutor Europ Essonne		1 731				1 015	37 880	40 627
Tutor Haute Savoie		4 298				3 961	24 257	32 516
Tutor Nancy		12				-15 341	27 455	12 126
Tutor Somme		85	-4 350			-125 722	143 278	13 290
Grand Lyon THD		736					34 427	35 163
Nantes Networks		510					24 205	24 715
Fibréa								
MIN THD		31					966	997
Sequantik		828				464	53 112	54 404
Herauld Télécom		374					77 898	78 272
Autres	4 528	6 898	-2 197			191	31 316	40 737
Total Immobilisations mises en concession	199 750	129 506	-6 598			123 638	933 662	1 379 958

Amt/Dép. DSP Net Grand Rodez	-6 048			-588				-6 636
Amt/Dép. DSP THD 83	-5 704		26	-906				-6 584
Amt/Dép. DSP Resoptic	-3 581			-628				-4 209
Amt/Dép. DSP Vannes Agglo	-4 443		9	-925				-5 359
Amt/Dép. DSP Manche Fibre	-3 611		2	-2 557				-6 165
Amt/Dép. Emeraude THD	-374			-1 203				-1 578
Amt/Dép. THD 66	-687			-1 547				-2 234
Amt/Dép. Octogone Fibre	-311			-2 963				-3 274
Amt/Dép. Yconik	-109			-377				-486
Amt/Dép. Fibre 31	-2 451			-7 517				-9 967
Amt/Dép. Menippe				-726				-726
Amt/Dép. Solstice Grand Angoulême				-148	49		-11 457	-11 557
Amt/Dép. Arras Networks				-326			-12 609	-12 935
Amt/Dép. Caen.com				-306			-10 699	-11 005
Amt/Dép. Grand Chalon Networks				-119			-11 188	-11 307
Amt/Dép. Clermont Communauté Networks				-339			-12 233	-12 573
Amt/Dép. Dunkerque Grand Littoral Networks				-251			-12 737	-12 988
Amt/Dép. Seine Essonne Très Haut Débit				-350			-4 487	-4 838
Amt/Dép. Sem@for				-1 416	38		-69 752	-71 130
Amt/Dép. Covage Calvados				-3 037			-28 973	-32 010
Amt/Dép. Covage Côte Fleurie				-254	28		-9 520	-9 746
Amt/Dép. Tutor Europ Essonne				-530			-9 083	-9 613
Amt/Dép. Tutor Haute Savoie				-453			-2 267	-2 720
Amt/Dép. Tutor Nancy				-158		7 706	-9 079	-1 530
Amt/Dép. Tutor Somme			281	-244		28 430	-30 549	-2 082
Amt/Dép. Grand Lyon THD				-563			-5 407	-5 970
Amt/Dép. Nantes Networks				-374			-7 334	-7 708
Amt/Dép. Fibréa								
Amt/Dép. MIN THD				-63			-616	-679
Amt/Dép. Sequantik				-1 628			-23 602	-25 230
Amt/Dép. Hérauld Télécom				-1 437			-47 106	-48 543
Autres	-401		775	-955			-22 171	-22 751
Total Amt/dép. immobilisations mises en concession	-27 720		1 094	-32 886	115	36 137	-340 871	-364 131

Total Valeur Nette	172 030	129 506	-5 505	-32 886	115	159 775	592 792	1 015 826
---------------------------	----------------	----------------	---------------	----------------	------------	----------------	----------------	------------------

Les flux sur la colonne « mouvements de périmètre » sont consécutifs de l'entrée de périmètre de Tutor et de ses filiales.

14 Immobilisations corporelles nettes

La variation des immobilisations corporelles se décompose ainsi qu'il suit :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2020	Acqui- sitions	Cessions / mises au rebut	Dotations exercice	Autres	Mouvements de périmètre	31/12/2021
Constructions	8 145	13 610	-160		55 815	1 345	78 755
Terrain	504		-40		48	104	617
Agencements sur terrain							
Installat° tech, matériel & outillage	26 808	9 205	-298		417	11 725	47 857
Matériel de transport	3 962	1 894	-702				5 154
Immobilisations corporelles en cours	257 928	164 972			-298 173	58 036	182 764
Autres immobilisations corporelles	16 121	1 536	-3 153		-20	530	15 014
- Dont en crédit bail	2 972		-2 963		1		9
Total Immobilisations corporelles	313 469	191 218	-4 353		-241 912	71 740	330 161
Amt/Dép. constructions	-1 684		145	-2 905	-7 704	-271	-12 420
Amt/Dép. agencement sur terrain	0						0
Amt/Dép. install tech, mat & outil.	-7 496		55	-2 819	0	-3 277	-13 536
Amt/Dép. Matériel de transport	-2 946		610	-2 328	0		-4 663
Amt/Dép. autres immobilisations	-7 585		3 033	-1 337	36	-519	-6 372
- Dont en crédit bail	-2 961		2 963				2
Total Amt/dép. immobilisations	-19 710		3 843	-9 389	-7 668	-4 067	-36 991
Total Valeur Nette	293 759	191 218	-510	-9 389	-249 580	67 672	293 170
			<i>DAP exploitation</i>	<i>-9 372</i>			
			<i>DAP exceptionnelle</i>	<i>-17</i>			

Les immobilisations corporelles en cours correspondent à l'acquisition de réseau et ont donc vocation à basculer dans la catégorie immobilisations en concession au moment de la mise en service.

Les flux sur la colonne « mouvements de périmètre » sont consécutifs de l'entrée de périmètre de Tutor et de ses filiales.

15 Immobilisations financières nettes

En milliers d'euros	31/12/2020	Mouvements de l'exercice					31/12/2021
		Augmen- tation	Liquidation	Cession	Reclasse- ment	Variation de périmètre	
Titres de participation non consolidés	29 504	-	10 850	-	-	919	17 735
Far East	17 000						17 000
TV76	160						160
NET27	2 800	-	2 800				-
Net 67	1 000	-	1 000				-
Net 64	800	-	800				-
Net Bourgogne	1 000	-	1 000				-
Altitude Wireless	2 250	-	2 250				-
Losange	10					10	-
Connectic 39	570						570
Sem Innovance	5						5
Rosace	909					909	-
Net Aveyron	3 000	-	3 000				-
Dépréciation des titres de participation	- 14 420	-111	10 850				- 3 681
Créances rattachées à des participations	1						1
Prêts et autres immobilisations financières	35 246	88 534	- 1 537		-	2 508	124 752
Immobilisations financières nettes	50 330	88 423	- 1 537			1 589	138 806

La sortie des titres non consolidés des sociétés Losange et Rosace fait suite au rachat de 22% des parts de Losange et 37% des parts de Rosace au fonds d'investissement Marguerite : ces entités sont désormais intégrées selon la méthode de la mise en équivalence (cf note 16).

Les titres de participation non consolidés correspondent à :

- La détention de 19% de la société Connectic 39 pour une valeur brute de 570 K€. Ces titres sont dépréciés à 100% au 31/12/2021.
- La détention de 1% de la société SEM INNOVANCE pour une valeur brute de 5 K€. Ces titres ont été dépréciés à 100% au cours de l'exercice 2021.
- La détention de 100% de la société Far East pour une valeur brute de 17.000 K€ (cf note 3.2). Les comptes de la société Far East sont établis dans le référentiel UK Gaap. La valeur des titres au bilan reflète bien la valeur économique de cette participation (dépréciation de 3 M€ au 31/12/2021). Far East ne bénéficie d'aucune garantie de la part d'Altitude.
- La détention par la société ALCALA de 10,81% de TV 76 pour 160 K€. Ces titres ont été dépréciés de 106 K€ au cours de l'exercice 2021.

Les prêts et autres immobilisations financières correspondent majoritairement aux gages espèces versés par AITHD au profit des prêteurs de Fibre 31, Losange et Alto.

16 Titres mis en équivalence

Les titres mis en équivalence se décomposent ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros	Activité	31/12/2020	Mouvements de l'exercice				31/12/2021
			Augmen- tation	Cession	Reclasse- ment	Variation de périmètre	
Rosace	Construction/exploitation/commercialisation réseau THD région Grand Est					73 576	73 576
Losange	Construction/exploitation/commercialisation réseau THD région Grand Est					64 018	64 018
Titres mis en équivalence						137 594	137 594

Les variations de périmètre concernant Losange et Rosace sont présentées en note 1.

17 Postes de bilan relatifs au besoin en fonds de roulement

17.1 Stocks et encours

En milliers d'euros	31/12/2020	Variation	Entrée de périmètre	Reclassement	Dotations	Reprises	31/12/2021
Encours de production	43 879	5 933		0			49 812
Marchandises	21 078	-8 600	15 031	-6 680			20 829
Produits finis	406	1 216		5 070			6 693
Total stocks bruts	65 363	-1 451	15 031	-1 610			77 334
Provisions Encours de production							
Provisions Marchandises			-271		-242	271	-242
Provisions Produits finis							
Total provisions sur stocks	0	0	-271	0	-242	271	-242
Total valeur nette	65 363	-1 451	14 760	-1 610	-242	271	77 092

Les encours correspondent à des terrains, des opérations d'aménagement de lotissement en cours ainsi qu'aux ventes en l'état futur d'achèvement de l'activité de promotion.

Les stocks de marchandises comprennent pour l'essentiel du matériel et des fournitures à installer sur le réseau : câbles, boîtes, fourreaux, chambres et trappes, SRO, tiroirs.

17.2 Créances et dettes d'exploitation

Toutes les créances et dettes d'exploitation sont à échéance à moins d'un an.

17.3 Autres créances et autres dettes d'exploitation

Les autres créances se décomposent comme suit :

En milliers d'euros :	31/12/2021	31/12/2020
Etat, impôt sur les bénéfices	1 184	1 269
Créances fiscales hors IS	99 288	60 564
Autres créances	57 547	28 742
Impôts différés actifs	1 584	1 116
Compte courant Far East	5 778	4 528
Comptes courants filiales non consolidées	77 141	26 021
Charges à répartir	30 133	6 504
Charges constatées d'avance	75 874	23 958
Total	348 530	152 703

Toutes les autres créances d'exploitation sont à échéance à moins d'un an, à l'exception des charges à répartir pour lesquelles 26 102 K€ sont à échéance à plus d'un an.

Les autres dettes se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2021	31/12/2020
Dettes fiscales et sociales	104 428	81 505
Impôt différé passif		
Comptes courants filiales non consolidées	4 911	7 652
Autres dettes (*)	93 147	15 912
Produits constatés d'avance	248 600	72 387
Total	451 086	177 456

(*) Dont 73 060 K€ de dettes fournisseurs d'immobilisations

18 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie se décompose ainsi qu'il suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Valeurs mobilières de placement	26 107	11 265	14 842
Disponibilités	440 178	303 255	136 923
Trésorerie et équivalents de trésorerie active	466 285	314 520	151 765
Concours bancaires courants	-1 971	-2 302	331
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette	464 314	312 218	152 096

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2021	31/12/2020	Variation
VMP - Equivalent de trésorerie	22 134	7 292	14 842
VMP - Actions propres à attribuer	3 973	3 973	0
Total brut	26 107	11 265	14 842
Dépréciation VMP	0		0
Total net	26 107	11 265	14 842

Les disponibilités consolidées peuvent être distinguées en 2 catégories :

- Les disponibilités dont disposent les sociétés de projet faisant l'objet d'un financement structuré sans recours actionnaire, qui constituent ainsi une trésorerie spécifiquement dédiée au projet (disponibilités projet).
- Les disponibilités comptabilisées dans les autres sociétés (disponibilités corporate).

En k€	31/12/2021	31/12/2020
Disponibilités corporate	347 132	255 526
Disponibilités projet	93 045	47 728
Total disponibilités	440 178	303 255

En k€	31/12/2021	31/12/2020
VMP corporate	20 854	6 856
VMP projet	1 280	436
Total VMP - Equivalent de trésorerie	22 134	7 292

19 Capitaux propres consolidés

Au 31 décembre 2021, le capital social est fixé à 513 K€ divisés en 512 911 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

20 Provisions

Le tableau de variation entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021 se présente ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2020	Mouvements de l'exercice				31/12/2021
		Dotation	Reprises	Variations périmètre	Autres mouvements	
Provision pour risques et charges	5 460	15 216	-925	26 379	-134	45 996
Provision pour litiges	985	1 057	-723	211	-62	1 468
Provision pour perte sur contrat	0	8 035	-288	681		8 428
Ecart acquisition	256		-85			171
Avantages au personnel	471	263	-41	55	0	748
Total Provisions	7 172	24 571	-2 062	27 326	-196	56 811
<i>Dont exploitation</i>		11 056	-1 977			
<i>Dont exceptionnel</i>		1 679				
<i>Dont reprise écart acquisition</i>			-85			
<i>Dont provision charges AGA (contrepartie charges de personnel)</i>		11 836				

Les flux sur la colonne « mouvements de périmètre » sont consécutifs de l'entrée de périmètre de Tutor et de ses filiales.

L'écart d'acquisition correspond à la hausse du pourcentage de 99,99% de la société RESOLUTION en 2013. Cet écart d'acquisition passif est repris sur 10 ans.

21 Emprunts bancaires et passifs financiers

Au 31 décembre 2021, la décomposition des emprunts se présente ainsi :

En milliers d'euros :	31/12/2021	Échéance du nominal :			31/12/2020
		- de 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	
Emprunts bancaires	1 606 593	57 225	668 814	880 554	551 087
Autres emprunts	88 327	10	88 317		320
Concours bancaires courants	1 971	1 971			2 302
Intérêts courus sur emprunts	10 590	9 326	1 264		152
Total :	1 707 480	68 531	758 395	880 554	553 861

(en milliers d'euros)	31/12/2020	Souscription	Remboursement	Variations de périmètre	31/12/2021
Emprunts bancaires	551 087	909 237	-104 598	250 867	1 606 593
Autres emprunts	320	88 087	-887	806	88 327
Intérêts courus sur emprunts	152	9 684		754	10 590
Total :	551 559	1 007 008	-105 485	252 426	1 705 510

Par ailleurs, la dette bancaire consolidée se décompose en une dette bancaire structurée, contractée dans les sociétés de projet et sans recours actionnaire (ci-après la « dette bancaire projet ») d'une part, et d'une dette bancaire classique, contractée dans les holdings ou les filiales industrielles (ci-après la « dette bancaire corporate ») d'autre part.

Au 31 décembre 2021, la dette bancaire se présente ainsi :

En k€	31/12/2021	31/12/2020
Dette projet sans recours actionnaire	907 413	378 500
<i>Dont Alto</i>	172 503	89 944
<i>Dont Fibre 31</i>	228 046	179 387
<i>Dont Octogone Fibre</i>	112 908	69 381
<i>Dont Erato</i>	94 888	
<i>Dont Tutor Calvados</i>	116 305	
<i>Dont Yconik</i>	51 244	39 738
<i>Dont autres</i>	131 520	49
Dette corporate	800 067	175 361
Total emprunts bancaires et passifs financiers	1 707 480	553 861

Concernant la dette corporate :

- AITHD a levé durant l'exercice une tranche additionnelle à la dette mezzanine. Le montant tiré sur les différentes tranches de dette mezzanine au cours de l'exercice s'élève à 426 M€ ;
- Dice a émis un emprunt obligataire de 100 M€ sur lequel 88 M€ ont été tirés au cours de l'exercice ;
- Leto a levé une dette senior de 220 M€ sur laquelle 117 M€ ont été tirés au cours de l'exercice.

Les flux sur la colonne « mouvements de périmètre » sont consécutifs de l'entrée de périmètre de Tutor et de ses filiales.

22 Honoraires des commissaires aux comptes

Le tableau suivant présente le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat consolidé :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Honoraires liés à la certification des comptes	166	187	-21
Autres services fournis	2	0	2
Groupe DEC	168	187	-19
Honoraires liés à la certification des comptes	88	0	88
Autres services fournis	0	0	0
Deloitte & Associés	88	0	88
Honoraires liés à la certification des comptes	43	33	10
Autres	43	33	10
TOTAL	299	220	79

23 Engagements hors bilan

Engagements donnés

ALTITUDE

Privilège de prêteur de deniers sur une acquisition immobilière d'un montant de 4 050K€ au profit d'un établissement bancaire.

ALTEAME (ex ALTITUDE LOTISSEMENT)

ALTEAME a accordé des garanties financières d'achèvement des travaux à la BNP et au CIC sur 4 opérations pour un montant total de 373 K€ jusqu'à l'achèvement des travaux avec engagement de consentir une hypothèque de premier rang sur les biens non vendus à la première demande.

ALTEAME a accordé des garanties à première demande à la BNP et au Crédit Agricole sur 4 opérations pour un montant total de 114 K€.

LINKT Holding et ses filiales

Convention de nantissement du fonds de commerce et de créances de la société LINKT à hauteur de 50 M€ dans le cadre des obligations de paiement et de remboursement aux termes du contrat de crédit de 50 M€ en date du 19/09/2018 entre LINKT et les Banques.

Convention de nantissement du fonds de commerce et de créances de la société LINKT à hauteur de 12 M€ dans le cadre des obligations de paiement et de remboursement aux termes de l'avenant au contrat de crédit du 19/09/2018, en date du 16/16/2021 d'un montant de 12M€ entre LINKT et les Banques.

Garantie autonome à première demande délivrée par la société LINKT HOLDING dans le cadre d'un bail commercial à Mont-Saint-Aignan pour un montant maximum de 430 K€.

Villas Ginkgos

Privilège de prêteur de deniers pour le prêt de 222 K€ auprès de la BECM pour l'acquisition d'un immeuble d'exploitation sis 6, avenue de l'avenir à Saint Jean de Monts (85160) chez la société Ginkgos Immo.

Privilège de prêteur de deniers pour le prêt de 280 K€ auprès de la BECM pour l'acquisition d'un immeuble d'exploitation sis 53, avenue René Coty à Château d'Olonne (85180) chez la société Ginkgos Immo.

Hypothèque conventionnelle et privilège prêteur de deniers pour le prêt de 470 K€ auprès de la BECM pour l'acquisition de locaux sis 22 rue Castelnau à La Roche sur Yon (85000) chez la société Ginkgos Immo.

La société Villas Ginkos Le Biloba s'est engagé à prendre à bail commercial auprès de chaque investisseur les lots constituant la résidence séniors Villas Ginkos Le Biloba à Bourges.

La société Villas Ginkos Les Amandiers s'est engagé à prendre à bail commercial auprès de l'investisseur les lots et locaux professionnels communs constituant la résidence séniors Villas Ginkos Les Amandiers à Mont de Marsan.

La société Villas Ginkos Les Oliviers s'est engagé à prendre à bail commercial auprès de l'investisseur les lots et locaux professionnels communs constituant la résidence séniors Villas Ginkos Les Oliviers à Toulouse.

La société Villas Ginkos Les Demeures Yonnaises a contracté un bail en l'état futur d'achèvement relatif aux locaux de la résidence sise à la Roche sur Yon. Le bail prendra effet à la date de constatation de l'achèvement des biens loués.

La société Villas Ginkos Les Demeures Rouennaises s'est engagé à prendre à bail commercial auprès de l'investisseur les lots et locaux professionnels communs constituant la résidence séniors Villas Ginkos Les Demeures Rouennaises à Rouen.

La société Villas Ginkos Les Figuiers s'est engagé à prendre à bail auprès de l'investisseur les lots et locaux professionnels communs constituant la résidence séniors Villas Ginkos Les Figuiers à Louviers.

CHP et ses filiales

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV Rouen Rue du Général Leclerc à la BNP d'un montant de 7 911 K€.

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV MSA route d'Houppesville à la BNP d'un montant de 6 819 K€.

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV Isneauville Route de Neufchatel au Crédit Agricole d'un montant de 2 800 K€.

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV Rouen la mare du Parc à la BNP d'un montant de 455 K€.

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV SAINT LEGER DU BOURG DENIS à la BNP d'un montant de 5 239 K€.

La SCCV Isneauville Route de Neufchâtel a contracté un prêt d'un montant de 2 800 K€ en date du 23 juillet 2021. Ce prêt est assorti d'une hypothèque de rang 1.

Promesse d'affectation hypothécaire donnée par la SCCV MSA ROUTE D'HOUPEVILLE relative au prêt accordé par la BNP d'un montant de 1 050 K€.

Dans le cadre de l'obtention de la Garantie Financière d'achèvement et du financement de la SCCV Rouen Palais des Consuls, le LCL a obtenu une garantie hypothécaire conventionnelle

de rang 1 d'un montant de 12 243 K€ pour la Garantie Financière d'Achèvement et 4 000 K€ correspondant au crédit d'accompagnement obtenu.

AIH et ses filiales

Nantissements :

Nantissement de compte à terme en contre garantie d'une garantie à première demande émise par le Crédit Agricole au bénéfice du Groupement des prêteurs ALTO pour 1 000 K€.

Nantissement des titres et cautionnement maison mère donnée par Tutor SA pour le compte de Covage Côte Fleurie au profit des prêteurs.

Nantissement des titres et des créances associées par Tutor SA pour le compte de Tutor Europ'Essonne au profit des prêteurs.

Nantissement des titres et des créances associées par Tutor Invest pour le compte de Covage Calvados au profit des prêteurs.

Nantissement des titres des DSP FttO par Leto au profit de la Société Générale.

Nantissement des titres Leto par Dice au profit des prêteurs.

Cautions solidaires / Garanties :

Caution solidaire émise en faveur du Crédit Agricole dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit du Groupement de prêteurs ALTO pour 14 505 K€.

Caution solidaire émise en faveur de la Caisse d'Epargne dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit du Groupement de prêteurs Octogone Fibre pour 23 860 K€.

Caution solidaire émise en faveur de LCL dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit du Groupement de prêteurs Octogone Fibre pour 10 000 K€.

Caution solidaire émise en faveur du CIC dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit du Groupement de prêteurs Octogone Fibre pour 10 000 K€.

Cautions solidaires émises en faveur de plusieurs établissements financiers dans le cadre de l'émission de garanties à première demande au profit du Groupement de prêteurs Yconik pour 45 180 K€.

Cautions solidaires émises en faveur de plusieurs établissements financiers dans le cadre de l'émission de garanties à première demande au profit du Groupement de prêteurs Erato pour 99 246 K€.

Caution solidaire émise en faveur de La Banque Postale dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit du Groupement de prêteurs Fibre 39 pour 22 338 K€.

Caution solidaire émise en faveur de la BNPP dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit de Trinity Défense pour 2 000 K€.

Garantie reçue au titre du Fonds National de Garantie RHB (renforcement de haut de bilan) à hauteur de 80% et 60% sur deux prêts accordés par BPI à AIH, pour un montant total de 2 194 K€ (encours des prêts au 31/12/2021 de 1 405 K€).

Cautionnement maison mère à hauteur de 100% du financement restant dû donné par Tutor SA pour le compte de Covage Nancy au profit des prêteurs.

Cautionnement maison mère à hauteur de 100% du montant emprunté donné par Tutor SA pour le compte de Covage Somme au profit des prêteurs.

Engagements reçus

LINKT Holding et ses filiales

Garantie autonome à première demande délivrée par une banque dans le cadre d'un bail commercial à Puteaux le 11/08/2017 sur une durée de 10 ans pour un montant de 260 K€.

Garantie autonome à première demande délivrée par une banque dans le cadre d'un bail commercial à Lesquin le 01/02/2018 pour un montant de 84 K€.

Garantie autonome à première demande délivrée par une banque dans le cadre d'un bail commercial à Saint Herblain le 07/07/2020 pour un montant de 42 K€.

Garantie autonome à première demande délivrée par une banque dans le cadre d'un bail commercial à Ecully le 27/08/2020 pour un montant de 45 K€.

Une délégation d'assurance « Homme Clé » pour un montant total de 5 M€ a été souscrite dans le cadre du contrat de prêt de 50 M€.

Caution reçue par la société LINKT HOLDING à hauteur de 25 K€ pour un contrat cadre réalisé avec la société SFR.

Caution délivrée par une banque à hauteur de 15K€ dans le cadre d'un contrat réalisé avec la société Lufthansa Airplus.

Villas Ginkgos

La société Villas Ginkgos Les Demeures Yonnaises a reçu de la Société Générale une garantie à hauteur de 1 000 K€ afin de garantir le versement de toutes sommes dues en exécution du bail commercial entre la société Partenaires Génération 2 (le bailleur) et la société Villas Ginkgos Les Demeures Yonnaises (le locataire).

La société Villas Ginkgos Les Demeures Rouennaises a reçu du Crédit Agricole une garantie à hauteur de 1 000 K€ afin de garantir le versement de toutes sommes dues en exécution du

bail commercial entre la société SCI Rouen Consuls (le bailleur) et la société Villas Ginkgos Les Demeures Rouennaises (le locataire).

La société Villas Ginkgos Les Amandiers a reçu de la SOCFIM une garantie à hauteur de 1198 K€ afin de garantir le versement de toutes sommes dues en exécution de la convention de gestion entre la société SCCV MONT DE MARSAN DUPARC (le promoteur) et la société Villas Ginkgos Les Amandiers (l'exploitant).

La Société Villas Ginkgos Les Figuiers a reçu du Crédit Agricole une garantie à hauteur de 713K€ afin de garantir le versement de toutes sommes dues en exécution du bail commercial entre la SAS RSS Louviers (le bailleur) et la société Villas Ginkgos Les Figuiers (le locataire).

CHP et ses filiales

Cautionnement reçu de BTP BANQUE pour un montant de 66 K€ au profit de la SCCV ISNEAUVILLE VASCO DE GAMMA.

Cautionnement reçu de BTP BANQUE pour un montant de 91 K€ au profit de la SCCV DEVILLE LES ROUEN ROUTE DE DIEPPE.

Cautionnement reçu de la BNP pour un montant de 2 K€ au profit de la SCCV DEVILLE LES ROUEN ROUTE DE DIEPPE.

Cautionnement reçu du Crédit du Nord pour un montant de 23,8 K€ au profit de la SCCV DEVILLE LES ROUEN ROUTE DE DIEPPE.

Cautionnement reçu de Crédit Agricole Normandie Seine pour un montant de 5,4 K€ au profit de la SCCV DEVILLE LES ROUEN ROUTE DE DIEPPE.

Cautionnement reçu de BTP BANQUE pour un montant de 247 K€ au profit de la SCCV FRANQUEVILLE SAINT PIERRE LA CHAUSSEE.

Cautionnement reçu de EULER HERMES pour un montant de 43 K€ au profit de la SCCV FRANQUEVILLE SAINT PIERRE LA CHAUSSEE.

Cautionnement reçu de la BNP pour un montant de 4 K€ au profit de la SCCV FRANQUEVILLE SAINT PIERRE LA CHAUSSEE.

Cautionnement reçu de ATRADIUS pour un montant de 147 K€ au profit de la SCCV MESNIL ESNARD RUE PASTEUR.

Cautionnement reçu du Crédit du Nord pour un montant de 22 K€ au profit de la SCCV MESNIL ESNARD RUE PASTEUR.

Cautionnements reçus de BTP Banque pour un montant total de 652 K€ au profit de la SCCV ROUEN PALAIS DES CONSULS.

Cautionnement reçus de BNP BANQUE pour un montant de 24 K€ au profit de la SCCV ROUEN PALAIS DES CONSULS.

Cautionnement reçus du CIC pour un montant de 153 K€ au profit de la SCCV ROUEN PALAIS DES CONSULS.

Cautionnement reçus de BNP PARIBAS pour un montant de 51 K€ au profit de la SCCV Saint Léger du Bourg Denis.

Cautionnement reçus de la BTP BANQUE pour un montant de 1 476 K€ au profit de la SCCV Saint Léger du Bourg Denis.

AIH et ses filiales

Engagements financiers liés à la construction et l'exploitation du réseau :

Caution donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Net Grand Rodez au profit du concédant Communauté d'agglomération Grand Rodez pour un montant de 100 K€.

Caution donnée par un établissement financier pour le compte de Vannes Agglo Numérique au profit de la communauté d'agglomération de Vannes pour un montant de 400 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire THD 83 au profit de Toulon Provence Méditerranée pour un montant de 200 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de la société Doubs au profit du syndicat mixte Doubs très haut débit pour un montant de 500 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Manche Fibre au profit du concédant Syndicat Mixte Manche Numérique pour 5 000 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Resoptic au profit du concédant Communauté de Communes Rives de Moselle pour 400 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de AIC au profit du concessionnaire Losange pour 10 000 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIE au profit du concessionnaire Losange pour 1 500 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIE au profit de la Région Grand-Est pour 6 500 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIC au profit de la Région Alsace pour 4 075 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de Losange Déploiement au profit d'Euler Hermès pour 15 000 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIE au profit du concessionnaire Rosace pour 3 382 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de Fibre 31 Déploiement au profit du SMO Haute-Garonne Numérique pour 13 900 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire THD 06 au profit du concédant Sictiam pour 1 000 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Emeraude THD au profit du concédant Syaden pour 2 000 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de La Fibre 85 au profit du GIP Vendée Numérique pour 972 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Octogone Fibre au profit du SMO Tarn et Garonne Numérique pour 8 640 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire THD 66 au profit du Département des Pyrénées Orientales pour 3 000 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIE au profit du SMO Haute Garonne Numérique pour 5 000 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIC au profit du département de l'Yonne pour 5 764 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de La Fibre 85 au profit de Vendée Numérique pour 7 991 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIC au profit du département du Jura pour 3 555 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIE au profit du département du Jura pour 4 000 K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIE au profit du département de l'Yonne pour 2 000 K€.

Contre Garantie de la garantie d'exploitation émise au bénéfice du délégant donnée par AIH pour le compte de Nantes Networks à un établissement financier pour 300 K€.

Contre Garantie de la GAPD d'exploitation donnée par AIH pour le compte de Seine Essonne Très Haut Débit au Crédit du Nord pour 170 K€.

Contre Garantie de la garantie d'exploitation émise au bénéfice du délégant donnée par AIH pour le compte de Coval Networks à un établissement financier pour 152 K€.

Contre Garantie de la garantie d'exploitation émise au bénéfice du délégant donnée par AIH pour le compte de Covage Côte Fleurie à un établissement financier pour 100 K€.

Contre Garantie de la garantie d'exploitation émise au bénéfice du délégant donnée par AIH pour le compte de Clermont Communauté Networks à un établissement financier pour 223 K€.

Contre Garantie de la garantie d'exploitation émise au bénéfice du délégant donnée par AIH pour le compte de Grand Poitiers Networks à un établissement financier pour 75 K€.

Contre Garantie de la garantie d'exploitation émise au bénéfice du délégant donnée par AIH pour le compte de Grand Lyon THD à un établissement financier.

24 Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

AIH et ses filiales :

Nouveaux marchés et déploiement commercial

AIC s'est vu confier un marché de travaux dans les Pyrénées Orientales pour un total de 30 000 prises à construire d'ici février 2026.

Contrôle fiscal

Le 11 février 2022, AIH a reçu un avis de vérification de comptabilité de la part des impôts.

Croissance externe

Le 05 mai 2022, Altitude Infra a procédé à l'acquisition de 100% du capital de Phibee Télécom. Phibee Télécom est, sur le territoire français, l'un des principaux grossistes de solution d'accès et d'interconnexion auprès des opérateurs internationaux.